



CIRANO
Allier savoir et décision



PERCEPTION DES RISQUES AU QUÉBEC

BAROMÈTRE
CIRANO
2021

Nathalie DE MARCELLIS-WARIN et Ingrid PEIGNIER

BAROMÈTRE CIRANO 2021

LA PERCEPTION DES RISQUES AU QUÉBEC

Découvrez les sujets qui sont une priorité pour la société québécoise !

Voici les résultats du *Baromètre CIRANO 2021* pour l'ensemble des 54 enjeux de société étudiés. Une occasion unique d'en apprendre davantage sur les perceptions, les préoccupations et la confiance des Québécois face à ces enjeux de société, tels que l'accès aux services de santé, les changements climatiques, la vaccination, l'immobilier, la dette publique, les projets énergétiques, le décrochage scolaire, la hausse du coût de la vie, l'immigration, les objets connectés et bien d'autres.

Cette enquête du Baromètre 2021 a été réalisée en août 2021 dans le contexte de la pandémie de COVID-19 où la population a été exposée de manière inattendue à une crise mondiale sans précédent. Bien entendu, plusieurs mois se sont écoulés depuis les premiers cas déclarés de COVID-19 et les connaissances au sujet du virus ont avancé tout comme le taux de vaccination. Il reste néanmoins que la population québécoise vivait encore au moment de l'enquête au rythme de la pandémie, marquée par des règles sanitaires strictes, des limitations dans les voyages et les déplacements, un recours fortement recommandé au télétravail (et même obligatoire jusqu'à la fin juillet 2021). Les auteurs ont donc gardé en trame de fond, et ce, tout au long de leurs analyses, les conséquences humaines et économiques qui se dégagent de cette crise et qui bien entendu teintent les perceptions des Québécois.

Nous demeurons malheureusement convaincues que la COVID-19 n'est pas la dernière pandémie que l'humanité aura à affronter et il est donc essentiel de mieux comprendre les perceptions dans un tel contexte afin d'y être mieux préparé.

AUTRICES

- **Nathalie de Marcellis-Warin**, Professeure titulaire au Département de mathématiques et de génie industriel, Polytechnique Montréal, présidente-directrice générale du CIRANO, chercheuse et Fellow CIRANO.
- **Ingrid Peignier**, Directrice de projets et directrice principale des partenariats et de la valorisation de la recherche au CIRANO.

CONTRIBUTEURS

Deux étudiants à la maîtrise à Polytechnique Montréal nous ont été d'une grande aide dans la rédaction et la mise en page de ce document :

- **Thomas Gleize**, étudiant en maîtrise, Polytechnique Montréal.
- **Juliette Lhuisset**, étudiante en maîtrise, Polytechnique Montréal.

Une équipe a contribué à valoriser les données du *Baromètre CIRANO*. Un site internet (barometre.cirano.qc.ca) permet de visualiser l'ensemble des résultats des différentes éditions.

Cette équipe est composée de :

- **Thierry Warin**, Professeur titulaire à HEC Montréal, chercheur et Fellow CIRANO, chercheur principal en science des données.
- **Marine Leroi**, Professionnelle de recherche au CIRANO



REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les partenaires du CIRANO pour leurs commentaires et suggestions pendant la phase de développement du questionnaire d'enquête. Leurs contributions ont été très appréciées.

Nous aimerions également prendre le temps de remercier Alexandre Prudhomme, professionnel de recherche au CIRANO, François Vaillancourt, professeur émérite à l'Université de Montréal et chercheur et Fellow CIRANO ainsi que Thierry Warin, professeur titulaire à HEC Montréal et chercheur et Fellow CIRANO, pour leurs aide et conseils pour les analyses statistiques.

Un grand merci également au relecteur du comité scientifique du CIRANO pour ses judicieux commentaires.

Par leur disponibilité, leur sens critique, leurs suggestions ou encore leurs points de vue, toutes ces personnes ont contribué à transformer la réalisation de ce travail en une expérience enrichissante, motivante et pleine d'intérêt.

Pour citer ce document / To quote this document

De Marcellis-Warin N. et Peignier I. (2021). Perception des risques au Québec - Baromètre CIRANO 2021 (2021LI-01, CIRANO). <https://doi.org/10.54932/DYRY1625>

Note : *Images et pictogrammes - Dans le rapport, certains risques ou enjeux ont été illustrés grâce à des pictogrammes disponibles gratuitement sur Flaticon (<https://www.flaticon.com>).*

À PROPOS DE LA COLLECTION DU BAROMÈTRE CIRANO

Depuis 2011, le *Baromètre CIRANO* sur la perception des risques au Québec compile et analyse les résultats d'enquêtes développées par le CIRANO et administrées auprès d'un échantillon d'environ 1000 répondants représentatif de la population du Québec. Ces enquêtes couvrent les grands enjeux pour le Québec (liés à la santé, l'environnement, le contexte socioéconomique, les risques industriels, les innovations, les infrastructures et les projets publics et la sécurité).



Le *Baromètre CIRANO* est un outil unique au Québec parce qu'il aborde un large spectre de projets et d'enjeux et qu'il se fonde sur des données et des informations riches, fiables et variées. Il nous fait entrevoir et mieux comprendre la perception des risques des Québécois. Il permet d'enrichir la réflexion et surtout de fournir des informations pertinentes dans le processus de prise de décision stratégique en présentant aux décideurs les préoccupations du public sur différents enjeux de société, qui pourront alors être intégrées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

À titre informatif, voici le portrait des enquêtes réalisées jusqu'à ce jour.

Dates des enquêtes	
Baromètre 2011	Du 22 au 27 juin 2011
Baromètre 2012	Du 29 juin au 6 juillet 2012
Baromètre 2013	Du 5 au 10 avril 2013
Baromètre 2016	Du 18 au 23 octobre 2016
Baromètre 2018	Du 5 au 10 avril 2018
Baromètre 2021	Du 5 au 15 août 2021

NOTES IMPORTANTES POUR LA LECTURE DU RAPPORT

1. Lorsque des résultats d'analyses statistiques sont présentés, ils sont tous significatifs au seuil de 90 %. En effet, et afin de ne pas alourdir le texte, nous n'avons pas précisé ni si les résultats des tests présentés étaient significatifs ni la valeur du coefficient de significativité. Pour les analyses multivariées, nous avons distingué dans les tableaux le seuil de 95 % et celui de 90 %.
2. Il est à noter que les nombres présentés dans les figures ou tableaux ont été arrondis. En revanche, ce sont les nombres avant arrondissement qui sont utilisés pour calculer les sommes présentées. Ainsi, les sommes peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres présentés.
3. Dans le rapport, on indiquera le plus souvent Montréal et Québec par esprit de lisibilité, mais veuillez prendre note qu'il s'agit en réalité de la région métropolitaine de recensement de Montréal (Montréal RMR) et de la région métropolitaine de recensement de Québec (Québec RMR).
4. Dans le texte du rapport, nous utilisons le vocable « favorable » et « opposé » par soucis de lisibilité et de fluidité du texte. En réalité, ces deux catégories sont des regroupements de « très favorable » et « moyennement favorable » pour favorable et « complètement opposé » et « moyennement opposé » pour opposé.
5. Nous établissons dans le rapport des distinctions en fonction de l'occupation des répondants. Veuillez noter que nous avons défini les personnes inactives comme celles qui ont déclaré comme occupation « au foyer » ou « sans emploi ». Les personnes actives représentent tous les répondants ayant indiqué un emploi rémunéré, excluant étudiants et retraités.
6. Dans le rapport, nous opposons quelques fois les répondants avec ou sans enfant au sein du foyer. Il est important de noter que lorsque l'on mentionne sans enfant, il s'agit plus précisément de répondants n'ayant aucun enfant de moins de 18 ans à la maison.

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE L'ENQUÊTE 2021	13
Collecte de données	13
Caractéristiques de l'échantillon du Baromètre CIRANO 2021	13
Choix des enjeux à l'étude du Baromètre	15

PARTIE 1 : BAROMÈTRE CIRANO 2021 - LES QUÉBÉCOIS FACE À 54 PROJETS OU ENJEUX

CHAPITRE 1 - PRÉOCCUPATIONS DES QUÉBÉCOIS EN 2021	18
Les préoccupations personnelles	20
Des préoccupations personnelles différentes selon les variables sociodémographiques.....	22
Les préoccupations pour le Québec	27
Des préoccupations pour le Québec différentes selon les variables sociodémographiques.....	29

CHAPITRE 2 - PERCEPTION DES RISQUES POUR LES 54 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE	34
Niveau de risque moyen perçu pour 54 enjeux au Québec.....	35
Répartition des niveaux de risque perçus pour les 54 enjeux à l'étude	38
Évolution des perceptions des risques depuis 2018	38
Des niveaux de risque méconnus pour certains enjeux.....	40

CHAPITRE 3 - CONFIANCE DANS LA GESTION PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES 54 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE	42
Niveau de confiance moyenne perçue pour les 54 enjeux au Québec.....	43
Répartition des niveaux de confiance sur les 54 enjeux au Québec.....	44
Évolution de la confiance depuis 2018.....	45
Aucune opinion sur le niveau de confiance pour certains enjeux	46
Relation entre le niveau de risque perçu et la confiance perçue dans le gouvernement	49

CHAPITRE 4 - PERCEPTION DES BÉNÉFICES POUR LES 54 PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE	51
Répartition des niveaux de bénéfices perçus sur 21 enjeux au Québec	52
Évolution des perceptions des bénéfices depuis 2018	53
Comparaison des perceptions de risques et de bénéfices.....	54

CHAPITRE 5 - ACCEPTABILITÉ SOCIALE POUR LES PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE	56
Évolution de l'acceptabilité sociale depuis 2018	60
Acceptabilité sociale et influence des perceptions de risque, bénéfice et de la confiance dans le gouvernement.....	62
De l'acceptabilité sociale aux comportements d'investissements personnels des Québécois	67

CHAPITRE 6 - SOURCES D'INFORMATION UTILISÉES ET INFLUENCE SUR LES PERCEPTIONS	69
.....	
Où s'informent les Québécois ?	70
Influence de la source d'information utilisée sur les préoccupations et le niveau d'acceptabilité sociale	71
Quelles sont les sources d'information qui augmentent les chances d'être préoccupés ?	73

PARTIE 2 : ZOOM SUR CERTAINS ENJEUX

LA SANTÉ	77
LA VACCINATION.....	84
L'ACCÈS AUX URGENCES ET AUX SERVICES DE SANTÉ	89
LES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES	93
LES DONNÉES SUR INTERNET	97
LES ENJEUX INDUSTRIELS	103
LES PROJETS ÉNERGÉTIQUES	108
LES MATIÈRES DANGEREUSES ET RÉSIDUELLES	116
ANNEXES	127
ANNEXE 1 : Tableaux récapitulatifs des préoccupations en fonction des variables différences sociodémographiques.....	127
ANNEXE 2 : Test logit sur les préoccupations personnelles des Québécois	130
ANNEXE 3 : Test logit sur les préoccupations sociétales Québécois.....	131
ANNEXE 4 : Influence des sources d'informations sur les préoccupations.....	131
ANNEXE 5 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque et confiance dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement avec une division en fonction des niveaux moyens.....	133
ANNEXE 6 : Méthodologie de recodage des variables et imputation des données manquantes	1334

LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel</i>	20
<i>Figure 2 : Catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel sur la période 2011-2021</i>	20
<i>Figure 3 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel (Baromètre CIRANO 2021)</i>	21
<i>Figure 4 : Catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec sur la période 2011 - 2021 (note : se référer au besoin au tableau 2 pour la signification des pictogrammes)</i>	27
<i>Figure 5 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec (Baromètre CIRANO 2021)</i>	29
<i>Figure 6 : Projets/enjeux perçus comme les plus risqués pour le Québec sur la période 2011-2021</i>	35
<i>Figure 7 : Perception du niveau de risque moyen pour le Québec pour les 54 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2021)</i>	37
<i>Figure 8 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2021)</i>	39
<i>Figure 9 : Projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion pour le gouvernement est la plus faible sur la période 2011-2021</i>	43
<i>Figure 10 : Moyenne de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets (Baromètre CIRANO 2021)</i>	47
<i>Figure 11 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets (Baromètre CIRANO 2021)</i>	48
<i>Figure 12 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque et confiance dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement (Baromètre CIRANO 2021)</i>	49
<i>Figure 13 : Répartition des bénéfices perçus des différents enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2021)</i>	53
<i>Figure 14 : Projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec sur la période 2011-2021</i> .	53
<i>Figure 15 : Comparaisons des risques et des bénéfices perçus pour les 21 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2021)</i>	55
<i>Figure 16 : Acceptabilité sociale de 21 enjeux selon les Québécois (Baromètre CIRANO 2021)</i>	59
<i>Figure 17 : Moyenne de l'acceptabilité sociale pour les enjeux (Baromètre CIRANO 2021)</i>	60
<i>Figure 18 : Projets/enjeux pour lesquels l'acceptabilité sociale est la plus faible sur la période 2011-2021</i> 61	
<i>Figure 19 : Croisement des données de risques, niveau de confiance dans le gouvernement, bénéfices et acceptabilité sociale pour 21 enjeux</i>	63
<i>Figure 20 : Répartition des préférences d'investissements personnels pour 11 enjeux (Baromètre CIRANO 2021)</i>	68
<i>Figure 21 : Utilisation des sources d'informations (médias et personnes) (Baromètre CIRANO 2021)</i>	70
<i>Figure 22 : Moyennes des niveaux de risque et confiance pour les enjeux de santé (Baromètre CIRANO 2021)</i>	78
<i>Figure 23 : Niveau de risque perçu pour le Québec pour les enjeux de santé (Baromètre CIRANO 2021)</i>	79
<i>Figure 24 : Niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer les enjeux de santé (Baromètre CIRANO 2021)</i>	79
<i>Figure 25 : Perceptions des Québécois quant à la vaccination (Baromètre CIRANO 2021)</i>	84
<i>Figure 26 : Comparaison des perceptions et de la réalité concernant l'accès à un médecin de famille au Québec (Source : Institut de la Statistique du Québec, 2021 et Baromètre CIRANO 2021)</i>	91
<i>Figure 27 : Moyennes des niveaux de risque, confiance et bénéfices (4 enjeux seulement) pour les enjeux reliés aux innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)</i>	94
<i>Figure 28 : Niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer les enjeux des innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)</i>	95
<i>Figure 29 : Niveau de risque perçu pour le Québec pour les enjeux des innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)</i>	95
<i>Figure 30 : Niveau d'acceptabilité sociale pour les enjeux des innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)</i>	97

Figure 31 : Niveau de bénéfices perçus pour le Québec pour les enjeux des innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)	98
Figure 32 : Moyennes des niveaux de risque, confiance et bénéfices pour les enjeux industriels (Baromètre CIRANO 2021).....	104
Figure 33 : Niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer les enjeux industriels (Baromètre CIRANO 2021).....	105
Figure 34 : Niveau de risque perçu pour le Québec pour les enjeux industriels (Baromètre CIRANO 2021)	105
Figure 35 : Niveaux moyens de perceptions des risques et des bénéfices pour les enjeux industriels	107
Figure 36 : Transport des matières dangereuses - parts de risque élevé et de confiance faible depuis 2016	117
Figure 37 : Profil sociodémographique pour les préoccupations COLLECTIVES des Québécois.....	128
Figure 38 : Profil sociodémographique pour les préoccupations PERSONNELLES des Québécois	129

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Caractéristiques de l'échantillon	14
Tableau 2 : Projets ou enjeux à l'étude dans le Baromètre 2021	16
Tableau 3 : Différences de perceptions en fonction de données sociodémographiques pour les répondants qui ne connaissent pas le niveau de risque de certains enjeux (Baromètre CIRANO 2021)	41
Tableau 4 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale des enjeux auxquels les Québécois sont plutôt opposés (Baromètre CIRANO 2021)	65
Tableau 5 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale des enjeux auxquels les Québécois sont plutôt favorables (Baromètre CIRANO 2021).....	66
Tableau 6 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques reliés au système de santé sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes ; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2021).....	81
Tableau 7 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques reliés à la santé publique sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes ; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2021).....	83
Tableau 8 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale de la vaccination (Baromètre CIRANO 2021)	88
Tableau 9 : Différences de perceptions sur les enjeux de santé en fonction de variables sociodémographiques (Baromètre CIRANO 2021).....	92
Tableau 10 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale des objets connectés (Baromètre CIRANO 2021)	102
Tableau 11 : Caractéristiques sociodémographiques des Québécois préoccupés par les enjeux technologiques, environnementaux et énergétiques (Baromètre CIRANO 2021)	106
Tableau 12 : Caractéristiques sociodémographiques des Québécois au regard des projets énergétiques (Baromètre CIRANO 2021)	109
Tableau 13 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale de la construction d'un parc éolien (Baromètre CIRANO 2021)	112
Tableau 14 : Modèle logit pour expliquer l'opposition à l'exploration pour du pétrole (Baromètre CIRANO 2021)	114
Tableau 15 : Test logit sur les préoccupations personnelles des Québécois.....	130
Tableau 16 : Test logit sur les préoccupations sociétales des Québécois	131
Tableau 17 : Test logit sur les préoccupations personnelles des Québécois en fonction des sources d'informations consultées.....	132

INTRODUCTION

Que l'on parle de la vaccination, des changements climatiques, de l'accès aux services de santé, de la hausse du coût de la vie, des logements abordables, de la dette publique, ou encore du partage des données produites par les objets connectés à Internet, les sujets qui peuvent susciter des inquiétudes ou interrogations sont nombreux.

Quelles sont les principales préoccupations des Québécois ? Quels sont les projets et les enjeux qu'ils perçoivent comme étant les plus risqués ? Qu'en est-il de la confiance qu'ils accordent aux autorités publiques ? Ces questions et bien d'autres sont posées depuis 2011 aux Québécois à travers le **Baromètre CIRANO** qui compile les résultats d'enquêtes réalisées régulièrement auprès d'un échantillon de 1000 répondants représentatif de la population du Québec.

L'édition 2021 du *Baromètre CIRANO* se concentre sur les résultats de l'enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1003 répondants représentatif de la population du Québec. Cette enquête a été administrée en ligne du 5 au 15 août 2021. Y sont examinées les perceptions de la population sur 54 enjeux/projets ainsi que trois études de cas plus détaillées sur la santé (vaccination et accès au système de santé), les innovations technologiques (objets connectés) et les enjeux industriels (projets énergétiques et matières dangereuses). Certaines données ont été analysées sous un angle spécifique. Une étude de cas sur les changements climatiques a été publiée dans la [Série Perspectives](#) du CIRANO à l'occasion de la COP26 (Peignier & De Marcellis-Warin, 2021). Une autre analyse sur l'organisation du travail pendant la COVID et les préférences pour le futur fera l'objet d'un chapitre dans le *Québec économique 10* qui paraîtra en 2022 et finalement une autre sur l'adoption des cryptomonnaies fait l'objet d'un projet de recherche en soi.

Comme le *Baromètre CIRANO* est le résultat d'enquêtes administrées depuis 2011, une comparaison avec les résultats des éditions précédentes permet de présenter l'évolution des préoccupations sur les dernières années. L'enquête de 2021 a été conduite dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et il sera intéressant de voir si cette situation a eu des impacts sur les perceptions des Québécois. En outre, nous avons pour chaque répondant une dizaine d'indicateurs sociodémographiques, ce qui permet de mieux comprendre les déterminants de leurs réponses. Cette enquête inédite au Québec tente ainsi d'identifier, par diverses analyses statistiques, les facteurs déterminants à l'augmentation du niveau de risque perçu, à la diminution de la confiance dans le gouvernement et à la diminution de l'acceptabilité sociale.



Mise en contexte des résultats du Baromètre CIRANO 2021 avec l'actualité au Québec

Nous avons pris soin de faire un survol de l'actualité pendant et un peu avant la période de l'enquête. En effet, dans la littérature il est bien précisé que les informations disponibles dans les médias au moment où les réponses à l'enquête sont recueillies ou les événements qui surviennent peuvent influencer la perception des risques des répondants. La couverture médiatique, le volume de l'information et le degré de dramatisation de l'information jouent un rôle important dans le phénomène d'amplification sociale du risque (Hergon et al., 2004). L'actualité de ces derniers mois a été dense au Québec et dans le monde, notamment sur plusieurs enjeux abordés dans le *Baromètre CIRANO*. Sans être exhaustif, voici quelques enjeux majeurs qui ont marqué l'actualité de l'été 2021.

L'actualité de l'année 2021 a bien évidemment été marquée, tout comme l'année 2020, par la pandémie de COVID-19. Le dernier Baromètre ayant été publié en 2018, il apparaît comme particulièrement pertinent d'étudier les changements de préoccupations liées aux enjeux de la santé et plus particulièrement de la vaccination. C'est au cours de l'année 2021 que les vaccins contre la COVID-19 sont devenus peu à peu disponibles pour la majeure partie de la population. En date du 14 août 2021, alors que 75 % des adultes québécois étaient entièrement vaccinés (Agence de la santé publique du Canada, 2021), le Québec et plus globalement le Canada font partie des régions du monde dans lesquelles les taux de vaccination sont les plus hauts ; pour autant, des réticences subsistent et le vaccin continue d'inquiéter une partie de la population (Girard-Bossé, 2021). Changement majeur dans l'actualité entourant la COVID-19, le 5 août dernier, correspondant au premier jour de notre collecte de données, le gouvernement a annoncé l'implémentation du passeport vaccinal dans la province : l'accès à plusieurs lieux publics dont les restaurants, bars ou lieux culturels requiert désormais ce passeport (Plante, 2021). Autre élément important, le variant Delta commence durant l'été 2021 à prendre du terrain partout dans le monde.

Du côté de l'environnement (Leveillé, 2021), notons que le dernier rapport du GIEC (2021) a été rendu public le 9 août 2021 : les scientifiques du monde entier ont tiré la sonnette d'alarme, encore une fois, concernant l'inaction globale dans un contexte de changement climatique. Les études ont conclu que le réchauffement aurait du mal à être limité à 2°C sans réduction massive de l'émission des gaz à effet de serre ; mais qu'il n'était



encore pas trop tard pour agir. Le *Baromètre CIRANO* reflète ces inquiétudes, en présentant notamment une hausse des préoccupations concernant les enjeux environnementaux. Cette année a été marquée aussi par la COP26, qui a eu lieu en novembre 2021, après donc la collecte de données, mais l'actualité des derniers mois a été teintée par la préparation de ce grand sommet (Reynolds, 2021).

Lorsque l'on aborde l'environnement et les changements climatiques, on ne peut pas passer sous silence la multiplication des événements climatiques majeurs : rappelons les épisodes de canicule qui ont frappé l'Ouest canadien à la fin juin et qui ont fait près de 1000 morts (Gomez, 2021) ainsi que les violentes intempéries qui ont frappé l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas en juillet dernier et qui se classent parmi les plus meurtrières en Europe au cours des 20 dernières années.

Alors que les cyberattaques se multiplient, une vaste opération d'espionnage liée au logiciel Pegasus a été révélée à la fin juillet 2021.

Le 4 août 2021, la veille du début de notre collecte, marquait aussi le premier anniversaire de l'explosion de 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium qui avait eu lieu au port de Beyrouth ayant provoqué des dégâts humains (215 morts et 6 500 blessés) (Ripoche, 2021) et matériels considérables à travers la ville et parmi les navires mouillant au port. Un an après l'explosion, les dégâts sont estimés à près de quatre milliards d'euros par la Banque mondiale (2020).

Finalement, alors que les élections fédérales n'étaient pas encore officiellement déclenchées, les questions de finances publiques étaient tout de même au cœur de l'actualité. Le 19 juillet 2021, les agences de notations ont confirmé la cote du crédit du Québec, ce qui marquait une bonne nouvelle pour la Province alors que plusieurs autres provinces canadiennes voyaient leur cote descendre.

À PROPOS DE L'ENQUÊTE 2021

Collecte de données

Ce rapport présente les réponses d'un échantillon représentatif de la population du Québec qui a été interrogé par Internet du 5 au 15 août 2021. Les répondants, tous âgés de plus de 18 ans, pouvaient s'exprimer en français ou en anglais. Au total, 1003 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu au questionnaire. La durée moyenne pour répondre au questionnaire de l'enquête a été de 27 minutes et 14 secondes. L'enquête a été réalisée avec le panel en ligne Léger Opinion (LEO). Les répondants ont été sélectionnés de façon aléatoire dans le panel de façon représentative de la population. 8 934 individus ont été contactés, ce qui donne un taux d'acceptation de participants à l'enquête de 11 % (1 708 avaient commencé le sondage, mais seulement 1 003 questionnaires ont été remplis entièrement).

À l'aide des statistiques du recensement de 2016 colligées par Statistique Canada, les résultats ont été pondérés par la firme de sondage selon l'âge, le sexe, la langue maternelle, la scolarité, la présence d'enfants ou non ainsi que la région afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population adulte du Québec.

Caractéristiques de l'échantillon du *Baromètre CIRANO 2021*

Notre analyse exploite un échantillon représentatif de résidents du Québec âgés de plus de 18 ans et vivant sur l'ensemble du territoire. Les statistiques descriptives du tableau 1 montrent les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon.

Sexe	
Homme	48,8 %
Femme	51,2 %
Âge	
18-24 ans	10,2 %
25-34 ans	15,4 %
35-44 ans	16,0 %
45-54 ans	17,4 %
55-64 ans	18,3 %
65-74 ans	12,2 %
75 ans ou plus	10,5 %
Région administrative de résidence¹	
Bas-Saint-Laurent	2,8 %
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3,6 %
Capitale-Nationale (Québec)	9,2 %
Mauricie	3,6 %
Estrie	4,0 %
Montréal	24,5 %
Outaouais	4,8 %
Abitibi-Témiscamingue	1,6 %
Côte-Nord	1,0 %
Nord-du-Québec	0,2 %
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0,8 %
Chaudière-Appalaches	5,0 %
Laval	5,3 %
Lanaudière	6,9 %
Laurentides	7,3 %
Montréal	16,3 %
Centre-du-Québec	3,2 %
Type de région d'habitation	
Milieu urbain (Ville/banlieue)	79,6 %
Milieu rural	20,4 %
Langue maternelle²	
Français	77,1 %
Anglais	8 %
Autres	2,6 %
Français et autres	2,1 %
Anglais et autres	1,9 %
Autres et autres	0,5 %
Français et anglais	7,6 %
Préfère ne pas répondre	0,1 %

Niveau d'éducation	
Études secondaires ou moins	30,5 %
Collégial	44,1 %
Universitaire certificats et diplômes	4,6 %
Universitaire 1er cycle Baccalauréat	13,3 %
Universitaire 2e et 3e cycle	7,2 %
Je préfère ne pas répondre	0,3 %
État civil	
Célibataire	30,2 %
Marié(e)/Conjoint(e) de fait	55,0 %
Divorcé(e)/Séparé(e)	7,8 %
Veuve/veuf	4,0 %
Je préfère ne pas répondre	3,0 %
Enfants au sein du foyer	
Oui : 12 ans et plus seulement	6,7 %
Oui : 12 ans et plus et moins de 12 ans	4,9 %
Oui : moins de 12 ans seulement	13,0 %
Non, aucun enfant de moins de 18 ans	75,0 %
Je préfère ne pas répondre	0,4 %
Revenu du ménage	
19 999 \$ et moins	7,9 %
De 20 000 \$ à 39 999 \$	15,5 %
De 40 000 \$ à 59 999 \$	20,5 %
De 60 000 \$ à 79 999 \$	14,1 %
De 80 000 \$ à 99 999 \$	14,2 %
100 000 \$ et plus	20,4 %
Je préfère ne pas répondre	7,3 %

Tableau 1 : Caractéristiques de l'échantillon

¹ L'ordre suit la numérotation des régions administratives utilisée par le gouvernement du Québec (<https://www.quebec.ca/gouvernement/travailler-gouvernement/services-employes-etat/carriere-recrutement/mobilite-fonction-publique/liste-regions-administratives>)

² Selon les statistiques du recensement de 2016, 79,1 % des Québécois ont le français comme langue maternelle et 8,9 % ont l'anglais comme langue maternelle. (<https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dv-vd/lang/index-fra.cfm>). Pour les analyses statistiques présentées dans le rapport, nous avons fait des regroupements et considéré les deux seules catégories « Autres » et « Autres et autres » comme des allophones. Or cette répartition tend à sous-estimer les allophones qui représentent normalement 13,9 % de la population du Québec.

Choix des enjeux à l'étude du Baromètre

Le questionnaire est conçu de façon à conserver chaque année la presque totalité des projets/enjeux à l'étude afin d'assurer une certaine continuité dans l'analyse des résultats et pour permettre des comparaisons entre les différentes éditions du Baromètre. Avant chaque Baromètre, nous prenons connaissance des dernières parutions d'enquêtes semblables sur le plan international, comme le rapport Global Risks (Forum économique mondial, 2021), le Baromètre de l'IRSN (IRSN, 2021), les différents rapports Eurobaromètre de la Commission européenne (2021), etc. Nous interrogeons également nos partenaires et nos collaborateurs. Ainsi, pour chaque enquête, la liste des projets/enjeux est retravaillée afin de refléter de nouveaux défis qui auraient pu émerger et qui seraient d'intérêt pour le Québec et enlever au besoin ceux qui ne sont plus d'actualité (par exemple, nous évaluons les perceptions en lien avec les centrales nucléaires en 2011 et 2013, ce qui n'est plus pertinent pour le Québec sachant que la seule centrale nucléaire a fermé ses portes en décembre 2012).

54 projets ou enjeux ont ainsi été retenus pour cette édition 2021 du *Baromètre CIRANO*. La liste des enjeux/projets s'est donc allongée cette année avec l'ajout de 7 enjeux pour correspondre au mieux à l'actualité du moment. Les enjeux ajoutés sont notés d'un astérisque (*) dans le tableau ci-dessous.

Aussi, dans ce tableau ont été ajoutés certains pictogrammes qui seront repris à titre illustratif dans des tableaux tout au long du rapport lorsque des comparaisons seront établies entre toutes les éditions du Baromètre CIRANO. Nous vous conseillons de vous y référer au besoin.

Il est important de noter que pour les questions sur le niveau de bénéfices perçu et le niveau d'acceptabilité sociale, nous n'avons conservé que 21 enjeux sur la liste complète puisqu'il est inconcevable d'évaluer les bénéfices d'un enjeu négatif (par exemple, les inondations ou le terrorisme).

Projets ou Enjeux		
La pollution de l'eau	Les ondes électromagnétiques	La hausse du coût de la vie/des taux d'intérêt
La pollution de l'air	L'utilisation des objets connectés à Internet	L'endettement des ménages
Les changements climatiques 	La consommation d'aliments contenant des OGM 	Le prix de l'énergie (essence...)
Les tremblements de terre	La production individuelle d'électricité à partir des sources d'énergie solaire et éolienne (innovation techno)	Le vieillissement de la population
La canicule	La confidentialité des données sur Internet ou via les objets connectés	L'immigration
Les inondations	La difficulté d'accéder aux services de santé 	L'accès à l'éducation universitaire (frais de scolarité)
La construction d'un parc éolien	L'engorgement des urgences dans les hôpitaux 	Le décrochage scolaire
L'exploitation des mines	La vaccination	La renégociation de l'ALENA
L'exploitation des forêts	Les épidémies (grippe, COVID, ...)	Les cryptomonnaies (*)
L'exploration pour du gaz de schiste 	La contamination des aliments par les bactéries ou autres microbes	La montée du protectionnisme et du nationalisme économique (*)
L'exploration pour du pétrole	Les infections dans les hôpitaux	Les déficits budgétaires et la dette publique (*) 
L'utilisation de produits chimiques par les industries 	Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité	La montée des prix de l'immobilier (*)
Le transport de matières dangereuses 	La progression des maladies mentales et des maladies cognitives	Les répercussions à long terme de la pandémie sur la société et l'économie (*)
L'utilisation des engrais/pesticides 	Les cyberattaques (vol d'identité, virus...)	L'accès à un logement abordable (*) 
Les sites d'enfouissement de déchets domestiques	Le terrorisme	L'état des infrastructures de transport 
La construction de nouvelles installations pour la production de gaz et électricité (*)	La fraude alimentaire (étiquetage falsifié, contrefaçon)	L'état des aqueducs et égouts
L'utilisation des nanotechnologies	Le chômage	Les projets en partenariat public-privé
L'utilisation de la génétique/génomique dans la santé	Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite	La corruption 

Tableau 2 : Projets ou enjeux à l'étude dans le Baromètre 2021

PARTIE 1

BAROMÈTRE CIRANO 2021

Les Québécois face à 54 projets ou enjeux

Afin d'avoir un portrait complet des perceptions de la population du Québec, cinq concepts sont mesurés dans le questionnaire du Baromètre CIRANO. La partie 1 du rapport suit la structure suivante :

- **Les préoccupations (chapitre 1)**
- **La perception des risques (chapitre 2)**
- **La confiance dans la gestion par les autorités (chapitre 3)**
- **La perception des bénéfices (chapitre 4)**
- **La perception de l'acceptabilité sociale (chapitre 5)**
- **Les sources d'informations (chapitre 6)**

CHAPITRE 1

PRÉOCCUPATIONS DES QUÉBÉCOIS EN 2021

Dans les enquêtes du Baromètre CIRANO, dix catégories de risques sont à l'étude et cette première section étudie globalement les préoccupations des Québécois. La question est posée à deux niveaux : les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel et les catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec, sur un plan collectif. Il est demandé au panel de choisir les deux catégories de risques qui sont les plus préoccupantes à leurs yeux.



Préoccupations personnelles

- Top 3 inchangé depuis 2011 : risques liés au système de santé (41 % sont préoccupés), risques économiques et financiers (39 %) et risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques (33 %).
- Hausse des préoccupations par rapport au Baromètre 2018 pour :
 - Risques liés à la santé publique (+8 points [selon notre analyse, s'expliquant en partie par une hausse du niveau de risque perçu pour les épidémies et la vaccination]),
 - Risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques (+7 points [s'expliquant en partie selon notre analyse, par une hausse du niveau de risque perçu pour les changements climatiques, les pesticides et la pollution de l'air]) et
 - Risques naturels (+4 points [Selon notre analyse, cela peut s'expliquer en partie par une hausse du niveau de risque perçu pour la canicule]).
- Les femmes sont plus préoccupées que les hommes par les risques liés au système de santé (47 % contre 36 % des hommes) et à la santé publique (31 % contre 25 % des hommes) alors que les hommes sont plus préoccupés que les femmes par les risques technologiques (9 % contre 5 % des femmes) et ceux reliés aux innovations (16 % contre 9 % des femmes).
- Les 18-34 ans sont beaucoup plus préoccupés que les autres par les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques (45 %) et le sont moins par les risques reliés au système de santé (23 %).
- Les étudiants sont les plus nombreux à être préoccupés par les risques environnementaux (69 %) et les moins nombreux à être préoccupés par les risques technologiques (2 %).
- Les retraités sont les plus nombreux à être préoccupés par les risques liés au système de santé (53 %).

Préoccupations pour le Québec



▪ À l'instar des deux dernières éditions du Baromètre CIRANO, deux grandes catégories se partagent le peloton de tête : les risques liés au système de santé (41 %) et les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (41 %).

▪ Les risques liés à la santé publique sont en 3^e position des préoccupations des Québécois (27 % contre 17 % en 2018) et rétrogradent de fait les risques liés aux infrastructures de transport qui faisaient partie du Top 3 depuis 2011 à la 6^e place (13 % contre 26 % en 2018). Cette baisse peut s'expliquer en partie selon notre analyse par une baisse du niveau de risque perçu et une hausse du niveau de confiance quant à l'état des infrastructures de transport et souterraines.

▪ Tout comme sur le plan personnel, les femmes sont plus préoccupées que les hommes par les risques liés au système de santé (43 % contre 38 % des hommes), mais sur le plan sociétal, les hommes sont plus préoccupés par les risques liés à la santé publique que les femmes (32 % contre 23 % des femmes).

▪ Les répondants de Montréal RMR sont plus préoccupés par les risques liés au système de santé (44 % d'entre eux les placent dans leurs deux catégories les plus préoccupantes contre 37 % pour les autres régions - excluant Québec) alors que les répondants de Québec RMR le sont plus par les risques économiques et financiers (27 % contre 14 % pour les autres régions – excluant Montréal).

▪ Les habitants de milieux ruraux sont plus nombreux à être préoccupés par les risques naturels (24 % contre 19 % pour les résidents de milieu urbain), les risques technologiques (13 % contre 9 %) et les risques liés aux innovations technologiques (11 % contre 6 %), mais sont les moins préoccupés par les risques économiques et financiers (16 % contre 19 % pour les résidents de milieu urbain) et les risques liés aux infrastructures de transport (8 % contre 14 %).

▪ Les 18-34 ans sont les moins nombreux à être préoccupés par les risques liés au système de santé (36 %) et aux risques naturels (16 %) alors que les 55-74 ans sont les moins nombreux à être préoccupés par les risques économiques et financiers (13 %).

▪ Les répondants avec un diplôme au plus de niveau secondaire sont les plus nombreux à être préoccupés par les risques économiques et financiers et les moins nombreux à être préoccupés par les risques environnementaux.

▪ Les retraités sont les plus nombreux à être préoccupés pour le Québec par les risques liés aux infrastructures de transport et les moins nombreux à être préoccupés par les risques liés à la santé publique et aux risques économiques et financiers.

Les préoccupations personnelles

Lorsque l'on demande aux Québécois d'indiquer les 2 catégories de risques les plus préoccupantes pour eux-mêmes, les risques liés au système de santé (*Engorgement des urgences, listes d'attente, infections dans les hôpitaux*) (41 %) et les risques économiques et financiers (*Coût de la vie, prix de l'essence, taux d'intérêt, chômage, retraite, frais de scolarité*) (39 %) ressortent majoritaires. La 3^e place est occupée sur le plan personnel par les risques environnementaux et les risques liés aux ressources énergétiques (*Pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière*) (33 %).



Figure 2 : Catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel sur la période 2011-2021

(14 %) et les risques liés aux innovations technologiques (*OGM, nanotechnologies, génomique, objets connectés, virus informatique, vol d'identité*) (12 %). En bas du classement, les Québécois ne sont que 4 % à avoir placé les risques liés à la gestion des projets publics (*Partenariat public-privé, corruption, gestion des grands projets*) dans les deux catégories de risque les plus préoccupantes.

Le graphique suivant permet de visualiser les préoccupations pour 2021 et indique également les variations par rapport au Baromètre CIRANO 2018. Ainsi, en **rouge**, il s'agit des catégories de risques pour lesquelles la proportion de Québécois étant préoccupés a augmenté de façon significative depuis 2018, en **gris**, des catégories de risques pour lesquelles la proportion n'a pas bougé ou presque depuis 2018 et finalement en **vert**, des catégories de risques pour lesquels la proportion de Québécois étant préoccupés a diminué de façon significative depuis 2018. Comme mentionné à la note 1 en page 5, nous ne précisons plus dans le reste du rapport que les différences sont significatives par souci de ne pas alourdir le texte. Pour mémoire, lorsque des résultats d'analyses statistiques sont présentés, ils sont tous significatifs au seuil de 90 % et nous ne précisons pas ni si les résultats des tests présentés sont significatifs ni la valeur du coefficient de significativité.

La catégorie des risques liés à la santé publique (*Vaccination, dépendances au tabac, drogue, obésité, malbouffe, fraude alimentaire, contamination des aliments*) se place en quatrième position avec 28 % de préoccupation. Les risques naturels (*Inondation, tremblement de terre, incendies de forêt, canicule*) recueillent un niveau de préoccupations de 17 %. Suivent ensuite les risques liés à la sécurité (*Vol, gang de rue, crime, attentat terroriste*)

Au Québec, parmi les catégories de risques suivantes, indiquez les **deux plus préoccupantes** pour vous

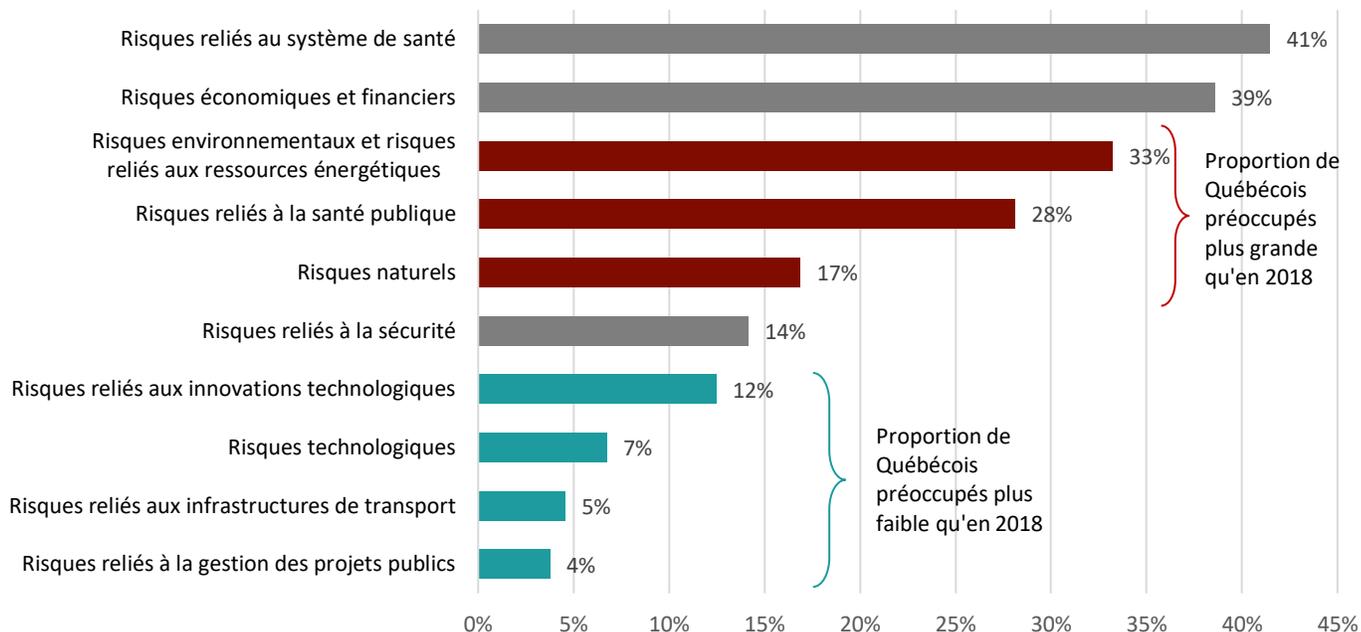


Figure 3 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel (Baromètre CIRANO 2021)

Ainsi, depuis près de dix ans, les préoccupations les plus importantes pour les Québécois du point de vue personnel demeurent semblables. Néanmoins, cette année, il y a un transfert de préoccupations entre plusieurs des catégories qui peut largement s'expliquer par le contexte de pandémie de COVID-19. Les Québécois ont ainsi été plus nombreux qu'en 2018 à indiquer les risques liés à la santé publique dans leurs deux plus grandes préoccupations (passant d'une proportion de 20 % de Québécois ayant choisi cette catégorie de risques dans leurs 2 catégories les plus préoccupantes en 2018 contre 28 % en 2021). De la même manière, la proportion de Québécois étant préoccupés par les risques environnementaux a augmenté de sept points (33 % plutôt que 26 % en 2018) et pour les risques naturels de quatre points (17 % plutôt que 13 % en 2018). À l'inverse, les risques liés aux innovations technologiques perdent trois points (12 % contre 15 %), tout comme les risques technologiques (*Usine chimique, centrale nucléaire, transport de matières dangereuses, enfouissement des déchets, lignes à haute tension, ondes électromagnétiques*) (7 % contre 10 %) et les risques liés aux infrastructures de transport (*Viellissement des ponts/viaducs et routes, état des aqueducs*) (5 % plutôt que 8 % en 2018).

Ces transferts de préoccupations vers les risques environnementaux pourraient selon notre analyse s'expliquer en partie par une perception des risques plus élevée qu'en 2018 pour certains enjeux tels que les changements climatiques (69 % de la population perçoit

des risques grands ou très grands associés à cet enjeu, en hausse de 17 points par rapport à 2018), l'utilisation des pesticides (50 %, une hausse de 5 points) ou encore la pollution de l'air (54 %, une hausse de 7 points). En outre, on constate une confiance relativement faible de la population envers le gouvernement pour gérer ces trois enjeux en lien avec l'environnement. Ces évolutions pourraient également être liées à la publication pendant la collecte de données (du 5 au 15 août) d'un nouveau rapport du GIEC, alertant à nouveau sur le caractère quasi irréversible du dérèglement climatique et des tendances à la hausse des températures moyennes, au-delà de ce qui pouvait être espéré (GIEC, 2021). Ce rapport a été publié le 9 août 2021 et l'on constate clairement que sa publication a eu une résonance chez les Québécois. Les Québécois qui ont répondu après la publication du rapport du GIEC sont plus nombreux à avoir indiqué les risques environnementaux parmi leurs deux plus grandes préoccupations que ceux qui ont répondu avant (39 % des Québécois qui ont répondu après la parution du rapport du GIEC sont personnellement préoccupés contre 30 % pour ceux qui ont répondu avant) (ces différences se retrouvent également lorsque l'on analyse les préoccupations non plus personnelles, mais pour le Québec) (Peignier & De Marcellis-Warin, 2021).

Selon notre analyse, l'augmentation de la proportion des Québécois préoccupés par les risques liés à la santé publique peut s'expliquer évidemment par le contexte pandémique et surtout par les perceptions relatives à deux enjeux : les épidémies et la vaccination. Pour ces deux enjeux, le niveau de risque perçu a considérablement augmenté depuis 2018 (une hausse de 27 points de pourcentage de la proportion de Québécois percevant un niveau de risque grand ou très grand pour les épidémies et de 18 points pour l'enjeu de la vaccination).

Finalement, l'augmentation de la proportion des Québécois préoccupés par les risques naturels pourrait en partie s'expliquer selon notre analyse par l'évaluation du niveau de risque des canicules qui progresse à la hausse depuis 2018 (43 % de la population perçoit des risques grands ou très grands, en hausse de 26 points).

Afin de raffiner cette analyse, il est intéressant de croiser ces résultats avec les différentes variables sociodémographiques associées à chacun des répondants.

Des préoccupations personnelles différentes selon les variables sociodémographiques

Des tests de Mann-Whitney ou de Kruskal-Wallis, lorsque nous étions en présence de plus de deux modalités, apportent un éclairage intéressant dont les tableaux récapitulatifs sont présentés en annexe 1. L'analyse par variables sociodémographiques est présentée ci-dessous à propos des préoccupations personnelles.

La région d'origine

L'évaluation des préoccupations est différente selon la région d'origine des répondants. Ainsi, les citoyens de la région métropolitaine de recensement de Québec (Québec RMR) ne considèrent que très peu les risques technologiques, avec seulement 2 % classant cette catégorie parmi les deux principales préoccupations. À l'inverse, les résidents des autres régions, hors Montréal RMR et Québec RMR, ressentent une préoccupation plus élevée (à 9 %). De plus, les habitants de Montréal sont moins préoccupés par les risques liés à la gestion des projets publics que les habitants de Québec.

Le milieu de vie

Selon que les répondants résident en zone urbaine ou en zone rurale, les préoccupations personnelles à propos des risques environnementaux et technologiques diffèrent : les répondants vivant en zone urbaine sont plus préoccupés par les risques environnementaux (34 % les placent dans leurs deux principales préoccupations, contre 29 % de ceux habitant en zone rurale), mais ce sont les répondants de zone rurale qui sont plus préoccupés par les risques technologiques (10 % contre 6 % en zone urbaine).

Le sexe

Les répondants n'ont pas les mêmes préoccupations selon s'il s'agit d'une femme ou d'un homme. Ainsi, les femmes vont davantage être préoccupées par les risques liés au système de santé (47 %) et les risques liés à la santé publique (31 %) que les hommes (respectivement 36 % et 25 %). À l'inverse, les hommes considèrent davantage les risques liés aux innovations technologiques (16 % contre 9 % des femmes) ainsi que les risques technologiques (9 % contre 5 % des femmes) dans leurs deux principales préoccupations.

L'âge

À propos des préoccupations personnelles, les différentes générations de répondants ne considèrent pas les mêmes enjeux. Ainsi, alors que les risques associés au système de santé préoccupent beaucoup plus les plus de 55 ans (51 %) par rapport aux 18-34 ans (23 %), les risques environnementaux préoccupent très fortement les moins de 35 ans, à hauteur de 45 % contre 36 % des plus de 75 ans, 29 % des 55-74 ans et 27 % des 35-54 ans.

Il est intéressant de noter que pour les 18-34 ans, bien que les quatre principales préoccupations soient les mêmes que l'ensemble des répondants, le classement de ces principales préoccupations est très différent du classement moyen. Ainsi, dans l'ordre décroissant, on retrouve les enjeux environnementaux (45 %), les risques économiques et financiers (40 %), les risques en santé publique (26 %) puis les risques liés au système de santé (23 %).

La langue

Les anglophones sont beaucoup plus personnellement préoccupés que les autres à propos des risques économiques et financiers. 55 % des anglophones placent cette catégorie dans les deux principales préoccupations, alors qu'ils ne sont que 37 % des

allophones et également 37 % des francophones. À l'inverse, les anglophones ont été moins nombreux que les francophones à indiquer, parmi leurs 2 catégories les plus préoccupantes, les risques liés aux innovations technologiques (4 % d'entre eux contre 13 % des francophones). Cette dernière distinction avait déjà été relevée en 2018.

La présence d'enfants au sein du foyer

L'évaluation des deux principales préoccupations varie pour les répondants selon s'il y a au moins un enfant ou non au sein du foyer. Ainsi, 44 % des répondants sans enfant sont préoccupés par les risques reliés au système de santé, contre 33 % des personnes ayant des enfants (plus spécifiquement, 27 % pour ceux qui ont des enfants de moins de 12 ans, 42 % pour ceux qui ont des enfants de 12 ans et plus et des enfants de moins de 12 ans et finalement 39 % pour ceux qui ont des enfants de plus de 12 ans seulement). Ces résultats laissent supposer que les familles avec de jeunes enfants se sentent réellement en sécurité par rapport au système de santé et sont très bien pris en charge par le système puisque cet enjeu ne semble pas les préoccuper.

De même pour les risques environnementaux, 35 % des Québécois sans enfant sont préoccupés par les risques environnementaux contre 29 % pour ceux avec enfants. À l'inverse, les risques reliés à la santé publique préoccupent plus les personnes avec enfants (32 %) que ceux sans enfant (27 %). Encore ici, lorsque l'on analyse les résultats de façon plus précise, on constate des différences en fonction de l'âge des enfants au sein du foyer. Ainsi, ce sont surtout les adultes avec des enfants de 12 ans et plus uniquement (37 %) qui se distinguent de ceux qui n'ont pas d'enfant (27 %).

L'occupation

L'occupation³ de chacun modifie la perception des risques présentés dans le baromètre CIRANO. Ainsi, pour les étudiants, les risques environnementaux font partie des plus fortes préoccupations personnelles. 69 % d'entre eux placent cette catégorie dans leurs deux principales préoccupations, considérablement plus que les autres catégories d'occupation, notamment les personnes inactives qui ne sont que 19 % à le faire. À l'inverse, les risques technologiques préoccupent beaucoup plus les personnes inactives que les étudiants. Parmi ces derniers, ils ne sont que 2 % à considérer cette catégorie dans leur top 2, alors qu'ils sont 14 % chez les personnes inactives. Parmi les retraités, 53 % considèrent les risques reliés au système de santé dans leurs deux préoccupations principales, c'est beaucoup plus que les étudiants notamment, car seuls 21 % d'entre eux classent cette catégorie dans leur haut de classement. Les personnes actives sont plus préoccupées par les risques économiques et financiers que les retraités (42 % contre 33 %).

³ Comme il est difficile de noter des différences significatives si l'on conserve les douze classes d'occupation du questionnaire, nous les avons regroupés en quatre, à savoir, les personnes ayant un emploi rémunéré que l'on classifie de personnes actives, les étudiants, les retraités et finalement les personnes inactives, regroupant les répondants au foyer ou sans emploi.

Ces résultats cachent sans doute l'impact de l'âge sur l'appartenance à l'un ou l'autre groupe occupationnel. Ceci et d'autres liens tels celui entre un âge plus élevé et un niveau d'éducation plus faible font qu'une analyse multivariée permettant d'identifier l'effet propre à chaque caractéristique démographique est pertinente ici et ailleurs dans le texte.

Modèle multivarié de type logit reliant les préoccupations et les caractéristiques sociodémographiques

Nous avons analysé l'impact de certaines variables sociodémographiques sur le fait de classer ou non la catégorie de risque comme faisant partie des deux les plus préoccupantes à l'aide d'un modèle de régression logit. La variable dépendante est la préoccupation pour une catégorie de risques (1 = fait partie des deux catégories de risque les plus préoccupantes, 0 = ne fait pas partie des deux catégories de risques les plus préoccupantes).

La différence fondamentale entre les tests de moyenne présentés dans les paragraphes précédents et les modèles économétriques est que pour les premiers, les variables indépendantes sont considérées séparément alors que pour les seconds, l'ensemble des variables indépendantes sont prises en compte simultanément, ce qui permet de connaître l'impact relatif de chacune d'elles sur la variable dépendante.

Le tableau récapitulatif disponible en annexe 2 permet de visualiser rapidement les variables sociodémographiques explicatives des préoccupations. Pour mémoire et comme inscrit dans la note 1 en page 5, pour les analyses multivariées, nous avons accepté un seuil de 90 % afin de ne pas exclure trop rapidement certains déterminants importants. Ainsi, les cases grisées foncées signalent des coefficients de signification p inférieurs à 0,5 (différences significatives à 5 %) alors que les cases grisées claires signalent des $p < 0,1$ (différences significatives à 10 %).

Le tableau indique non seulement les coefficients de signification mais aussi les *Odds-Ratio* (OR). Les *Odds-Ratio* représentent la « chance » d'avoir classé la catégorie de risque parmi les deux plus préoccupantes pour la variable indépendante en question, toutes les autres variables étant gardées constantes. Par exemple, cela signifie que le fait d'être une femme, toutes les autres variables étant constantes, augmente de 1,647 fois la chance d'être préoccupé par les risques reliés au système de santé. Plus la valeur du *Odd-Ratio* est élevée, plus la variable indépendante a un poids important dans l'explication de la variable dépendante, toutes les autres variables étant gardées constantes.

Quelques faits saillants à retenir de ce tableau :

Les modèles de régression logit confirment que, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- être une femme (Odd Ratio (OR) = 0,533)
- être une personne active (OR = 0,404) ou un étudiant (OR = 0,372)

est associé à une moins grande vraisemblance de considérer les risques reliés aux innovations technologiques parmi les deux principales préoccupations. À l'inverse, avoir le français comme langue maternelle est associé à une plus grande vraisemblance de

considérer les risques reliés aux innovations technologiques parmi les deux principales préoccupations.

Le modèle de régression logit sur la variable « Préoccupé par les risques reliés au système de santé » montre que, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Être une femme (OR = 1,647),
- Avoir ni le français, ni l'anglais comme langue maternelle (OR= 2,873),
- Avoir un revenu compris entre 40 000 \$ et 80 000 \$ (OR = 1,523) ou un revenu de plus de 80 000 \$ (OR = 1,439),

est associé à une plus grande vraisemblance d'être préoccupé par les risques reliés au système de santé (les *Odds-Ratio* étant relativement élevés).

À l'inverse, le fait d'être jeune (moins de 35 ans) (OR = 0,363) et le fait d'avoir des enfants (OR = 0,712) est associé à une moins grande vraisemblance d'être préoccupé par les risques reliés au système de santé (les *Odds-Ratio* étant toutefois moins grands que ceux dans la relation positive).

Les préoccupations pour le Québec

Intéressons-nous désormais aux préoccupations pour le Québec. À l’instar des deux dernières éditions du Baromètre CIRANO, deux grandes catégories se partagent le peloton de tête, à savoir les risques liés au système de santé (41 %) et les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (41 %). Cette dernière édition confirme la montée des préoccupations à propos des risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques, puisqu’en plus de se maintenir dans le Top 2 depuis 2016, la proportion des Québécois ayant classé cette catégorie dans leurs deux principales préoccupations sociétales est considérablement plus élevée qu’en 2018 (41 % contre 29 % en 2018).

Alors que les risques liés au système de santé font systématiquement partie des trois catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec depuis 2011, les risques liés aux infrastructures de transport sortent du podium pour la première fois depuis dix ans, au profit de la catégorie des risques liés à la santé publique (27 %), portés par le contexte pandémique et les enjeux de la vaccination. Il en est de même des risques économiques qui perdent 4 points et une place par rapport à 2018.

Respectivement 20 % et 19 % des Québécois placent les risques naturels et les risques économiques et financiers dans leurs principales préoccupations. Viennent ensuite les risques liés aux infrastructures de transport et ceux reliés à la gestion des projets publics, autour de 13 % pour les deux. Enfin après les risques liés à la sécurité (11 %), les deux dernières catégories recueillent moins de 10 % de préoccupations, avec 9 % pour les risques technologiques et 7 % pour les risques liés aux innovations technologiques.



Figure 4 : Catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec sur la période 2011 - 2021 (note : se référer au besoin au tableau 2 pour la signification des pictogrammes)

Pour la première fois depuis cinq ans, le classement de tête change, principalement à travers le renforcement des préoccupations sur les quatre premières catégories de risque et à la baisse des autres.

Ces modifications sont tout à fait cohérentes avec le contexte pandémique dans lequel l’enquête a été

menée. Dans une situation de crise, il est raisonnable de penser qu’on se concentre sur le risque principal et que l’on occulte les autres enjeux, considérés comme plus futiles et accessoires en comparaison. Ainsi, alors que les préoccupations des risques liés au

système de santé augmentent de 6 points (de 35 % à 41 %, 1^{er}) et celles reliées aux risques environnementaux augmentent de 12 points (de 29 % à 41 %, 2^e), les préoccupations des risques reliés aux infrastructures de transport passent de 26 % à 13 % (5^e) et celles reliées à la gestion des projets publics perdent neuf points (de 22 % à 13 %, 6^e).

Certaines de ces tendances s'expliquent de la même façon que pour les préoccupations individuelles. Selon notre analyse, la diminution substantielle de la proportion des Québécois préoccupés pour le Québec par les risques reliés aux infrastructures peut s'expliquer par la réduction des déplacements en raison de la pandémie. De plus, les perceptions relatives à 2 enjeux traitant d'infrastructures se sont améliorées : l'état des égouts et aqueducs et l'état des infrastructures de transport. Pour ces deux enjeux, le niveau de risque perçu a diminué depuis 2018 et le niveau de confiance dans le gouvernement pour les gérer a augmenté. En effet, 36 % des Québécois ne font pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer l'état des infrastructures de transport contre 55 % en 2018, et 38 % ne font pas confiance pour gérer l'état des égouts et aqueducs contre 46 % en 2018. Aussi, 56 % des Québécois considèrent l'état des infrastructures de transport comme très risqué contre 67 % en 2018, et 36 % considèrent l'état des égouts et aqueducs comme un enjeu risqué contre 43 % en 2018.

Le graphique suivant permet de visualiser les préoccupations pour le Québec pour 2021 et indique également les variations par rapport au Baromètre CIRANO 2018. Ainsi, en **rouge**, il s'agit des catégories de risques pour lesquelles la proportion de Québécois étant préoccupés a augmenté depuis 2018, en **gris**, des catégories de risques pour lesquelles la proportion n'a pas bougé ou presque (ou différence non significative) depuis 2018 et finalement en **vert**, des catégories de risques pour lesquels la proportion de Québécois étant préoccupés a diminué depuis 2018.

Parmi les catégories de risques suivantes, indiquez **les 2 plus préoccupantes** pour le Québec

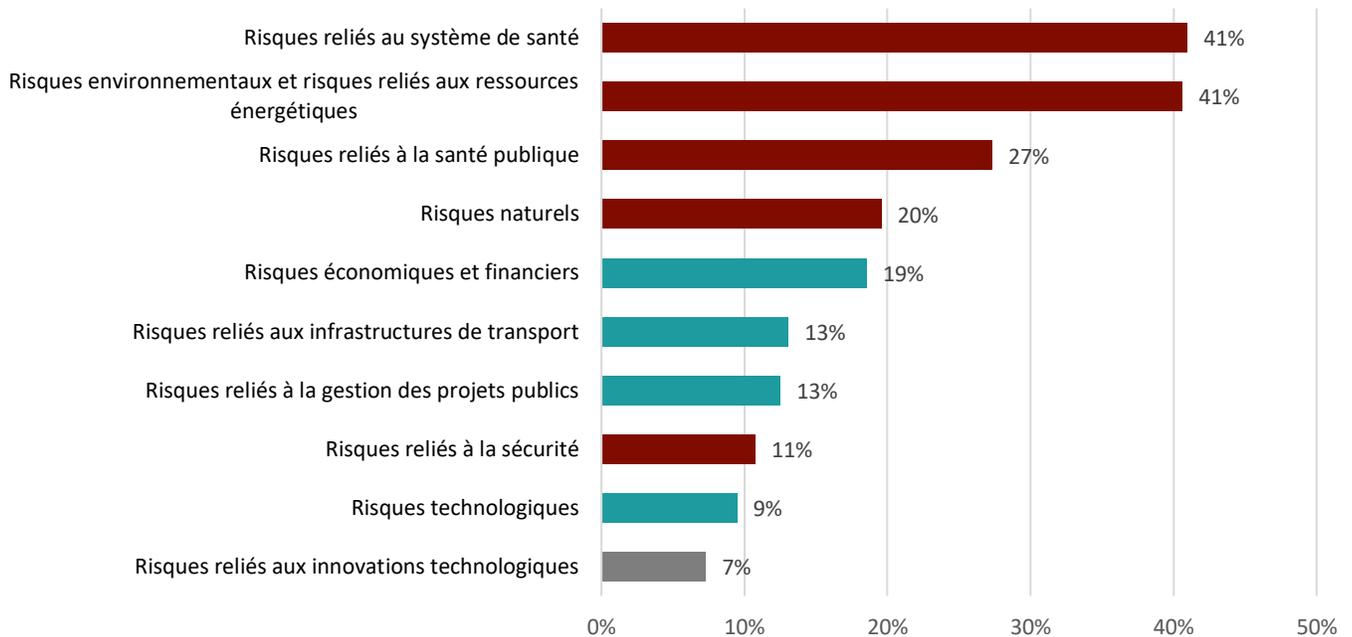


Figure 5 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec (Baromètre CIRANO 2021)

Des préoccupations pour le Québec différentes selon les variables sociodémographiques

Pour compléter l'analyse, des tests de Mann-Whitney ou de Kruskal-Wallis, lorsque nous étions en présence de plus de deux modalités, apportent un éclairage intéressant dont les tableaux récapitulatifs sont présentés en annexes. L'analyse par variables sociodémographiques est présentée ci-dessous à propos des préoccupations pour le Québec. Le lecteur constatera s'il se réfère à la section précédente du texte que pour un enjeu spécifique, le niveau de préoccupation associé à l'un ou l'autre attribut sociodémographique varie entre préoccupation personnelle et sociétale.

La région d'origine

Les habitants de la région de Montréal semblent être beaucoup plus sensibles aux préoccupations liées au système de santé. En effet, 44 % d'entre eux placent cette catégorie dans les deux plus préoccupantes, contre seulement 37 % dans les autres régions (excluant Québec RMR). Par ailleurs, les habitants de la région de Québec sont sensiblement plus concernés que les habitants des autres régions (excluant Montréal) à propos des risques économiques et financiers, avec respectivement 27 % des habitants

de Québec plaçant cette catégorie dans les deux préoccupations principales et 14 % pour les autres régions.

Le milieu de vie

Les risques naturels ne sont pas perçus de la même façon selon les milieux de vie. Ainsi, les habitants en milieu rural seront plus préoccupés, car ils sont 24 % à considérer cette catégorie comme la plus préoccupante, alors qu'il n'y a que 19 % chez les urbains. De plus, les risques technologiques et les risques en innovations technologiques sont considérés comme des enjeux préoccupants plus fortement par les ruraux que par les personnes habitant en zone urbaine. Ainsi, 13 % des habitants des zones rurales placent les risques technologiques dans les préoccupations les plus importantes, contre 9 % pour ceux habitant en zone urbaine. 11 % des habitants ruraux considèrent les risques en innovation technologique comme les plus préoccupants, contre 6 % en zone urbaine. À l'inverse, les risques financiers touchent plus les répondants de zone urbaine, qui sont 19 % à les placer dans leurs deux préoccupations principales, que les répondants de zone rurale, qui ne sont que 16 % à le faire. Les infrastructures de transport préoccupent également davantage les urbains, avec 14 % qui les placent dans le top 2 des préoccupations, contre 8 % en milieu rural.

Le sexe

Les différences significatives à propos des préoccupations pour le Québec selon le sexe sont principalement sur les risques reliés à la santé publique et au système de santé. Alors que les femmes sont plus sensibles que les hommes aux préoccupations reliées au système de santé (43 % contre 38 %), les hommes sont plus préoccupés par les risques reliés à la santé publique (32 % contre 23 % des femmes). Sur le plan individuel, on se souvient que les femmes étaient plus préoccupées que les hommes sur les deux catégories de risques touchant la santé.

L'âge

L'âge des répondants influence significativement leur niveau de préoccupation pour le Québec pour certains enjeux. Ainsi, les 18-34 ans vont sensiblement être moins préoccupés que les autres à propos des risques reliés au système de santé (36 % d'entre eux les placent dans leurs principales préoccupations, contre 42 % des 55-74 ans et 46 % des plus de 75 ans). Il en est de même pour les risques naturels : les 18-34 ans sont moins préoccupés que les autres (16 % les placent dans leurs deux principales préoccupations, contre 21 % des 18-34 ans, 21 % des 55-74 ans et 25 % des plus de 75 ans). Enfin, parmi les 55-74 ans, seulement 13 % semblent préoccupés par les risques économiques et financiers alors qu'il s'agit de 25 % des 18-34 ans et 20 % des 35-54 ans.

La langue

21 % des francophones sont préoccupés par les risques naturels contre seulement 8 % des anglophones.

La scolarité

Les répondants titulaires d'un diplôme de niveau baccalauréat sont nettement plus sensibles aux risques environnementaux que les personnes avec au plus un diplôme de niveau collégial. Ainsi, 50 % des personnes avec un diplôme de niveau baccalauréat placent ce risque dans leurs deux premières préoccupations, contre 41 % des répondants avec un diplôme de niveau collégial et 35 % des personnes avec un diplôme de niveau secondaire.

À l'inverse, 23 % des répondants avec au plus un diplôme du secondaire placent les risques financiers en tête de leurs préoccupations pour le Québec, alors qu'ils ne sont que 16 % pour les personnes avec un diplôme de niveau collégial ou un baccalauréat.

La présence d'enfants au sein du foyer

Le fait qu'il y ait ou non des enfants au sein du foyer des répondants et l'âge des enfants impacte l'évaluation de plusieurs catégories de risques. Ainsi, les personnes avec enfants vont être plus nombreuses à évaluer à la hausse les risques liés à la santé publique que les autres (31 % avec enfants contre 26 % sans enfant), tout comme les risques liés aux innovations technologiques (11 % avec enfants contre 6 % sans enfant). Des différences plus marquées sont à faire ressortir lorsque l'on compare les parents d'enfants de 12 ans et plus seulement avec ceux qui n'ont pas d'enfant de moins de 18 ans à la maison. En effet, 42 % des répondants ayant des enfants de 12 ans et plus à la maison sont préoccupés par les risques liés à la santé publique contre 26 % sans enfant.

À l'inverse, les personnes sans enfant vont évaluer plus haut que les autres les risques liés au système de santé (42 % sans enfant contre 37 % avec enfants) ainsi que les risques liés aux infrastructures de transport (14 % sans enfant contre 9 % avec enfants).

L'occupation

Les étudiants sont beaucoup moins nombreux à placer les risques liés aux innovations technologiques dans leurs préoccupations principales pour le Québec que les personnes inactives (seulement 2 % contre 15 % des personnes inactives).

Les retraités sont les moins nombreux à être préoccupés par les risques liés à la santé publique (21 % d'entre eux contre 37 % des étudiants, 34 % des inactifs et 29 % des actifs). Ils sont également beaucoup moins préoccupés à propos des risques économiques financiers (12 % d'entre eux les classent comme préoccupants pour le Québec, alors qu'ils sont 29 % des étudiants, 28 % des inactifs et 20 % des actifs à le faire). À l'inverse, les retraités sont les plus nombreux à être préoccupés pour le Québec par les risques liés aux infrastructures de transport (17 % contre 13 % des actifs, 7 % des étudiants et 3 % des inactifs).

Enfin, les inactifs se sentent moins préoccupés que les autres par les risques liés à la gestion des projets publics (4 % d'entre eux les placent dans leurs deux préoccupations majeures, alors qu'ils sont 14 % des actifs et 13 % des retraités).

Ces résultats cachent sans doute l'impact de l'âge sur l'appartenance à l'un ou l'autre groupe occupationnel. Ceci et d'autres liens tels celui entre un âge plus élevé et un niveau d'éducation plus faible font qu'une analyse multivariée permettant d'identifier l'effet propre à chaque caractéristique démographique est pertinente encore ici.

Modèle multivarié de type logit reliant les préoccupations sociétales et les caractéristiques sociodémographiques

Nous avons analysé l'impact de certaines variables sociodémographiques sur le fait de classer ou non la catégorie de risque comme faisant partie des deux les plus préoccupantes pour le Québec à l'aide d'un modèle de régression logit. La variable dépendante est la préoccupation pour une catégorie de risques (1 = fait partie des deux catégories de risque les plus préoccupantes pour le Québec, 0 = ne fait pas partie des deux catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec).

Le tableau récapitulatif disponible en annexe 3 permet de visualiser rapidement les variables sociodémographiques explicatives des préoccupations.

Quelques faits saillants à retenir de ce tableau :

Le modèle de régression logit sur la variable « Préoccupé pour le Québec par les risques naturels » confirme que, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Être âgé de 35 à 54 ans (OR = 0,561)
- Avoir un revenu compris entre 40 000 \$ et 80 000 \$ (OR = 0,661)
- Habiter dans la grande région de Montréal (OR = 0,737) ou dans la grande région de Québec (OR = 0,431)

est associé à une moins grande vraisemblance de considérer les risques naturels parmi les deux principales préoccupations sociétales. À l'inverse, avoir le français comme langue maternelle (OR = 3,146) et avoir des enfants au sein du foyer (OR = 1,605) est associé à une plus grande vraisemblance de considérer les risques naturels parmi les deux principales préoccupations sociétales.

Le modèle de régression logit sur la variable « Préoccupé pour le Québec par les risques environnementaux et les risques reliés aux ressources énergétiques » montre que, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Être une femme (OR = 1,345),
- Détenir un diplôme de niveau universitaire (OR = 1,500),
- Avoir un revenu supérieur à 80 000 \$ (OR = 1,516),

est associé à une plus grande vraisemblance d'être préoccupé par les risques environnementaux et les risques reliés aux ressources énergétiques.

Finalement, le modèle de régression logit sur la variable « Préoccupé pour le Québec par les risques économiques et financiers » montre que, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Avoir le français comme langue maternelle (OR = 0,613),

- Avoir des enfants au sein du foyer (OR = 0,673),
- Détenir un diplôme de niveau collégial (OR = 0,71),
- Être retraité (OR = 0,442),
- Avoir un revenu compris entre 40 000 \$ et 80 000 \$ (OR = 0,673),

est associé à une moins grande vraisemblance d'être préoccupé par les risques économiques et financiers. À l'inverse seul le fait d'habiter dans la grande région de Québec (OR = 2,312) ou dans la grande région de Montréal (OR = 1,408), toutes les autres variables étant gardées constantes est associé à une plus grande vraisemblance de considérer les risques économiques et financiers parmi les deux principales préoccupations sociétales.

CHAPITRE 2

PERCEPTION DES RISQUES POUR LES 54 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE



CLASSEMENT 2021

- Top 3 des 54 projets ou enjeux perçus les plus risqués :
 - L'engorgement des urgences, qui demeure toujours l'enjeu perçu comme le plus à risque par les Québécois, et ce depuis 2011 (exception en 2013 où il était le 2^e).
 - Les changements climatiques
 - L'accès à un logement abordable
- Parmi les enjeux perçus comme très risqués, outre les enjeux d'accès au système de santé, on retrouve six enjeux socioéconomiques, plus particulièrement les enjeux liés au logement, à la hausse du coût de la vie, au vieillissement de la population ainsi qu'aux finances publiques (dette, impact de la pandémie, etc.).
- Parmi les enjeux les moins risqués, on retrouve surtout des enjeux reliés aux d'innovations technologiques (génomique, nanotechnologies, objets connectés, etc.)

MÉCONNAISSANCE DU NIVEAU DE RISQUE POUR CERTAINS ENJEUX

- L'analyse met en évidence que pour certains projets/enjeux, plus de 10 % de la population déclare ne pas connaître le niveau de risque : l'utilisation des nanotechnologies (28 %), les cryptomonnaies (28 %), la génomique (19 %), la montée du protectionnisme et du nationalisme économique (23 %), la renégociation de l'ALENA (22 %) et les projets en partenariat public-privé (22 %).
- Pour les enjeux d'innovations technologiques, on constate globalement que les répondants vivant en milieu urbain, les femmes, les répondants avec au plus un diplôme de niveau collégial, les anglophones et les célibataires/veufs/divorcés sont plus nombreux à ne pas connaître le niveau de risque.

DES DIFFÉRENCES IMPORTANTES DANS LES PROPORTIONS DE QUÉBÉCOIS PERCEVANT DES RISQUES GRANDS OU TRÈS GRANDS ENTRE 2018 ET 2021

Globalement le niveau de risque moyen perçu est en baisse cette année : 43 % des enjeux ont un niveau de risque moyen inférieur à 3/5 contre 23 % en 2018.

Baisses les plus marquées :

- L'état des infrastructures de transport (56 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour cet enjeu contre 67 % à 2018),
- La corruption (54 % contre 67 % en 2018),
- L'immigration (31 % contre 48 % en 2018),
- Le terrorisme (20 % contre 31 % en 2018).

Hausses les plus marquées :

- Les changements climatiques (69 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour cet enjeu contre 52 % en 2018),
- Les cyberattaques (60 % contre 48 % en 2018),
- Les épidémies (54 % contre 27 % en 2018),
- La canicule (43 % contre 17 % en 2018),
- La vaccination (32 % contre 14 % en 2018) et
- Le décrochage scolaire (48 % contre 40 % en 2018).

Dans le baromètre, le niveau de risque perçu est évalué sur une échelle de Likert à cinq points « Négligeable (1), Faible, Moyen, Grand, Très Grand (5) ». Une catégorie « Ne connais pas le niveau de risque » a également été ajoutée pour les personnes qui ne sauraient pas évaluer le niveau de risque sur certains enjeux.

Niveau de risque moyen perçu pour 54 enjeux au Québec

Les sujets de santé se retrouvent au premier plan en ce qui concerne les risques, avec l'engorgement des urgences dans les hôpitaux en 1^{re} place, à 4,19/5. Cet enjeu fait en outre partie du Top 2 des projets/enjeux perçus comme les plus à risque par les Québécois depuis 2011. Le Top 3 des enjeux perçus comme les plus risqués est complété par l'enjeu des changements climatiques en deuxième place (moyenne de 3,99/5) et l'accès à un logement abordable (moyenne de 3,98/5) en troisième place.

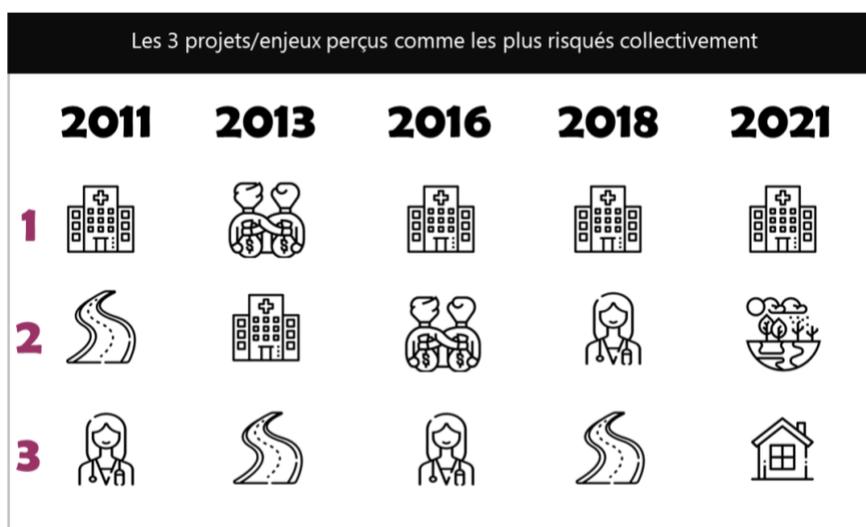


Figure 6 : Projets/enjeux perçus comme les plus risqués pour le Québec sur la période 2011-2021

Tout comme les éditions précédentes du Baromètre, de nombreux enjeux socioéconomiques sont perçus par les Québécois avec un niveau de risque relativement élevé : deux nouveaux enjeux en lien avec l'immobilier, l'accès à un logement abordable (3,98/5 [3^e position]) et la montée des prix de l'immobilier (3,94/5 [5^e position]), la hausse du coût de la vie et des taux d'intérêt (3,89/5 [8^e position]), le vieillissement de la population (3,91/5 [6^e position]), les répercussions de la pandémie sur l'économie (3,86/5 [9^e position]) et les déficits budgétaires et la dette publique (3,90/5 [7^e position]) – tout cela dans un contexte où l'inflation devrait se maintenir à 4 % au Québec pour l'année 2022, avec un retour à la normale attendu au minimum fin 2022 (Fournier, 2021).

En bas du classement des enjeux les plus risqués se retrouvent beaucoup d'enjeux d'innovations technologiques, comme l'utilisation de la génomique et de la génétique dans la santé (2,89), les cryptomonnaies (2,96), la production individuelle d'électricité (2,42) et les nanotechnologies (2,77). Pour une majorité de ces enjeux, l'évaluation du

niveau de risque plus faible que le reste peut s'expliquer par une confiance dans le gouvernement à gérer ces sujets. Ainsi, à l'exception des cryptomonnaies, tous ces enjeux sont situés dans le haut du classement de la confiance avec une présence dans les vingt premières places.

Les phénomènes naturels sont perçus comme ayant un niveau de risque moyen (par exemple, la canicule (niveau de risque perçu moyen de 3,37), les inondations (3,14)). Les tremblements de terre se classent quant à eux presque à la dernière place en termes de risque perçu sur les 54 enjeux à l'étude (2,31).

Globalement le niveau de risque moyen perçu stagne, avec 12 projets ou enjeux avec une moyenne inférieure à 3 sur une échelle de 1 à 5. Cela représente 22 % des enjeux. En 2018, cette proportion s'élevait à 23 %.

Moyenne des réponses à la question : Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des **phénomènes naturels/ projets/ enjeux** suivants ?

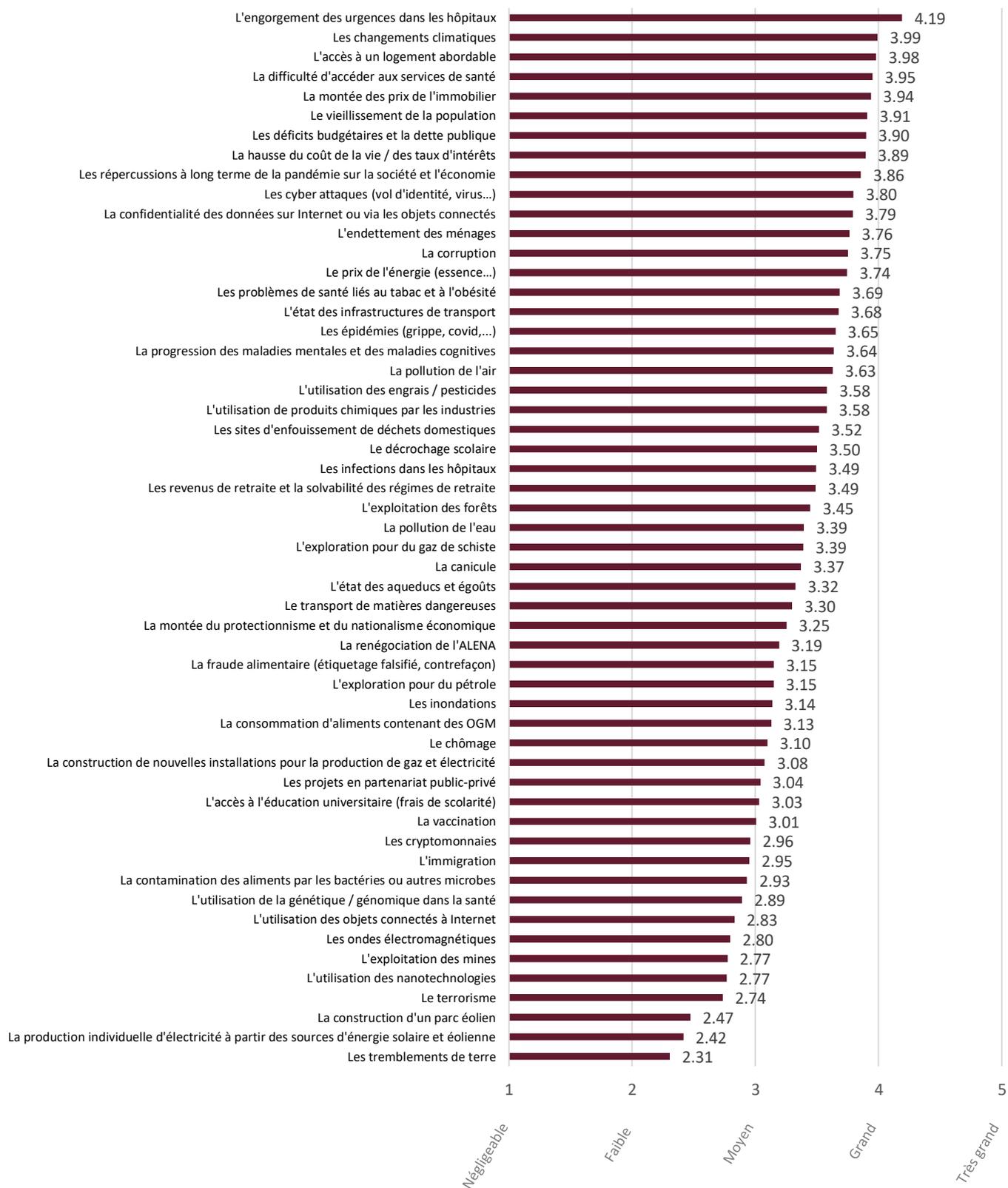


Figure 7 : Perception du niveau de risque moyen pour le Québec pour les 54 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2021)

Répartition des niveaux de risque perçus pour les 54 enjeux à l'étude

Nous avons représenté le niveau de risque perçu non plus uniquement par la moyenne des réponses, mais plutôt par la répartition en pourcentages des choix de réponses du questionnaire regroupés en trois grandes catégories, à savoir la catégorie « niveau de risque grand et très grand », la catégorie « niveau de risque moyen » et finalement la catégorie « niveau de risque faible et négligeable ».

Les dix premiers enjeux (grand et très grand) sont les mêmes que l'on considère les moyennes ou bien les répartitions des catégories en pourcentage. Il en est de même pour la quasi-totalité des enjeux en bas de classement. Ainsi, les conclusions sont sensiblement les mêmes que dans la partie précédente. Néanmoins, il est possible de préciser à nouveau que plusieurs des catégories entrées dans le classement cette année se positionnent en haut de classement, notamment sur l'immobilier et l'impact de la pandémie.

Évolution des perceptions des risques depuis 2018

Lorsque l'on compare les perceptions de 2021 avec les données de 2018, on constate des variations significatives.

Parmi les baisses les plus marquées du niveau de risque perçu :

- L'état des infrastructures de transport : 56 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme un grand ou un très grand risque, en baisse de 11 points par rapport à de la précédente édition
- La corruption est perçue comme un risque grand ou très grand par 54 % des Québécois, en baisse de 13 points,
- L'immigration est perçue par 31 % de la population comme un risque grand ou très grand contre 48 % en 2018,
- Le terrorisme est perçu par 20 % de la population comme un risque grand ou très grand contre 31 % en 2018.

Parmi les hausses les plus marquées du niveau de risque perçu :

- Les changements climatiques (69 % des Québécois perçoivent un niveau de risque grand ou très grand, en hausse de 17 points),
- Les cyberattaques sont perçues par 60 % de la population comme un risque grand ou très grand contre 48 % en 2018 (hausse de 12 points).
- Les épidémies (54 % en 2021, en hausse de 27 points par rapport à 2018),
- La canicule (43 %, en hausse de 26 points) et
- La vaccination (32 %, en hausse de 18 points par rapport à 2018)
- Le décrochage scolaire (48 %, en hausse de 8 points par rapport à 2018).

Selon vous, quel est le **niveau de risque** pour le Québec des phénomènes naturels/ projets/ enjeux suivants ?

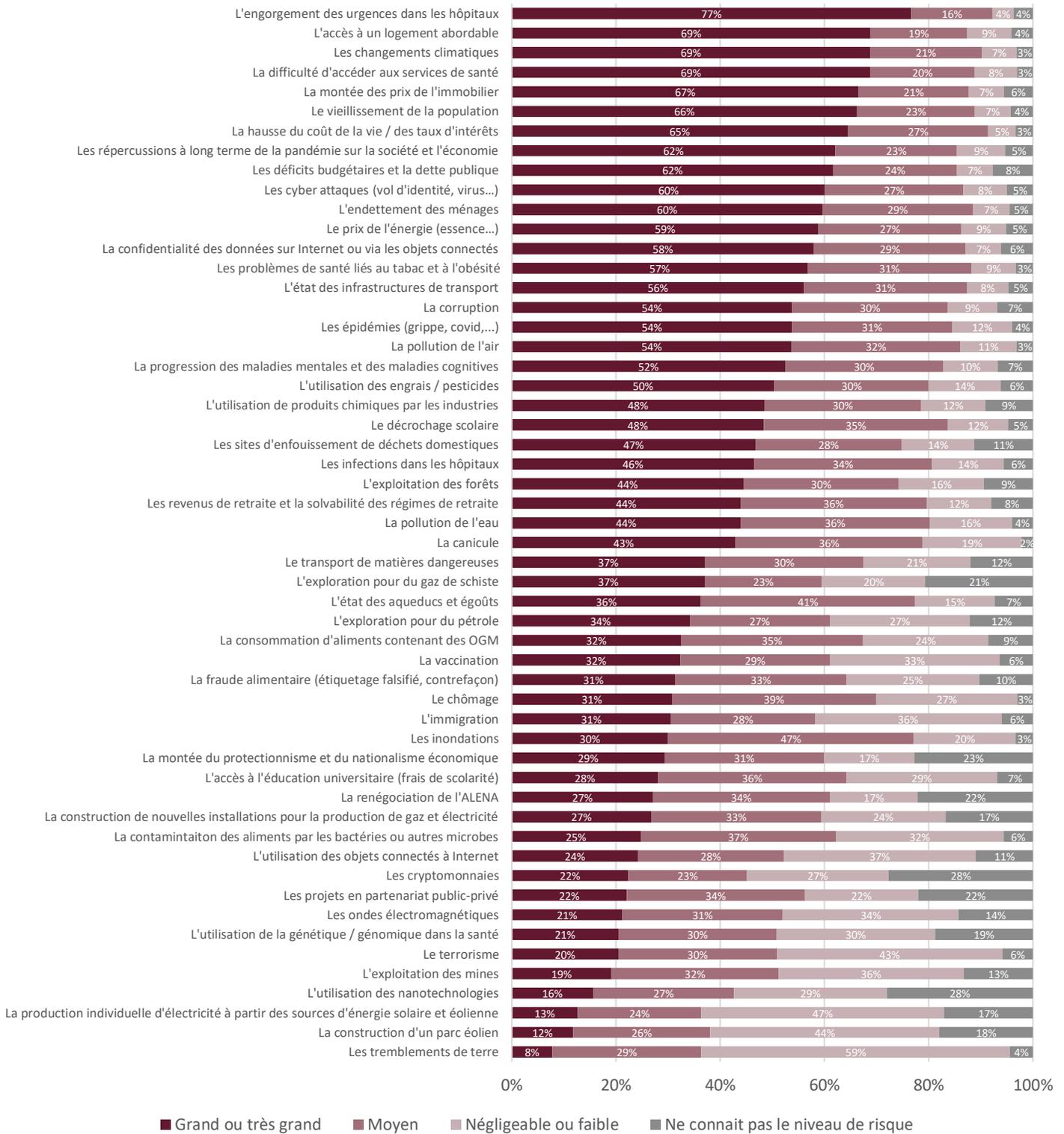


Figure 8 : Répartition des niveaux de risques perçus des enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2021)

Des niveaux de risque méconnus pour certains enjeux

L'analyse révèle un autre aspect très intéressant en mettant en évidence que pour certains projets/enjeux, plus de 10 % de la population déclare ne pas connaître le niveau de risque. Par exemple, 28 % des Québécois déclarent ne pas connaître le niveau de risque de l'utilisation des nanotechnologies. Il en va de même pour les cryptomonnaies, pour lesquelles la même proportion ne connaît pas le niveau de risque. Les enjeux économiques complexes, comme la montée du protectionnisme et du nationalisme économique, la renégociation de l'ALENA et les projets en partenariat public-privé, font également l'objet d'une méconnaissance du niveau de risque, avec respectivement, 23 %, 22 % et 22 % de personnes ne sachant pas évaluer le niveau de risque.

Quel est le profil de ces répondants qui généralement ne connaissent pas le niveau de risque ?

Des tests de Mann-Whitney ou de Kruskal-Wallis lorsque nous étions en présence de plus de deux modalités apportent un éclairage intéressant. Le tableau ci-dessous présente uniquement les différences significatives à 90 % afin d'être uniforme avec l'ensemble des autres résultats exposés. Aussi, le tableau indique les taux de signification p associés aux tests de Mann-Whitney (MW) ou de Kruskal-Wallis (KW) (lorsque plus de deux modalités), mais n'indique pas les taux de signification deux à deux pour ne pas surcharger.

On peut distinguer deux profils types en fonction des enjeux à l'étude. Pour les enjeux d'innovations technologiques, on constate globalement que les femmes, les répondants avec au plus un diplôme de niveau collégial, les anglophones et les célibataires/veufs/divorcés sont plus nombreux à ne pas connaître le niveau de risque. Lorsque l'on s'attarde à des enjeux d'ordre plutôt économiques et politiques (ALENA et PPP), l'âge, l'occupation et le revenu s'ajoutent comme variables explicatives aux variables précédemment citées. Ainsi, les femmes, les moins de 35 ans, les anglophones, les répondants avec au plus un diplôme de niveau collégial, les célibataires, les étudiants (en comparaison des personnes actives et des retraités) et les répondants avec un revenu de moins de 40 000 \$ sont les plus nombreux à ne pas connaître le niveau de risque associé à ces enjeux économiques et politiques.

Proportion des Québécois qui ne connaissent pas le niveau de risque

	Nanotechnologies	Cryptomonnaies	Génomique	ALENA	Partenariat Public Privé
Tous	28 %	28 %	19 %	22 %	22 %
Urbain vs rural (MW)	0,089	0,046			
Milieu urbain	29 %	29 %			
Milieu rural	24 %	23 %			
Sexe (MW)	<0,001	<0,001	<0,001	<0,001	<0,001
Homme	18 %	18 %	13 %	13 %	14 %
Femme	37 %	37 %	24 %	31 %	30 %
Âge (KW)			0,063	<0,001	<0,001
18-34 ans			25 %	36 %	34 %
35-54 ans			17 %	22 %	21 %
55-74 ans			18 %	15 %	15 %
plus de 75 ans			13 %	10 %	14 %
Langue (KW)	0,007		<0,001		0,012
Francophone	27 %		18 %		21 %
Anglophone	41 %		38 %		35 %
Allophone	17 %		17 %		13 %
Scolarité (KW)	0,005	0,002		0,01	<0,001
Secondaire	32 %	33 %		24 %	27 %
Collégial	29 %	28 %		24 %	23 %
Université 1 ^{er} cycle	23 %	21 %		16 %	18 %
Université 2 ^e ou 3 ^e cycle	15 %	22 %		13 %	7 %
Statut marital (MW)	0,029	0,012	0,006	<0,001	0,003
Célibataire/veuf/divorcé	32 %	33 %	23 %	27 %	27 %
En couple	25 %	23 %	16 %	18 %	18 %
Occupation (KW)			0,04	<0,001	<0,001
Personne active			18 %	25 %	22 %
Personne inactive			20 %	33 %	33 %
Étudiants			35 %	39 %	44 %
Retraités			17 %	12 %	15 %
Revenu (KW)				0,074	0,004
Moins de 40 000 \$				28 %	30 %
Entre 40 et 80 000 \$				21 %	20 %
Plus de 80 000 \$				20 %	19 %

Tableau 3 : Différences de perceptions en fonction de données sociodémographiques pour les répondants qui ne connaissent pas le niveau de risque de certains enjeux (Baromètre CIRANO 2021)

Pour de nombreux projets ou enjeux, les Québécois savent se positionner à propos du risque que pourraient engendrer ces enjeux. Ainsi, pour la canicule, le chômage ou la difficulté d'accéder aux services de santé, il n'y a que 3 % des répondants ne connaissant pas le niveau de risque. Il est d'autant plus pertinent de préciser que pour les changements climatiques, qui occupent la deuxième place du classement des enjeux les plus à risque, les Québécois sont très peu à ne pas savoir évaluer le niveau de risque (3 %⁴), ce qui renforce l'importance de la progression de cet enjeu dans le baromètre.

⁴ En 2018, la proportion des Québécois qui ne savaient pas évaluer le niveau de risque pour l'enjeu des changements climatiques étaient de 2,2 %.

CHAPITRE 3

CONFIANCE DANS LA GESTION PAR LE GOUVERNEMENT POUR LES 54 PROJETS OU ENJEUX À L'ÉTUDE



CLASSEMENT 2021

- Top 4 des enjeux pour lesquels le niveau de confiance dans le gouvernement est le plus faible :
 - L'accès à un logement abordable
 - L'exploration pour du gaz de schiste
 - La corruption
 - L'engorgement des urgences
- Parmi les enjeux pour lesquels le niveau de confiance est le plus élevé, on trouve la vaccination, les épidémies, et les tremblements de terre et inondations.

AUCUNE OPINION SUR LE NIVEAU DE CONFIANCE POUR CERTAINS ENJEUX

- Plus de 20 % de la population affirme ne pas avoir d'opinion quant à leur confiance dans le gouvernement pour leur gestion des projets suivants : l'exploration pour du gaz de schiste (21 %), les cryptomonnaies (36 %), la montée du protectionnisme et du nationalisme économique (26 %), les projets en PPP (19 %) et finalement l'utilisation de la génétique dans la santé (20 %).

UNE CONFIANCE QUI S'EST AMÉLIORÉE DEPUIS 2018 POUR TOUS LES ENJEUX ÉTUDIÉS

Parmi les hausses du niveau de confiance les plus marquées, retenons :

- Les épidémies (45 % ont tout à fait ou plutôt confiance, en hausse de 25 points)
- La vaccination (68 % ont tout à fait ou plutôt confiance, en hausse de 24 points)
- Les inondations (36 % ont tout à fait ou plutôt confiance, en hausse de 20 points)
- L'immigration (32 % ont tout à fait ou plutôt confiance, en hausse de 17 points).

RISQUE PERÇU ET CONFIANCE

Pour les 54 enjeux à l'étude (sauf les inondations) plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau de confiance dans le gouvernement diminue.

Ce chapitre donne les réponses à la question « Veuillez décrire votre confiance dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou des enjeux suivants. On entend par gestion, la capacité du gouvernement d'assurer la protection du bien-être, de la santé, de la sécurité et des intérêts de la population du Québec ».

Les répondants ont dû évaluer le niveau de confiance sur une échelle de Likert à 5 points (Pas du tout confiance [1], Plutôt pas confiance, Moyennement confiance, Plutôt confiance, Tout à fait confiance [5]) plus l'option « Aucune opinion ».

Niveau de confiance moyenne perçue pour les 54 enjeux au Québec

2021 est la première année depuis 10 ans où l'engorgement des urgences ne fait pas partie des trois enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion par le gouvernement est la plus faible. Il se classe en 4^e position.

Malgré une hausse substantielle du niveau de confiance moyen (3,93 en 2018 contre 3,75 en 2021) (moyenne sur une échelle de 1 à 5 [1 correspondant à pas du tout confiance et 5 à tout à fait confiance]), la gestion par le gouvernement de l'enjeu de la corruption n'inspire toujours pas confiance et se classe parmi les 3 enjeux avec le niveau de confiance le plus faible. Pour sa première année dans la liste des enjeux à l'étude dans le Baromètre CIRANO, l'accès à un logement se classe comme l'enjeu qui recueille le plus faible niveau de confiance sur les 54 enjeux à l'étude. Il s'agit d'un problème actuel pour lequel les Québécois sont inquiets. La confiance est très faible également pour l'exploration pour du gaz de schiste.

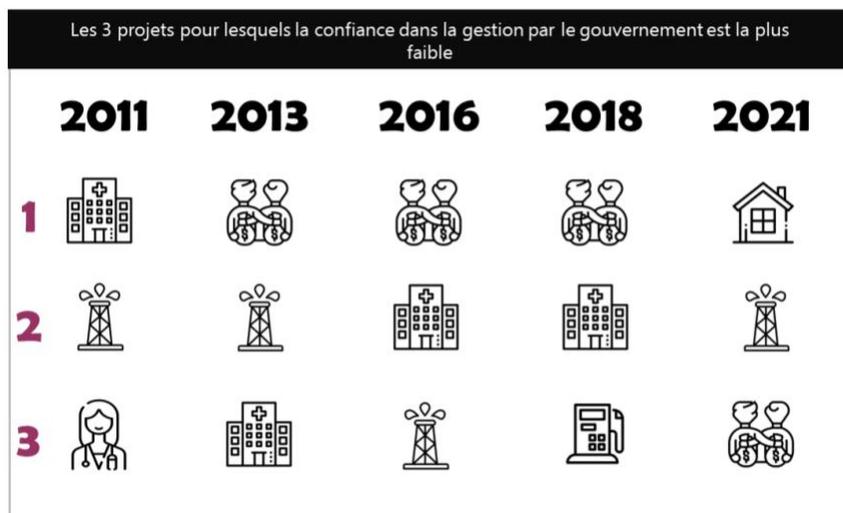


Figure 9 : Projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion pour le gouvernement est la plus faible sur la période 2011-2021

Parmi les enjeux pour lesquels le niveau de confiance est le plus élevé, l'enjeu de la vaccination domine largement avec une moyenne de confiance de 3,83, sur une échelle de 1 à 5 (1 correspondant à pas du tout confiance et 5 à tout à fait confiance). En deuxième position

se retrouve l'enjeu des épidémies. Il est important de noter que l'intitulé de cet enjeu est quelquefois modifié en fonction de l'actualité : ainsi, nous lisons en 2016 « les épidémies (grippe, Zika...) », en 2018 « les épidémies (grippe,...) » et en 2021, nous avons ajouté la COVID-19.

Enfin, parmi les enjeux qui recueillent un très haut niveau de confiance, on retrouve les risques naturels avec les tremblements de terre (3,17, +10 % par rapport à 2018) et les inondations (3,13, +17 % par rapport à 2018) et également la construction d'un parc éolien (3,18, +8 % par rapport à 2018).

Il est important de mentionner qu'il y a très peu de variances intertemporelles au niveau des projets/enjeux pour lesquels les Québécois accordent la moins grande confiance au gouvernement pour leur gestion. Ainsi, au fil des éditions du Baromètre CIRANO, l'exploration pour du gaz de schiste et la corruption ont presque toujours fait partie du Top 3 des projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion par le gouvernement est la plus faible. La corruption n'ayant pas été étudiée en 2011, elle n'apparaît dans le Top 3 qu'à partir de 2013.

Point important à noter également, la confiance moyenne pour l'ensemble des enjeux est en progression par rapport à 2018, puisque les 47 enjeux communs avec l'édition 2018 du Baromètre CIRANO voient leur confiance moyenne progresser entre 1 et 20 %.

Répartition des niveaux de confiance sur les 54 enjeux au Québec

Lorsque l'on examine le classement en utilisant plutôt des niveaux de confiance selon un regroupement en trois catégories (pas du tout ou plutôt pas confiance, moyennement confiance et plutôt ou tout à fait confiance), on s'aperçoit qu'il diffère quelque peu du classement utilisant la moyenne. Ainsi, dans le classement par niveau de confiance, l'engorgement des urgences conserve sa place dans le top 3 des enjeux jouissant de la plus faible confiance. 58 % des Québécois n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu, en baisse substantielle toutefois par rapport à 2018 (- 14 points).

La corruption est en troisième position avec 57 % des répondants qui n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance, mais encore ici en baisse importante par rapport à 2018 (-18 points).

Les autres conclusions sont sensiblement les mêmes que dans la partie précédente. Néanmoins, il est possible de préciser à nouveau que plusieurs des enjeux entrés dans le classement cette année se positionnent en haut de classement, plus particulièrement tout ce qui touche à l'immobilier. Ce constat n'est pas surprenant compte tenu du fait que la pandémie a aggravé les problèmes déjà présents de logement et d'itinérance. Par exemple, l'indice des prix des logements neufs au Québec est passé de 100 en 2016 à 117,8 en 2021⁵. Mais surtout, cet indice était de 103,6 en 2019, soit une hausse de près de 14 % entre 2019 et 2021. Malheureusement, les données sur la proportion des ménages éprouvant des besoins impérieux en matière de logement ne sont pas disponibles après 2018, les métadonnées de l'Enquête sur le logement de 2021 n'étant pas encore publiées. De bonnes nouvelles ont toutefois été annoncées par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pendant notre collecte de données, à savoir l'annonce d'un investissement d'une somme de 1 476 142 000 \$, répartie sur 7 ans, qui

⁵ Source : Statistiques Canada, tableau 18-10-0205-01 Indice des prix des logements neufs, mensuel, tiré dans « L'habitation en bref 2021 », Société d'habitation du Québec, 2021.

va être consentie pour le logement abordable au Québec (une collaboration des gouvernements du Canada et du Québec)⁶.

Évolution de la confiance depuis 2018

Lorsque l'on compare les perceptions de 2021 avec les données de 2018, on constate que presque toutes les variations sont significatives et sont toutes dans le même sens (non significatif pour l'exploration pour du pétrole et les cyberattaques). Ainsi, les proportions de Québécois ayant tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement en 2021 sont toutes plus grandes que les proportions de 2018 pour les 47 enjeux communs.

Parmi les hausses du niveau de confiance les plus marquées, retenons :

- Les épidémies (45 % ont tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement contre 20 % en 2018, en hausse donc de 25 points)
- La vaccination (68 % ont tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement contre 44 % en 2018, en hausse donc de 24 points)
- Les inondations (36 % ont tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement contre 16 % en 2018, en hausse donc de 20 points)
- L'immigration (32 %, en hausse de 17 points),
- L'utilisation des objets connectés (33 % en hausse de 15 points)
- Le chômage (39 %, en hausse de 14 points)
- L'accès à l'éducation universitaire (35 %, en hausse de 12 points)

Si nous regardons le portrait dans l'autre sens, c'est-à-dire, quels sont les enjeux pour lesquels en 2021 la proportion des répondants qui ne font pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement est plus faible qu'en 2018. Nous identifions certains enjeux non ressortis lorsque l'on considérait la confiance dans le sens positif, ceci signifiant que pour ces enjeux qui ont connu une baisse importante de la proportion des Québécois ne faisant pas confiance, il y a eu un transfert des réponses de « pas du tout ou plutôt pas confiance » vers « moyennement confiance ». Parmi les enjeux pour lesquels la proportion des répondants n'ayant pas confiance a grandement diminué, retenons :

- Le prix de l'énergie (essence...) (-22 points)
- Les inondations (-20 points)
- L'état des infrastructures de transport (-19 points)
- La corruption (-18 points)
- La difficulté d'accéder aux services de santé (-17 points)
- Les infections dans les hôpitaux (-17 points)

On constate donc que malgré la pandémie et les impacts que celle-ci a eus et a encore sur la société, les Québécois ont une grande confiance dans leur gouvernement pour gérer

⁶ Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2021, « Près de 1,5 milliard de dollars pour le logement abordable au Québec », communiqué de presse, 13 août. <https://www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/pres-de-15-milliard-de-dollars-pour-le-logement-abordable-au-quebec-33951>

l'ensemble des enjeux et plus particulièrement les enjeux en lien direct avec la pandémie et la santé publique.

Aucune opinion sur le niveau de confiance pour certains enjeux

L'analyse des données révèle aussi un aspect très intéressant en mettant en avant que pour certains projets/enjeux, plus de 20 % de la population affirme ne pas avoir d'opinion quant à leur confiance dans le gouvernement pour leur gestion de ces projets. Il s'agit des projets suivants : l'exploration pour du gaz de schiste (21 %), les cryptomonnaies (36 %), la montée du protectionnisme et du nationalisme économique (26 %), les projets en PPP (19 %) et finalement l'utilisation de la génétique dans la santé (20 %). Il s'agit pour la plupart des mêmes projets pour lesquels les Québécois avaient déjà affirmé en grand nombre qu'ils ne connaissaient pas le niveau de risque associé.

Veillez décrire votre **confiance** dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou des enjeux suivants (1 étant pas du tout confiance et 5, tout à fait confiance)

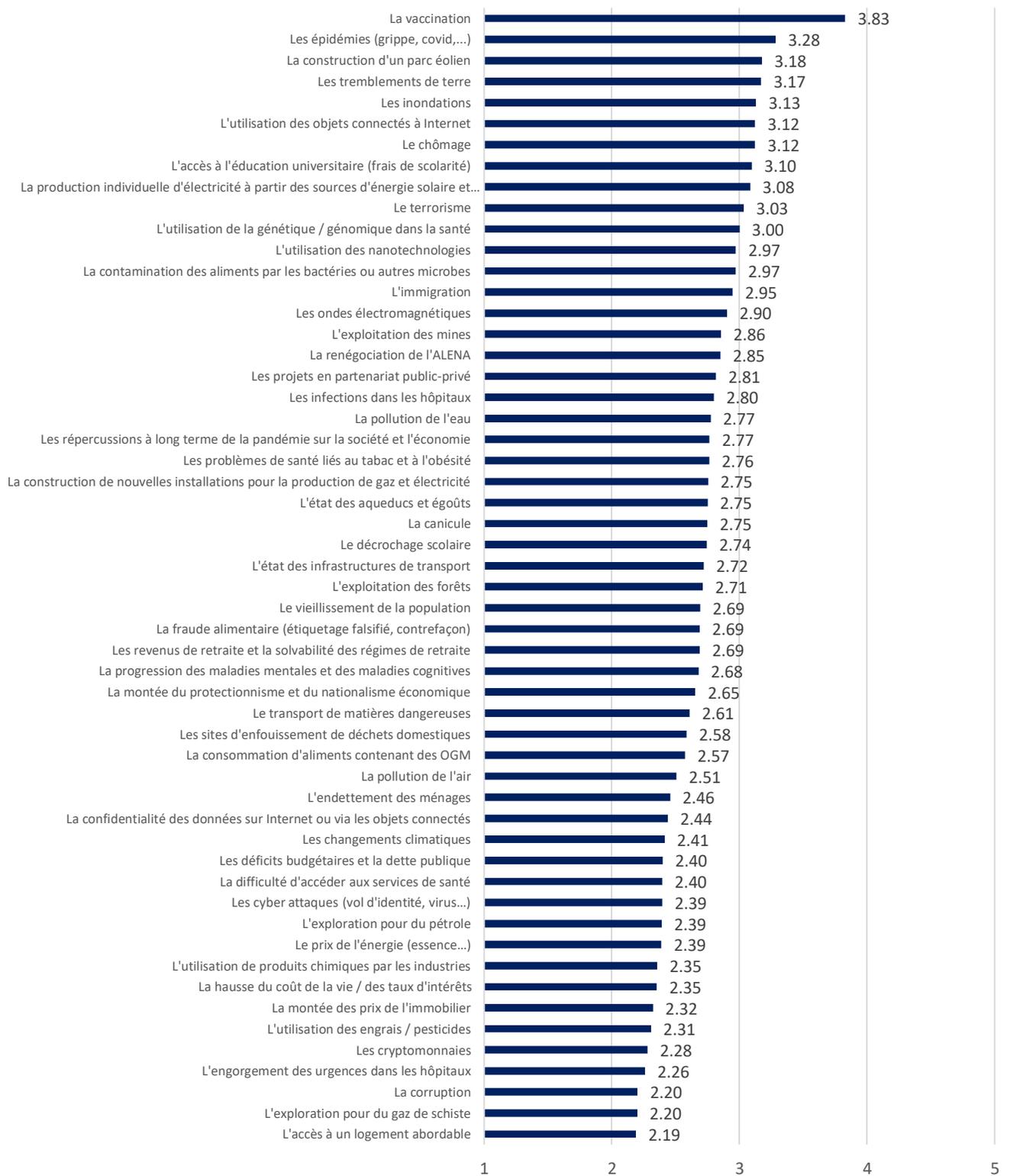


Figure 10 : Moyenne de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets (Baromètre CIRANO 2021)

Répartition des **niveaux de confiance** dans la gestion par le gouvernement de 54 projets/enjeux du Québec

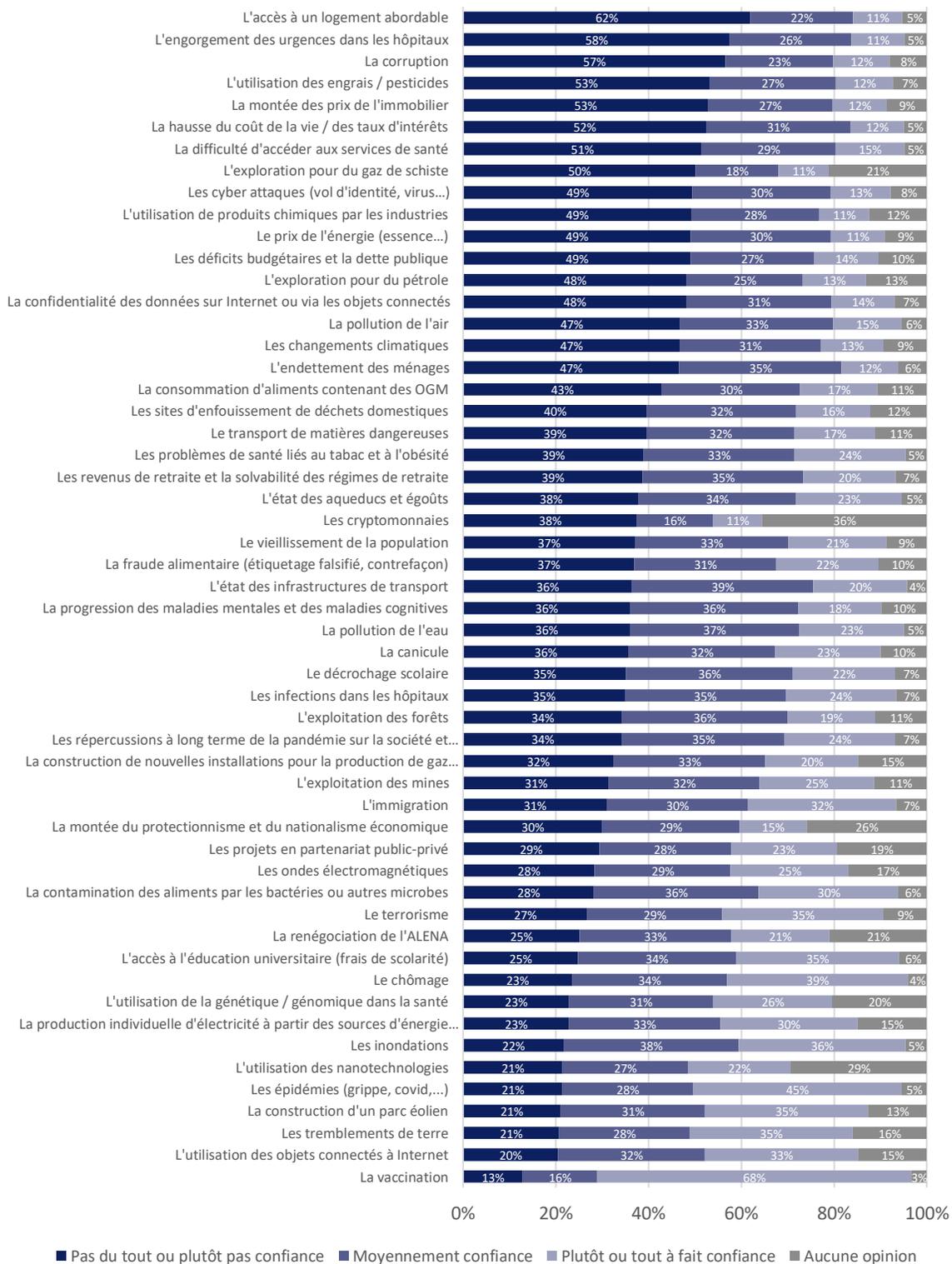


Figure 11 : Répartition de la confiance dans la gestion par le gouvernement des enjeux et projets (Baromètre CIRANO 2021)

Relation entre le niveau de risque perçu et la confiance perçue dans le gouvernement

Le niveau de risque perçu et la confiance dans le gouvernement pour la gestion des risques sont étroitement liés et tous deux contribuent à la formation des opinions sur les risques. La figure suivante permet de visualiser, sous la forme d'une matrice, à la fois la confiance et le niveau de risque perçu. Cette matrice est divisée en 4 sections : (1) niveau de risque perçu faible/confiance faible dans le gouvernement (section verte), (2) niveau de risque perçu faible/confiance élevée (section jaune), (3) niveau de risque perçu élevé/confiance élevée (section orange) et finalement (4) niveau de risque perçu élevé/confiance faible (section rouge). Chaque projet/enjeu à risque est positionné selon le niveau moyen de risque perçu et de confiance dans le gouvernement pour sa gestion.

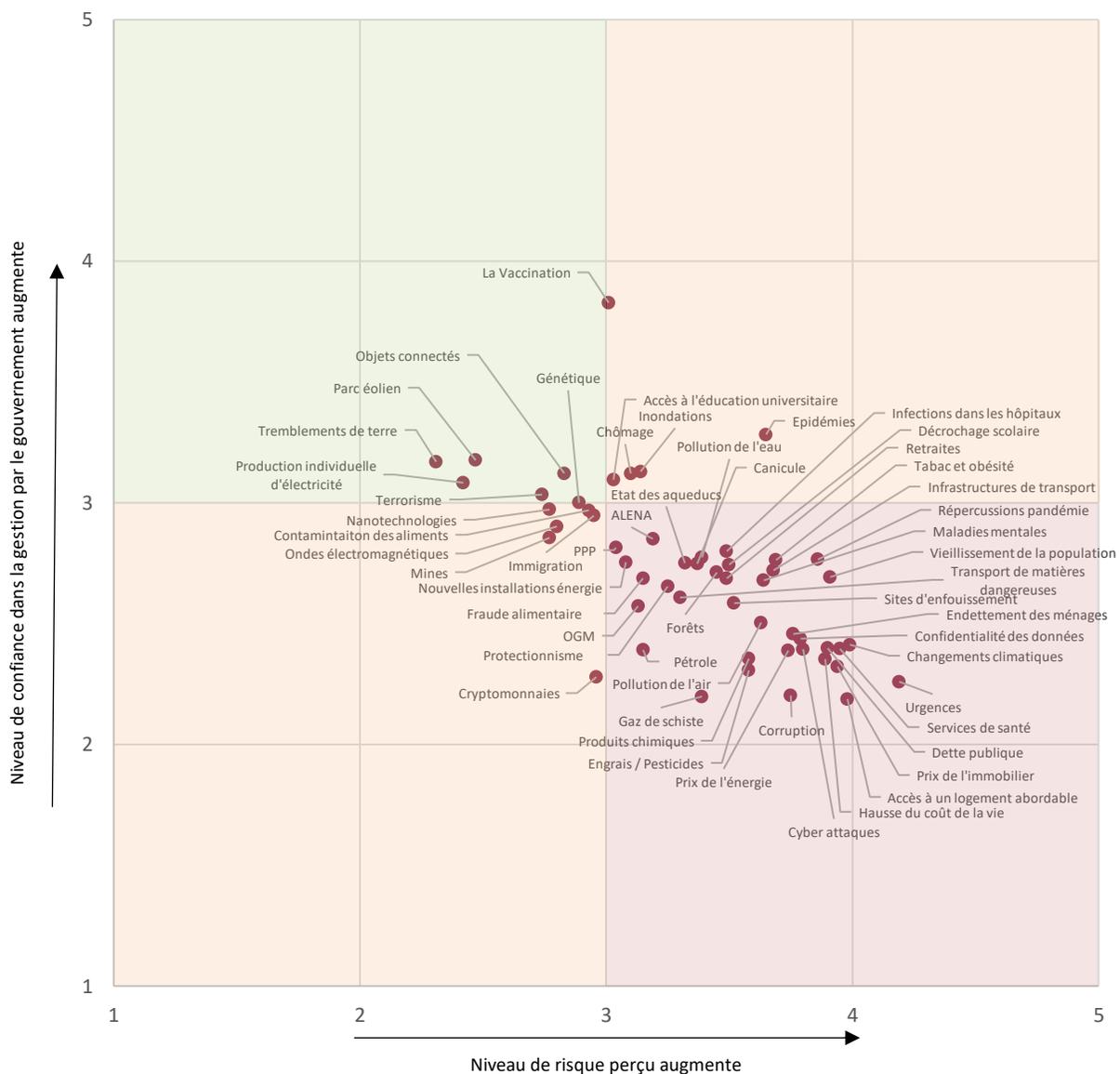


Figure 12 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque et confiance dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement (Baromètre CIRANO 2021)

Plusieurs constats peuvent être établis à la lecture de la figure :

- Quelques enjeux se positionnent dans le cadran « Confiance élevée et risque faible », et il s'agit essentiellement de projets énergétiques impliquant l'énergie éolienne ou solaire.
- La vaccination se démarque réellement des autres enjeux, jouissant d'une confiance très élevée pour sa gestion et d'un niveau de risque intermédiaire à 3,01 sur une échelle de 5.
- Bien que très peu de projets se retrouvent dans la partie de la matrice qui se qualifie par la perception d'un risque élevé mais d'une grande confiance dans le gouvernement, ils méritent d'être soulignés, car ce sont des enjeux très englobants et d'importance pour le Québec : les épidémies, le chômage, les inondations et l'accès à l'éducation universitaire.
- Pour un très grand nombre d'enjeux perçus comme risqués, la confiance qui est accordée au gouvernement pour les gérer est inférieure à la moyenne.
- Plusieurs enjeux d'innovations technologiques se retrouvent en bas à gauche du graphique, ce qui signifie que le niveau de risque n'est pas jugé trop élevé, et la confiance dans le gouvernement est faible. Ces enjeux sont à surveiller, car un événement inattendu pourrait avoir un impact majeur sur la gestion de ces risques ou remettre en question ces nouvelles technologies.

Nous avons fait le même exercice mais à la place d'utiliser une division symétrique 1-3 et 3-5, nous avons utilisé une division correspondant aux valeurs moyennes du niveau de confiance (2,7/5) et du niveau de risque perçu (3,4/5). La matrice peut être consultable en annexe 5. Deux constats importants :

- beaucoup plus d'enjeux se situent dans le cadran « Confiance supérieure à la moyenne et risque inférieur à la moyenne », ceux-ci appartenant surtout aux catégories des innovations technologiques et aux projets énergétiques impliquant des énergies renouvelables.
- dans le cadran correspondant à « Confiance inférieure à la moyenne et risque supérieur à la moyenne » demeurent la plupart des enjeux socioéconomiques (logement, coût de la vie, dette,...), ainsi que les changements climatiques.

Finalement, des tests de corrélation permettent de montrer que pour les 54 enjeux à l'étude (sauf les inondations) plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau de confiance dans le gouvernement diminue.

CHAPITRE 4

PERCEPTION DES BÉNÉFICES POUR LES 54 PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE



CLASSEMENT 2021

- Top 3 des projets ou enjeux perçus comme les plus bénéfiques pour le Québec
 - La vaccination
 - La production individuelle d'électricité
 - La construction d'un parc éolien
- Top 3 des enjeux perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec :
 - Les déficits budgétaires et la dette publique
 - L'utilisation de produits chimiques par les industries (dans le Top 3 depuis 2016)
 - La consommation d'aliments contenant des OGM (dans le Top 3 depuis 2013)

DES DIFFÉRENCES IMPORTANTES DANS LES NIVEAUX DE BÉNÉFICES PERÇUS ENTRE 2018 ET 2021

Parmi les hausses les plus marquées du niveau de bénéfices perçu :

- L'immigration (54 % perçoivent cet enjeu comme bénéfique, en hausse de 22 points),
- La vaccination (78 % perçoivent cet enjeu comme bénéfique, en hausse de 20 points),
- La production individuelle d'électricité (61 % perçoivent cet enjeu comme bénéfique, en hausse de 12 points),
- La construction d'un parc éolien (60 % perçoivent cet enjeu comme bénéfique, en hausse de 10 points).

RISQUES ET BÉNÉFICES PERÇUS

Pour 57 % des projets/enjeux à l'étude, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfice. Les bénéfices surpassent beaucoup les risques pour la vaccination et les projets de production d'électricité à partir de sources renouvelables alors que les risques surpassent beaucoup les bénéfices pour la dette et tout ce qui touche aux matières dangereuses.

Le portrait des perceptions des Québécois ne serait pas complet si, en plus d'évaluer le niveau de risque perçu, nous n'évaluions pas également le niveau de bénéfice perçu. Nous avons identifié les enjeux pour lesquels les répondants peuvent mesurer (ou qualifier) un bénéfice. En effet, il est inconcevable d'évaluer les bénéfices d'un enjeu négatif (par exemple, les inondations, le terrorisme, les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité). Ainsi, les répondants ont dû évaluer le niveau de bénéfice qu'ils accordaient pour 21 des 54 grands projets/enjeux à l'étude pour le Québec sur une échelle de Likert à 5 points (pas du tout bénéfique, plutôt pas bénéfique, moyennement bénéfique, plutôt bénéfique, très bénéfique). Nous avons laissé une option « ne sait pas » pour ceux qui n'ont pas d'opinion sur le niveau de bénéfice pour ces enjeux. Les résultats sont présentés à la figure 12.

Répartition des niveaux de bénéfices perçus sur 21 enjeux au Québec

Quatre projets/enjeux pour lesquels plus de la moitié de la population considère qu'ils génèrent des bénéfices

Il apparaît très largement que la vaccination présente un intérêt plutôt ou très bénéfique pour le Québec, avec 78 % d'opinion favorable. Ce résultat est d'autant plus important et probant dans le contexte actuel de vaccination contre la COVID-19. Les sujets de production d'énergie à base de sources renouvelables, notamment éolienne, sont des projets/enjeux pour lesquels les Québécois perçoivent beaucoup de bénéfices (environ 60 % les considèrent plutôt ou très bénéfiques). Enfin, plus d'une personne sur deux considère que l'immigration est un enjeu plutôt ou très bénéfique pour le Québec (54 %).

Six projets/enjeux pour lesquels plus de la moitié de la population considère qu'ils ne génèrent aucun bénéfice

À l'opposé du spectre, ce sont plutôt les enjeux qui touchent l'utilisation et le transport des matières dangereuses qui semblent être perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec. En effet, comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous approximativement les 2/3 des Québécois considèrent comme pas du tout ou plutôt pas bénéfique pour le Québec, l'utilisation de produits chimiques dans les industries (66 %), l'utilisation des engrais ou pesticides (62 %) (et finalement dans une moindre mesure, le transport de matières dangereuses (49 %)). 64 % des Québécois ne perçoivent pas du tout ou plutôt pas de bénéfices à la consommation d'aliments contenant des OGM.

Lorsque l'on considère les enjeux plutôt de nature économique, on constate que les déficits budgétaires et la dette publique (65 %) ne sont pas considérés comme grandement bénéfiques par les Québécois. Des analyses plus approfondies seraient nécessaires pour mieux comprendre ces perceptions.

Selon vous, quelle est l'ampleur des **bénéfices** des projets/enjeux suivants pour le Québec ?

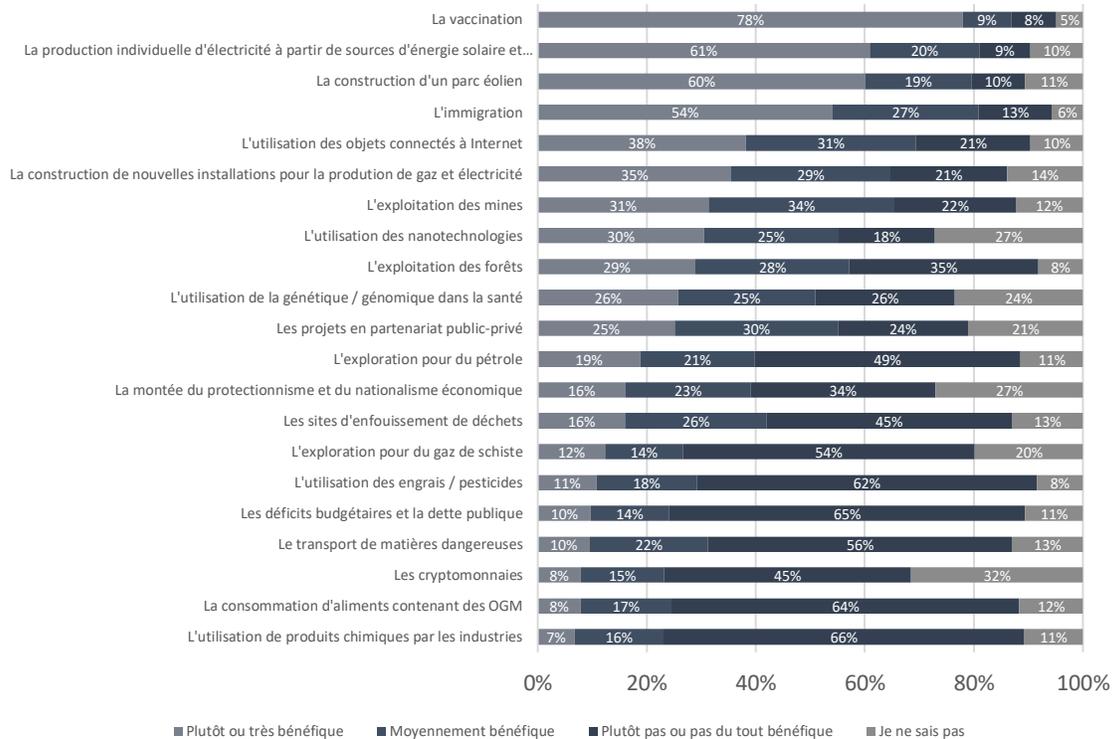


Figure 13 : Répartition des bénéfices perçus des différents enjeux pour le Québec (Baromètre CIRANO 2021)

Évolution des perceptions des bénéfices depuis 2018

Il est intéressant de regarder l'évolution des perceptions de bénéfices au cours des différentes éditions du Baromètre.

La consommation d'aliments contenant des OGM et l'utilisation de produits chimiques par les industries ou le transport des matières dangereuses ont toujours fait partie des trois projets/enjeux perçus comme étant les moins bénéfiques pour le Québec depuis 2013 (la question sur les bénéfices n'a été ajoutée qu'à partir de l'édition 2013).

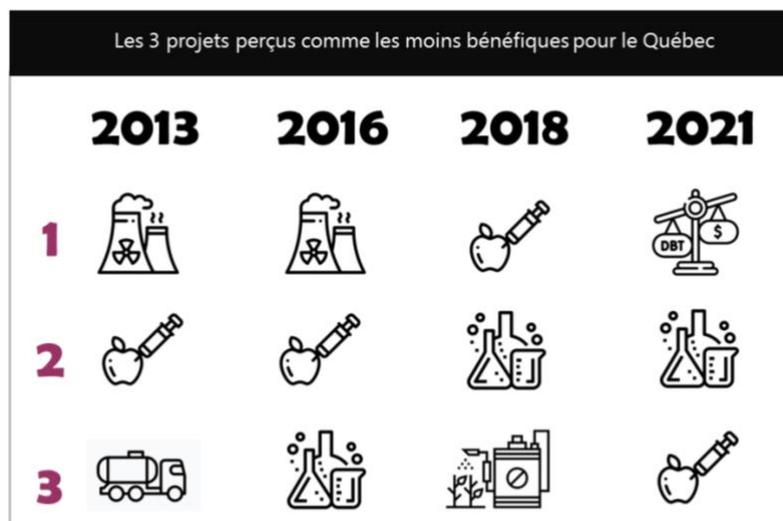


Figure 14 : Projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec sur la période 2011-2021

Lorsque l'on compare les perceptions de 2021 avec les données de 2018, on constate des variations significatives.

Parmi les baisses les plus marquées du niveau de bénéfices perçus :

- L'exploration pour du pétrole (19 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique pour le Québec, en baisse de 6 points par rapport à 2018)

Parmi les hausses les plus marquées du niveau de bénéfices perçus :

- L'immigration (54 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique pour le Québec, en hausse de 22 points par rapport à 2018),
- La vaccination (78 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique pour le Québec, en hausse de 20 points par rapport à 2018),
- La production individuelle d'électricité à partir de source éolienne ou solaire par de petits producteurs ou individus (61 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique pour le Québec, en hausse de 12 points).
- La construction d'un parc éolien (60 % des Québécois perçoivent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique pour le Québec, en hausse de 10 points),

Comparaison des perceptions de risques et de bénéfices

Pour environ la moitié des projets/enjeux à l'étude, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfice. Toutefois, les bénéfices surpassent beaucoup les risques pour la vaccination et les projets de production d'électricité à partir de sources renouvelables alors que les risques surpassent beaucoup les bénéfices pour la dette et tout ce qui touche aux matières dangereuses.

Perceptions des **risques** et des **bénéfices**

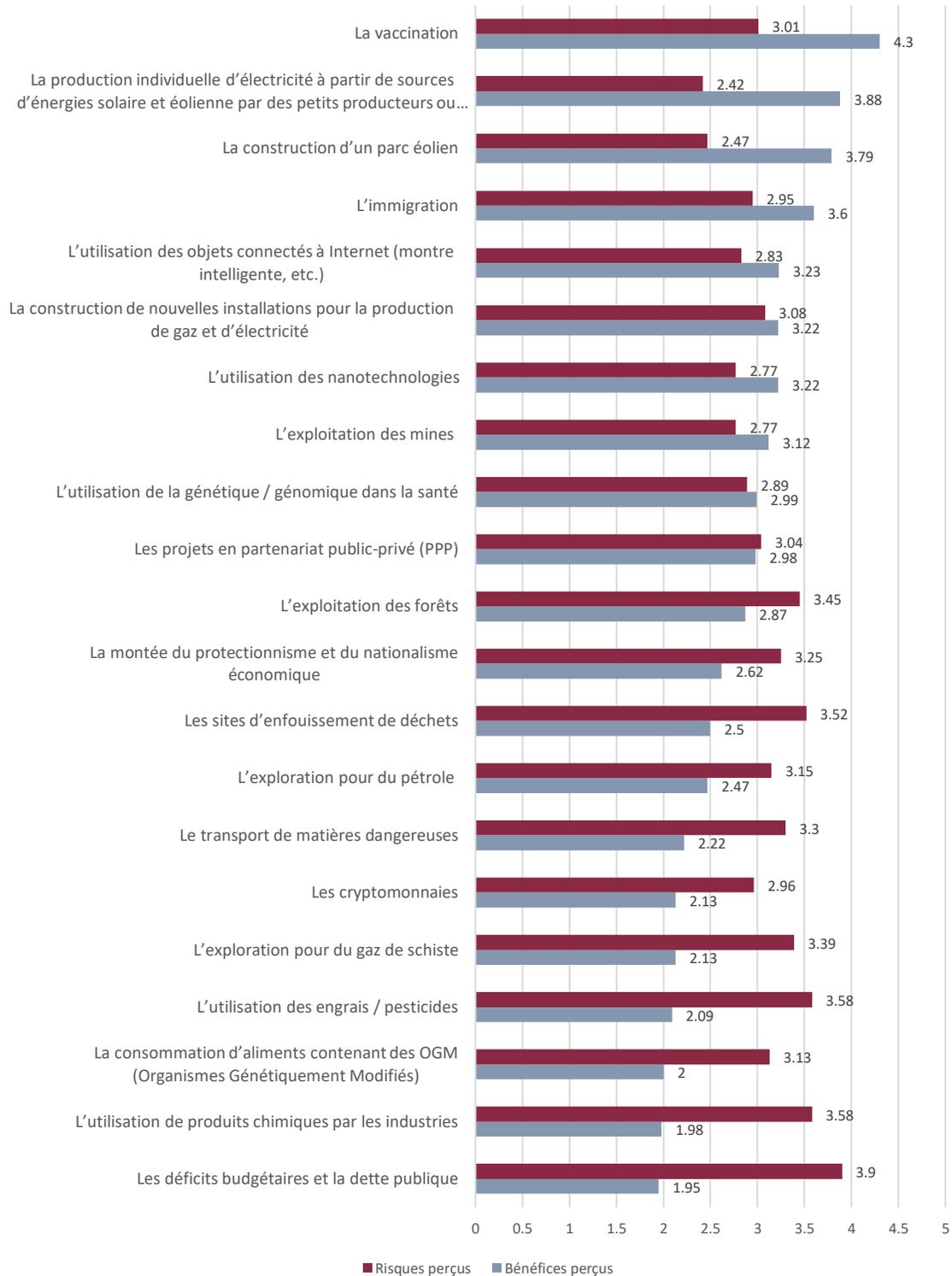


Figure 15 : Comparaisons des risques et des bénéfices perçus pour les 21 enjeux à l'étude (Baromètre CIRANO 2021)

CHAPITRE 5

ACCEPTABILITÉ SOCIALE POUR LES PROJETS ET ENJEUX À L'ÉTUDE



CLASSEMENT 2021

- Top 3 des enjeux auxquels les répondants sont les plus favorables
 - La vaccination
 - La production individuelle d'électricité
 - La construction d'un parc éolien
- Top 3 des enjeux auxquels les répondants sont les plus opposés
 - L'exploration pour du gaz de schiste
 - L'utilisation des produits chimiques par les industries (dans le top 3 depuis 2011)
 - La consommation d'aliments contenant des OGM (dans le top 3 depuis 2013)

Les Québécois sont très cohérents dans leurs réponses : pour tous les enjeux pour lesquels ils sont opposés, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfices perçus et inversement, pour tous les enjeux pour lesquels ils sont favorables, les bénéfices sont supérieurs aux risques.

DES DIFFÉRENCES DANS LES NIVEAUX D'ACCEPTABILITÉ SOCIALE PERÇUS ENTRE 2018 ET 2021

Parmi les hausses les plus marquées du niveau d'acceptabilité sociale, retenons :

- La vaccination : 87 % des Québécois sont favorables, en hausse de 12 points,
- L'immigration : 75 % sont favorables, en hausse de 16 points.

Parmi les baisses les plus marquées du niveau d'acceptabilité sociale, retenons :

- L'utilisation des engrais/pesticides : 21 % sont favorables (baisse de 6 points),
- L'exploration pour du pétrole : 32 % sont favorables (baisse de 12 points)

LIENS ENTRE L'ACCEPTABILITÉ SOCIALE ET LES RISQUES, LA CONFIANCE ET LES BÉNÉFICES

Globalement pour les enjeux pour lesquels l'opposition est forte et en gardant toutes les autres variables constantes, percevoir des bénéfices élevés augmente plus les chances d'être favorable à ces enjeux que d'avoir une grande confiance dans le gouvernement ou encore de percevoir des risques faibles.

Pour les enjeux auxquels les Québécois sont plutôt favorables, en gardant toutes les autres variables constantes, le fait de voir des bénéfices importants pour ces enjeux a beaucoup plus de poids que d'avoir une grande confiance dans le gouvernement, sauf pour la vaccination où avoir une grande confiance et percevoir des bénéfices importants ont un poids quasi équivalent pour expliquer la vraisemblance d'être favorable à la vaccination.

Un risque acceptable est un risque dont les caractéristiques (fréquence ou intensité du danger, gravité, niveau de perte, conséquences sociales, économiques, politiques, culturelles, techniques et environnementales) sont considérées comme acceptables et donc, prêtes à être assumées par l'individu, la communauté ou la société qui y est soumise (Breysse, 2009). Plusieurs études ont montré qu'une population est plus apte à accepter un projet qui comporte des risques si elle perçoit un bénéfice économique ou si elle se sent dépendante économiquement du projet (Krewski et al., 2006). Ainsi, pour simplifier, une situation peut être considérée comme présentant un risque acceptable dès lors que les bénéfices qu'elle apporte sont supérieurs aux risques (Kouabenan, Cadet, Hermand, & Munoz-Sastre, 2006). Nous venons de voir toutefois que pour 12 des 21 enjeux/projets à l'étude, le niveau de risque perçu est supérieur au niveau de bénéfice perçu. Il existe néanmoins d'autres facteurs qui ont une influence sur l'acceptabilité du risque, comme, le niveau de confiance dans le gouvernement.

Comme pour les bénéfices, notre analyse se restreint ici à 21 enjeux pour lesquels il est possible d'évaluer à la fois des risques et des bénéfices. Prenons l'exemple de la vaccination, le répondant, afin d'évaluer son niveau d'acceptabilité sociale, devrait mettre en parallèle les bénéfices à la fois pour lui et pour la société (disparition de maladies graves, immunisation, etc.) avec les risques liés à la vaccination. Il a donc été demandé au panel de se positionner et de dire s'il était « Très favorable », « Moyennement favorable », « Moyennement opposé » ou « Complètement opposé »⁷. Une dernière catégorie « Ne sais pas » a été ajoutée pour compléter les possibilités de réponses. Nous rappelions au répondant qu'il venait d'évaluer le niveau de risque et les bénéfices potentiels pour le Québec de certains projets/enjeux et qu'au final, nous souhaitions savoir ce qui le décrivait le mieux.

Il est intéressant de s'apercevoir que le graphe d'acceptabilité sociale est le miroir de celui faisant référence au niveau de bénéfice perçu : les 3 projets/enjeux pour lesquels les Québécois accordaient le plus de bénéfices sont les 3 projets les plus acceptés socialement et les 3 projets pour lesquels ils accordaient le moins de bénéfices sont ceux pour lesquels les Québécois sont les plus opposés. Il en est de même pour la relation entre acceptabilité et niveaux de risques perçus. D'ailleurs, on constate que les Québécois sont cohérents dans leurs réponses : pour tous les enjeux pour lesquels ils sont opposés, le niveau de risque perçu était supérieur au niveau de bénéfices perçus et inversement, pour tous les enjeux pour lesquels ils sont favorables, il s'agit du niveau de bénéfices qui est supérieur au niveau de risque.

La vaccination se retrouve en haut du classement, avec 87 % d'opinions favorables. Selon les données des différentes éditions du Baromètres CIRANO, depuis les 10 dernières

⁷ Pour faciliter l'analyse des données, les catégories « Très favorable » et « Moyennement favorable » ont été regroupées sous la catégorie « Favorable » et les catégories « Moyennement opposé » et « Complètement opposé » sous la catégorie « Opposé ».

années, la vaccination a toujours fait partie des deux enjeux les plus socialement acceptés.

Près de 80 % des répondants sont favorables à la production individuelle d'électricité et à la construction d'un parc éolien. Parmi les enjeux qui recueillent le plus d'opposition se retrouvent à nouveau l'utilisation de produits chimiques par les industries (75 %), la consommation d'aliments contenant des OGM (73 %) et l'utilisation des engrais/pesticides (73 %).

À nouveau, près de trois personnes sur dix ne savent pas se prononcer sur leur niveau d'acceptabilité sociale pour trois enjeux : les cryptomonnaies, la montée du protectionnisme et du nationalisme économique, ainsi que l'utilisation des nanotechnologies. Ces réponses sont en cohérence avec le manque de connaissances des niveaux de risque de certains enjeux.

Acceptabilité sociale : Concernant les propositions suivantes, lequel de ces énoncés vous décrit le mieux ? Je suis très favorable, moyennement favorable, moyennement opposé, complètement opposé ou ne sais pas.

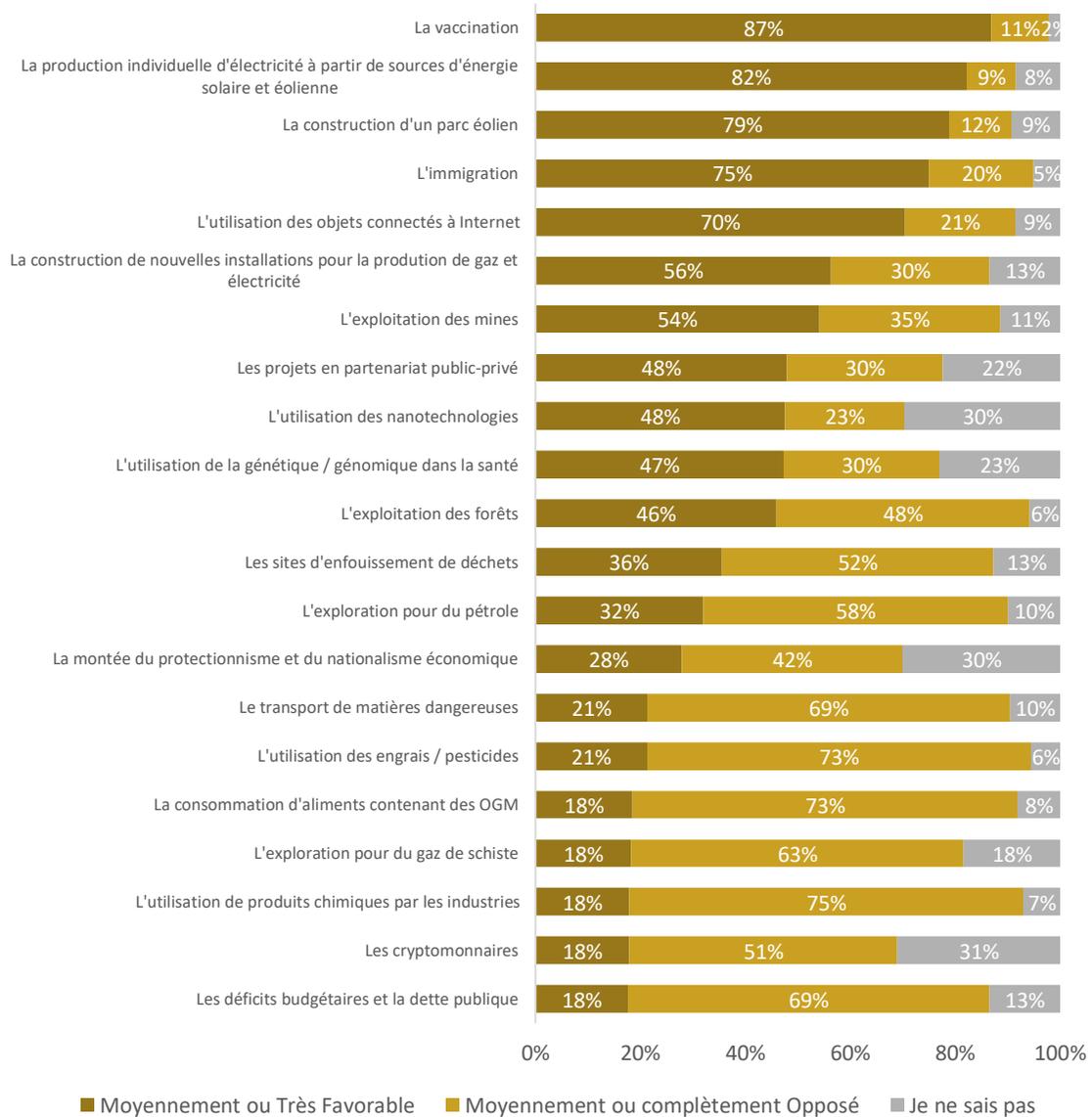


Figure 16 : Acceptabilité sociale de 21 enjeux selon les Québécois (Baromètre CIRANO 2021)

La figure qui suit apporte une autre forme de visualisation en utilisant plutôt les moyennes sur une échelle de 1 à 4 (1 correspondant à très favorable et 4 à très opposé). La barre rouge indique le point milieu, et ainsi, pour tous les enjeux à gauche de cette ligne, les Québécois sont plutôt favorables alors que pour les enjeux à droite de la ligne, les Québécois y sont plutôt opposés.

Acceptabilité sociale : Vous venez d'évaluer le niveau de risque et les bénéfices potentiels pour le Québec de certains projets/enjeux. FINALEMENT, pour chacun d'eux, lequel de ces énoncés vous décrit le mieux?

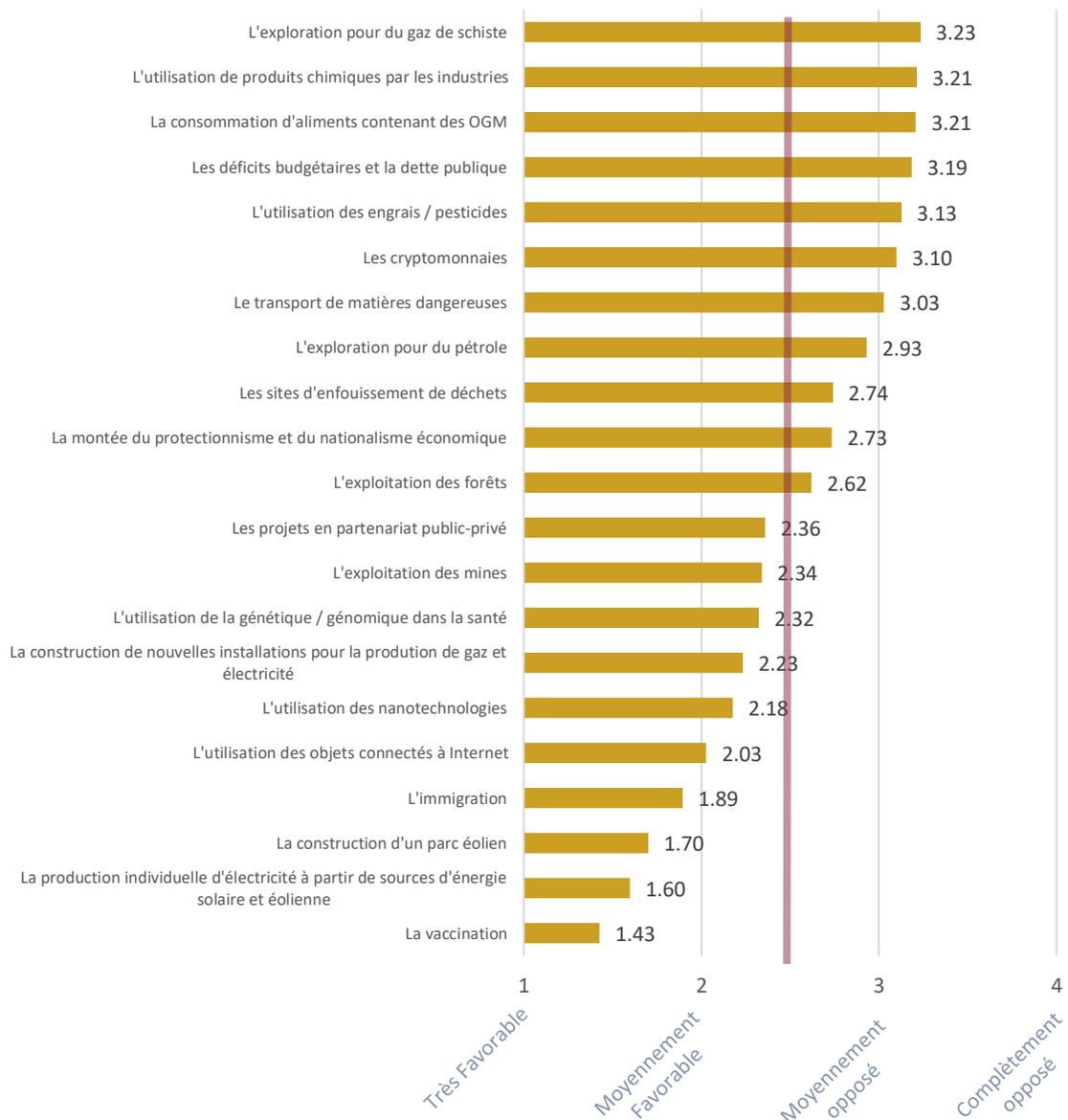


Figure 17 : Moyenne de l'acceptabilité sociale pour les enjeux (Baromètre CIRANO 2021)

Évolution de l'acceptabilité sociale depuis 2018

Depuis les 10 dernières années, les résultats du Baromètre CIRANO montrent que l'utilisation de produits chimiques par les industries et la consommation d'aliments contenant des OGM ressortent dans le Top 3 des projets perçus comme les moins socialement acceptables. L'exploration pour le gaz de schiste arrive également en première position cette année, et a souvent été présente dans le classement depuis 2011.



Figure 18 : Projets/enjeux pour lesquels l'acceptabilité sociale est la plus faible sur la période 2011-2021

Lorsque l'on compare les perceptions de 2021 avec les données de 2018, on constate que l'acceptabilité sociale a augmenté pour certains enjeux alors qu'elle a diminué pour d'autres.

Parmi les hausses du niveau d'acceptabilité sociale les plus marquées, retenons :

- La vaccination (87 % sont favorables à la vaccination contre 75 % en 2018, en hausse donc de 12 points),
- L'immigration (75 % sont favorables contre 59 % en 2018, en hausse de 16 points).

À l'inverse, parmi les baisses les plus marquées du niveau d'acceptabilité sociale, retenons :

- L'utilisation des engrais/pesticides : 21 % sont favorables contre 27 % en 2018 (baisse de 6 points),
- L'exploration pour du pétrole : 32 % sont favorables contre 44 % en 2018 (baisse de 12 points).

Acceptabilité sociale et influence des perceptions de risque, bénéfice et de la confiance dans le gouvernement

Il nous a paru intéressant de chercher à savoir pour quelles raisons les Québécois sont opposés à tel ou tel projet ou enjeu. Est-ce parce qu'ils perçoivent un niveau de risque élevé ? Est-ce parce qu'ils ne voient pas de bénéfice ? Ou est-ce parce qu'ils n'ont pas confiance dans le gouvernement pour la gestion de ce projet/enjeu ? Ou encore à cause d'une combinaison des trois effets : niveau de risque perçu élevé, niveau de bénéfice faible et niveau de confiance faible ?

Pour répondre à cette question, une première manière est de considérer la matrice de la Figure 19. Sur cette figure, chacune des bulles représente un enjeu. Elles sont placées sur la grille selon le niveau de risque en abscisse et le niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu en ordonnée. Le diamètre des bulles est proportionnel au niveau moyen de bénéfices que les Québécois estiment pour l'enjeu concerné. De plus, le chiffre à côté du nom de l'enjeu correspond à la moyenne du niveau de bénéfices estimé pour l'enjeu (sur une échelle de 1 à 5). Enfin, si la bulle est verte, cela signifie que les répondants sont majoritairement favorables à cet enjeu. Si elle est rouge, cela signifie qu'ils sont plutôt opposés.

Ainsi, on constate clairement que le graphique est coupé en deux entre les enjeux en vert et les enjeux en rouge. Il est également important de noter que les bulles vertes sont de diamètre plus grand que les bulles rouges, ce qui est cohérent avec un niveau de bénéfice estimé plus élevé pour les enjeux pour lesquels les Québécois sont favorables. Tous les projets/enjeux auxquels les Québécois sont opposés se retrouvent dans la partie de la matrice correspondant à une perception de risque élevé et un niveau de confiance faible. De plus, les bénéfices sont considérés comme les plus faibles pour ces enjeux, avec une bulle de taille plus petite.

Pour les enjeux pour lesquels les Québécois sont plutôt favorables, ils sont tous avec un niveau de risque plus faible et une confiance supérieure (sauf les cryptomonnaies pour lesquelles le risque est plus faible en moyenne, mais avec une forte proportion de personnes ne sachant pas évaluer le risque).

Risques x Confiance x Bénéfices x Acceptabilité sociale pour 21 enjeux

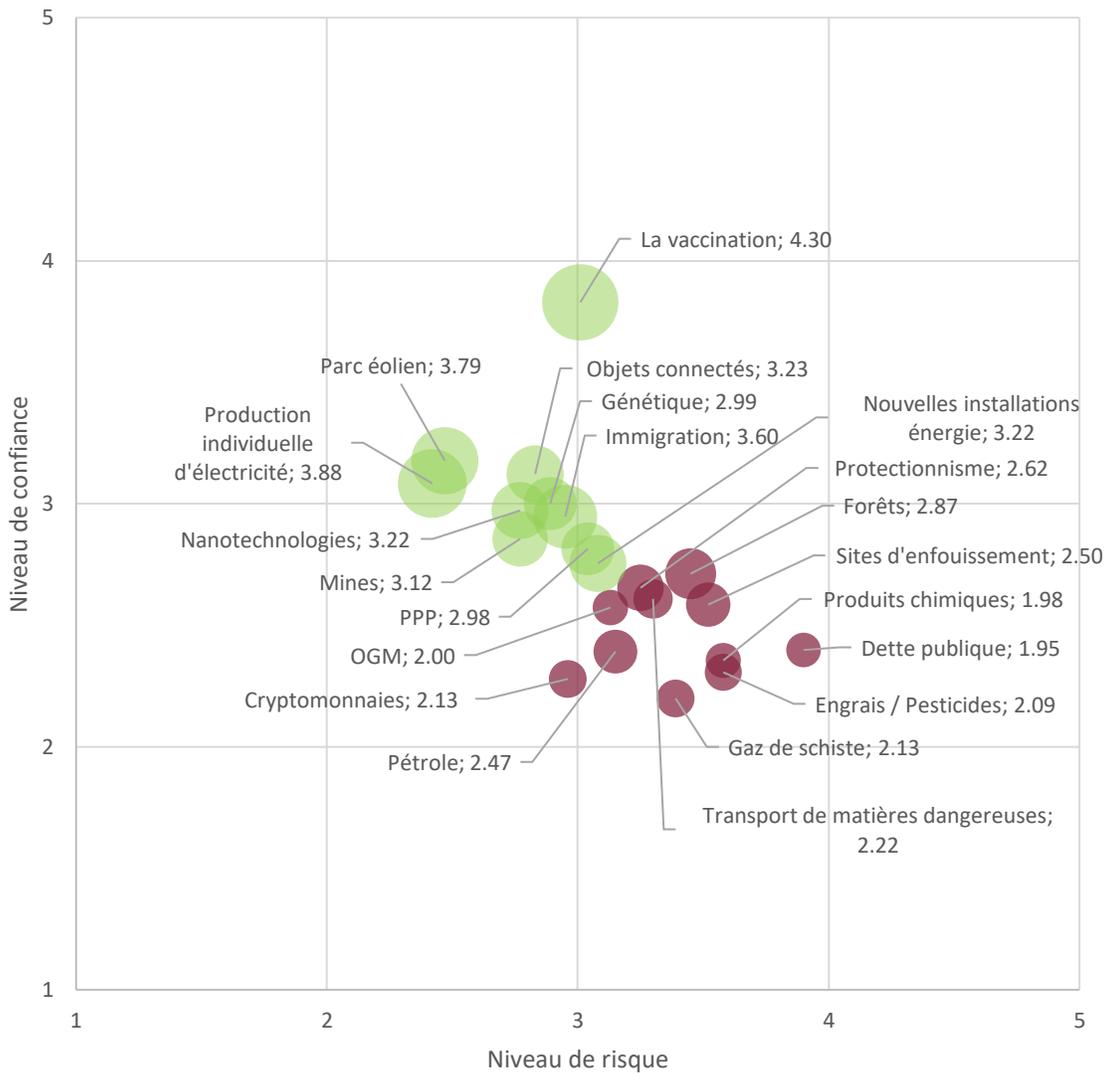


Figure 19 : Croisement des données de risques, niveau de confiance dans le gouvernement, bénéfices et acceptabilité sociale pour 21 enjeux

Finalement, des modèles de régression logit (1=favorable, 0=opposé) ont été estimés afin d'identifier de façon statistique et non plus uniquement visuelle, les déterminants de l'acceptabilité sociale des enjeux à l'étude à partir du niveau de risque perçu, du niveau de confiance et du niveau de bénéfice perçu afin de connaître le poids de chacun de ces facteurs dans l'explication de l'acceptabilité sociale. Pour l'ensemble des modèles, les R^2 varient entre 0,35 et 0,59 (avec trois exceptions pour lesquelles le R^2 est de 0,3 (utilisation de produits chimiques, production individuelle d'électricité et déficits budgétaires). Nous avons séparé les 21 enjeux à l'étude en deux groupes : les 11 pour lesquels les Québécois sont plutôt opposés et les 10 pour lesquels ils sont plutôt favorables afin de mieux distinguer les déterminants de l'acceptabilité sociale.

Si l'on s'intéresse dans un premier temps aux enjeux dont l'acceptabilité sociale est relativement faible, les résultats du modèle logit confirment que, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Percevoir des risques faibles ou négligeables,
- Avoir tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement,
- Percevoir des bénéfices importants,

est associé à une plus grande acceptabilité sociale pour ces enjeux. Lorsque l'on analyse les odds-ratio associés à chacune de ces variables, on constate toutefois que la perception de bénéfices élevés a un plus grand poids dans l'explication de la vraisemblance d'être favorable à un enjeu que la confiance ou encore que le niveau de risque perçu, les odds-ratio du niveau de bénéfice variant de 7,4 (pour le déficit budgétaire) à plus de 65 (pour les cryptomonnaies). L'analyse des odds-ratio montre donc que globalement pour les enjeux pour lesquels l'opposition est forte, percevoir des bénéfices élevés augmente plus les chances d'être favorable à ces enjeux en question que d'avoir tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement ou encore de percevoir des risques faibles. Par exemple, en gardant les autres variables constantes, l'évaluation du niveau de bénéfices a beaucoup plus de poids que le niveau de confiance, avec un rapport de plus de 1 pour 13 pour les cryptomonnaies et l'exploration pour du pétrole.

Ces constats sont très importants à prendre en considération lorsque l'on souhaite atteindre une grande acceptabilité sociale au sein de la population et laisse entendre qu'il est plus important d'axer les messages sur les bénéfices et la confiance que sur les risques.

Modèle LOGIT - Déterminants de l'acceptabilité sociale pour...

		Gaz de schiste		Produits chimiques		OGM		Déficits budgétaires		Engrais/pesticides	
		OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p
Niveau de risque perçu pour l'enjeu (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,521 (-)	0,014	0,532 (-)	0,025	0,328 (-)	<,001	0,483 (-)	0,035	0,394 (-)	<,001
	Grand/Très grand	0,229 (-)	<,001	0,301 (-)	<,001	0,162 (-)	<,001	0,279 (-)	<,001	0,224 (-)	<,001
	Ne sait pas	0,335 (-)	0,008	0,57 (-)	0,242	0,26 (-)	0,005	0,795 (-)	0,717	0,511 (-)	0,204
Niveau de bénéfices pour l'enjeu (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	6,125	<,001	7,824	<,001	5,869	<,001	7,392	<,001	3,975	<,001
	Très/Plutôt bénéfique	21,961	<,001	11,929	<,001	16,912	<,001	7,404	<,001	14,601	<,001
	Ne sait pas	2,695	0,028	1,877	0,148	2,876	0,005	4,065	0,003	1,142	0,775
Niveau de confiance pour l'enjeu (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	2,070	0,006	1,409	0,123	1,495	0,109	1,592	0,049	1,967	0,002
	Tout à fait/Plutôt confiance	2,458	0,002	1,956	0,018	2,670	<,001	2,260	0,002	4,053	<,001
	Aucune opinion	2,915	0,004	0,625 (-)	0,306	1,732	0,154	1,456	0,519	2,484	0,052
Constante		0,129 (-)	<,001	0,189 (-)	<,001	0,181 (-)	<,001	0,214 (-)	<,001	0,221 (-)	<,001

p<0,05
 p<0,1

Modèle LOGIT - Déterminants de l'acceptabilité sociale pour...

		Cryptomonnaies		TMD		Pétrole		Déchets		Protectionnisme		Forêts	
		OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p
Niveau de risque perçu pour l'enjeu (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,413 (-)	0,002	0,552 (-)	0,011	0,652 (-)	0,054	0,586 (-)	0,039	0,586 (-)	0,044	0,394 (-)	0,001
	Grand/Très grand	0,161 (-)	<,001	0,169 (-)	<,001	0,332 (-)	<,001	0,364 (-)	<,001	0,499 (-)	0,012	0,178 (-)	<,001
	Ne sait pas	0,372 (-)	0,024	0,274 (-)	0,002	0,397 (-)	0,014	0,172 (-)	<,001	0,925 (-)	0,866	0,275 (-)	0,002
Niveau de bénéfices pour l'enjeu (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	12,868	<,001	5,186	<,001	9,575	<,001	5,455	<,001	9,720	<,001	9,109	<,001
	Très/Plutôt bénéfique	67,806	<,001	16,180	<,001	25,763	<,001	10,310	<,001	30,787	<,001	20,567	<,001
	Ne sait pas	6,034	<,001	2,732	0,009	3,935	0,001	3,760	<,001	4,675	<,001	3,714	0,002
Niveau de confiance pour l'enjeu (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,869	0,033	1,397	0,153	2,102	<,001	2,164	<,001	1,538	0,082	1,613	0,018
	Tout à fait/Plutôt confiance	3,082	0,001	4,172	<,001	1,829	0,018	4,077	<,001	3,668	<,001	2,643	<,001
	Aucune opinion	1,160	0,676	0,901 (-)	0,822	1,286	0,497	2,358	0,033	2,909	0,012	1,459	0,292
Constante		0,111 (-)	<,001	0,174 (-)	<,001	0,153 (-)	<,001	0,284 (-)	<,001	0,117 (-)	<,001	0,379 (-)	0,001
	p<0,05												
	p<0,1												

Tableau 4 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale des enjeux auxquels les Québécois sont plutôt opposés (Baromètre CIRANO 2021)

Effectuons un exercice semblable avec les enjeux dont l'acceptabilité sociale est plutôt élevée. Les constats sont sensiblement les mêmes, c'est-à-dire que les résultats du modèle logit confirment que, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Avoir tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement,
- Percevoir des bénéfices importants,

est associé à une plus grande acceptabilité sociale pour ces enjeux.

À l'inverse, percevoir des risques élevés pour ces enjeux est associé à une plus faible acceptabilité sociale.

En gardant toutes les autres variables constantes, le fait de voir des bénéfices importants pour ces enjeux a beaucoup plus de poids que d'avoir tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement, sauf pour la vaccination où avoir tout à fait ou plutôt confiance (OR= 14,145) et percevoir des bénéfices importants (OR= 17,325) ont un poids quasi équivalent pour expliquer la vraisemblance d'être favorable à la vaccination. Ces résultats sont encore très pertinents pour la mise en place de politiques publiques ou de projets.

Modèle LOGIT - Déterminants de l'acceptabilité sociale pour...

		Vaccination		Production individuelle d'électricité		Parc éolien		Immigration		Objets connectés	
		OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p
Niveau de risque perçu pour l'enjeu (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,697 (-)	0,364	0,516 (-)	0,026	0,763 (-)	0,345	0,353 (-)	0,001	0,578 (-)	0,028
	Grand/Très grand	0,57 (-)	0,119	0,254 (-)	<,001	0,281 (-)	<,001	0,173 (-)	<,001	0,386 (-)	<,001
	Ne sait pas	1,172	0,790	3,109	0,143	1,107	0,826	0,889 (-)	0,871	0,543 (-)	0,180
Niveau de bénéfices pour l'enjeu (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,924	0,107	6,925	<,001	3,522	<,001	10,624	<,001	6,472	<,001
	Très/Plutôt bénéfique	17,325	<,001	19,754	<,001	20,279	<,001	55,325	<,001	17,283	<,001
	Ne sait pas	1,040	0,950	4,498	0,038	3,478	0,036	3,629	0,025	18,486	<,001
Niveau de confiance pour l'enjeu (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	5,443	<,001	0,925 (-)	0,789	1,699	0,053	1,390	0,194	2,384	<,001
	Tout à fait/Plutôt confiance	14,145	<,001	2,269	0,031	4,971	<,001	1,963	0,031	6,131	<,001
	Aucune opinion	5,182	0,035	1 500	0,457	1,947	0,175	2,349	0,116	1,776	0,097
Constante		0,388 (-)	0,008	1,396	0,208	0,81 (-)	0,448	0,674 (-)	0,202	0,482 (-)	0,003
	p<0,05										
	p<0,1										

Modèle LOGIT - Déterminants de l'acceptabilité sociale pour...

		Nanotechnologies		Construction installation pour production gaz/électricité		Génétique/génomique		Mines		PPP	
		OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p
Niveau de risque perçu pour l'enjeu (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,274 (-)	<,001	0,609 (-)	0,039	0,444 (-)	<,001	0,447 (-)	<,001	0,465 (-)	0,006
	Grand/Très grand	0,175 (-)	<,001	0,353 (-)	<,001	0,375 (-)	<,001	0,389 (-)	<,001	0,198 (-)	<,001
	Ne sait pas	0,469 (-)	0,043	0,532 (-)	0,070	0,647 (-)	0,203	0,928 (-)	0,831	0,403 (-)	0,021
Niveau de bénéfices pour l'enjeu (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	6,643	<,001	5,439	<,001	4,952	<,001	5,683	<,001	7,820	<,001
	Très/Plutôt bénéfique	24,584	<,001	20,510	<,001	20,088	<,001	18,754	<,001	23,865	<,001
	Ne sait pas	3,092	0,014	2,647	0,014	3,742	<,001	2,779	0,012	6,578	<,001
Niveau de confiance pour l'enjeu (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	2,486	<,001	1,842	0,002	1,308	0,236	1,389	0,096	2,390	<,001
	Tout à fait/Plutôt confiance	4,420	<,001	2,723	<,001	2,923	<,001	2,121	0,001	6,725	<,001
	Aucune opinion	2,237	0,038	3,072	0,003	0,845 (-)	0,633	1,320	0,489	1,271	0,618
Constante		0,428 (-)	0,002	0,413 (-)	<,001	0,503 (-)	0,005	0,379 (-)	<,001	0,342 (-)	0,001
	p<0,05										
	p<0,1										

Tableau 5 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale des enjeux auxquels les Québécois sont plutôt favorables (Baromètre CIRANO 2021)

De l'acceptabilité sociale aux comportements d'investissements personnels des Québécois
Les Québécois peuvent être favorables à des enjeux qui sont spécifiques à certains secteurs (par exemple, les parcs éoliens avec le secteur des énergies renouvelables). Nous leur avons donc demandé s'ils accepteraient d'investir leur argent dans certains secteurs (reliés à nos enjeux) – en admettant l'hypothèse que tous ces secteurs soient rentables – afin de vérifier s'il y avait cohérence dans leurs actions et comportements d'investissements et leurs « valeurs ».

Le graphique ci-dessous montre clairement une cohérence entre les comportements d'investissements des Québécois et leur opinion vis-à-vis de certains secteurs. En effet, les Québécois accepteraient à plus de 70 % d'investir dans les deux secteurs se rapportant aux enjeux pour lesquels ils sont les plus favorables, à savoir : le secteur pharmaceutique et biotechnologie (à hauteur de 75 %), le secteur des énergies renouvelables (76 %). Rappelons que les 3 projets/enjeux pour lesquels les Québécois sont les plus favorables sont : (1) la vaccination (87 %), (2) la production individuelle d'électricité à partir de sources solaires et éoliennes (82 %), (3) le parc éolien (79 %).

À l'autre extrémité du spectre, nous avons vu que les Québécois sont opposés à l'ensemble des enjeux touchant les matières dangereuses et plus spécifiquement encore les hydrocarbures. Ainsi, conformément à leurs opinions, les Québécois, même si on leur affirmait que ces secteurs étaient rentables, n'investiraient pas massivement dans les secteurs du pétrole et gaz ni dans celui de la chimie (bien qu'ils soient quand même environ 25 % à investir dans le secteur du pétrole).

Si votre banquier vous disait qu'aujourd'hui les secteurs ci-dessous seraient de bons placements à considérer, accepteriez-vous d'en posséder pour vos **investissements personnels** (REER, REEE, actions de compagnies, etc.)?

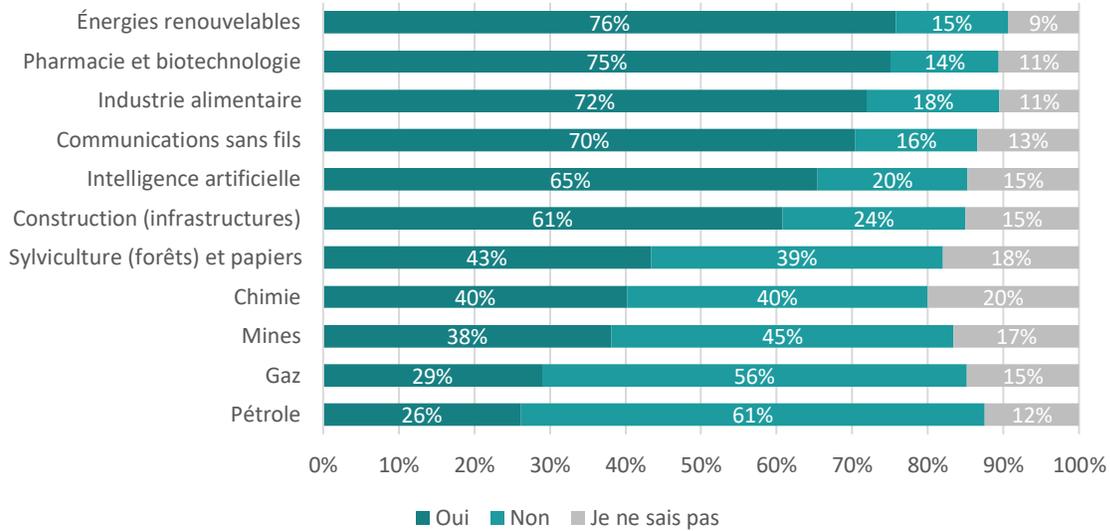


Figure 20 : Répartition des préférences d'investissements personnels pour 11 enjeux (Baromètre CIRANO 2021)

Des 11 secteurs testés dans l'enquête, celui des énergies renouvelables est celui qui recueille le plus la volonté d'investir des répondants : 76 % d'entre eux seraient prêts à y investir leur épargne. La pharmacie – biotechnologie (75 %) et l'industrie alimentaire (72 %) se placent également en tête du classement. Les secteurs technologiques de l'intelligence artificielle et des communications sans fil sont plutôt populaires.

CHAPITRE 6

SOURCES D'INFORMATION UTILISÉES ET INFLUENCE SUR LES PERCEPTIONS



CLASSEMENT 2021

- Top 3 des médias d'information les plus utilisés
 - Télévision ou radio (50 % l'utilisent beaucoup ou énormément)
 - Sites Web
 - Réseaux sociaux
- Top 3 des entités auxquelles se réfèrent le plus les Québécois
 - Experts indépendants
 - Amis ou famille
 - Gouvernement provincial ou fédéral

DES DIFFÉRENCES DANS LES NIVEAUX D'UTILISATION DES SOURCES D'INFORMATION ENTRE 2018 ET 2021

- Baisse substantielle de l'utilisation de tous les médias de communication
- Il est très encourageant de constater que la population s'informe davantage en 2021 qu'en 2018 auprès de sources d'information fiables (experts indépendants, gouvernement provincial et fédéral (15 % des Québécois ont recours beaucoup ou énormément aux gouvernements en 2021 contre 7 % en 2018).

INFLUENCE DE LA SOURCE D'INFORMATION UTILISÉE SUR LES PRÉOCCUPATIONS ET LE NIVEAU D'ACCEPTABILITÉ SOCIALE

- **S'informer auprès des gouvernements** : augmente l'acceptabilité sociale des Québécois pour 10 des 21 enjeux à l'étude pour l'acceptabilité sociale.
- **S'informer en utilisant les réseaux sociaux** :
 - Plus les Québécois s'informent sur les réseaux sociaux, plus le niveau d'acceptabilité sociale augmente pour l'utilisation des engrais et pesticides, l'exploration pour du pétrole, l'exploration pour du gaz de schiste, l'utilisation des objets connectés et l'utilisation des cryptomonnaies.
 - À l'inverse, plus le niveau d'acceptabilité sociale diminue pour l'exploitation des mines, la vaccination, l'exploitation des forêts, l'utilisation de produits chimiques
 - Pour 20 enjeux sur 54, plus les Québécois s'informent sur les réseaux sociaux, plus le niveau de risque perçu augmente pour ces 20 projets/enjeux.
- **S'informer auprès d'experts indépendants** : est corrélé avec une meilleure acceptabilité de certaines innovations technologiques (nanotechnologies, utilisation de la génétique dans la santé...)
- **S'informer auprès de groupes environnementaux** : est corrélé avec une plus grande opposition aux projets énergétiques liés au pétrole et au gaz, et une plus grande acceptabilité des projets liés aux énergies renouvelables.

Où et auprès de qui s'informent les Québécois ?

Certaines perceptions des risques ou des bénéfiques sont le reflet de la réalité et d'autres s'en éloignent. Dans certains cas, le fait que nos perceptions soient sous ou sur évaluées peut avoir des conséquences importantes puisque nos comportements vont en dépendre. Comment dans ce contexte communiquer à la population le bon message, les vraies données ? Par quelle source d'information les Québécois s'informent-ils ?

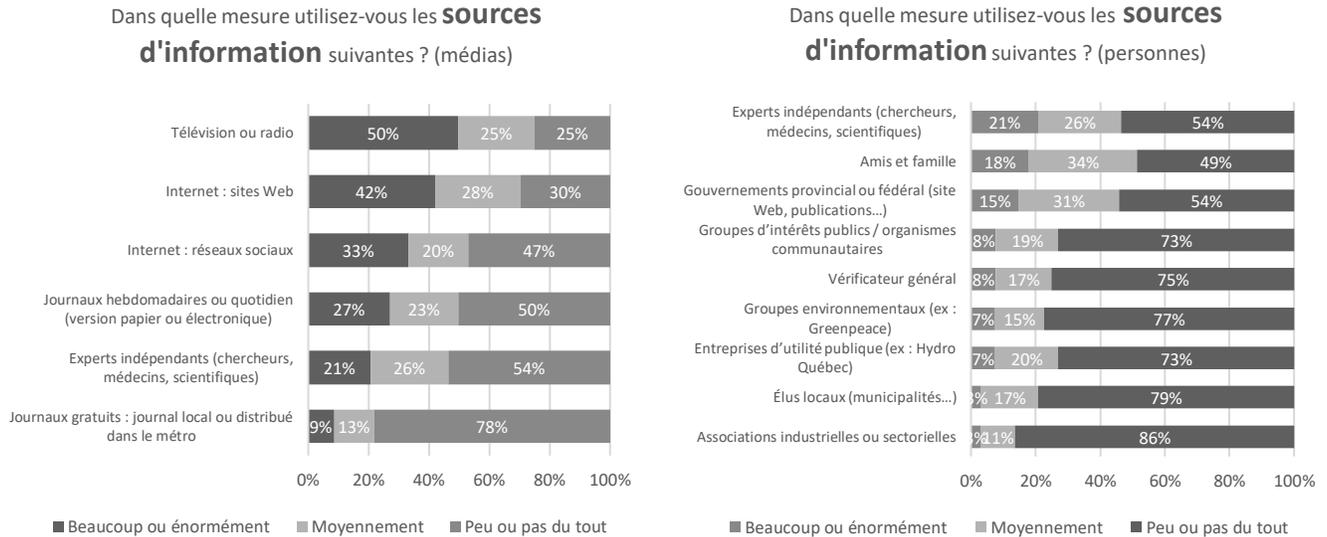


Figure 21 : Utilisation des sources d'informations (médias et personnes) (Baromètre CIRANO 2021)⁸

Les sources d'information utilisées par le public pour s'informer des risques sont nombreuses. Il est toutefois important de faire la distinction entre le média et la personne qui parle. Différents médias sont disponibles pour le public afin qu'il obtienne de l'information sur les risques : la télévision, la radio, l'Internet et les réseaux sociaux, la presse écrite, etc.... Dans un contexte de projets ou de décisions risquées, la personne qui parle a une plus grande importance encore. On peut s'informer auprès de sa famille ou de ses amis, mais aussi auprès d'experts ou d'élus locaux, etc.

Plusieurs constats sont à faire au regard des données sur les sources d'informations utilisées :

- D'une façon générale, les Québécois utilisent encore beaucoup la télévision et la radio pour s'informer : 50 % l'utilisent beaucoup ou énormément. Internet se retrouve derrière avec 42 % des Québécois qui l'utilisent beaucoup ou énormément et 33 % pour les réseaux sociaux.
- Peu importe le média, on constate une baisse systématique significative (non significative pour les journaux quotidiens ou hebdomadaires – en version papier

⁸ La question a initialement été formulée en 2011 et certaines sources présentées pourraient être moins pertinentes ou être formulées curieusement, mais nous avons fait le choix de la conserver intégralement par souci d'uniformité et de comparaison entre toutes les éditions du Baromètre.

ou électronique) depuis 2018 de leur fréquence d'utilisation. C'était par exemple 67 % des Québécois en 2011 qui utilisaient beaucoup ou énormément la télévision et la radio. Ce pourcentage est passé à 65 % en 2013, 63 % en 2016, 57 % en 2018 et c'est maintenant 50 %. Même les réseaux sociaux étaient utilisés beaucoup ou énormément par 39 % de la population en 2018 alors que cette proportion s'élève à 33 % en 2021.

- Il est très encourageant toutefois de constater que la population s'informe davantage en 2021 qu'en 2018 auprès de sources d'information fiables. En effet, seules les fréquences d'utilisation comme sources d'information des experts indépendants (chercheurs, scientifiques, médecins) (21 % des Québécois y ont recours beaucoup ou énormément en 2021 contre 17 % en 2018), des gouvernements provincial ou fédéral (15 % en 2021 contre 7 % en 2018) et du vérificateur général (8 % en 2021 contre 5 % en 2018) ont augmenté depuis 2018.
- Les organismes de tout ordre ou les associations sont très peu consultés par la population. Les éditions passées du Baromètre CIRANO permettent de constater que ces constats sont restés très stables. Cette tendance à ne pas utiliser les différents organismes ou associations pourrait s'expliquer en partie par la méconnaissance même de leur existence par les Québécois, mais également par une certaine méfiance quant à la crédibilité de ces sources d'information. En effet, lorsque l'on regarde la confiance dans les sources, il apparaît clairement que la confiance est la plus basse pour les associations industrielles, les élus locaux et les groupes environnementaux.

Influence de la source d'information utilisée sur les préoccupations et le niveau d'acceptabilité sociale

La source d'information utilisée a-t-elle une influence sur le niveau de risque perçu ? Le niveau de bénéfice perçu ? Sur le niveau de confiance dans la gestion par le gouvernement ? Sur le niveau d'acceptabilité sociale ? Nous avons réalisé des tests de corrélation pour chaque enjeu en comparant les niveaux de risque, niveaux de confiance, niveaux de bénéfice et niveaux d'acceptabilité sociale en fonction du niveau d'utilisation des sources d'information. Il est difficile sur 54 enjeux à l'étude de dégager des tendances, mais plusieurs constats peuvent toutefois être faits.

- **S'informer auprès des gouvernements**

S'informer auprès des gouvernements augmente l'acceptabilité sociale des Québécois pour 10 des 21 enjeux à l'étude (soit l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé, les nanotechnologies, la vaccination, l'utilisation de produits chimiques par les industries, l'utilisation des objets connectés, l'immigration, la construction de parc éolien, la construction d'installation pour la production de gaz et d'électricité et les déficits budgétaires).

En outre, plus les Québécois s'informent auprès des gouvernements moins ils sont préoccupés sur un plan collectif pour les risques économiques et financiers.

▪ **S’informer sur les réseaux sociaux**

L’utilisation des réseaux sociaux a un impact important sur les perceptions, comme on peut le constater avec les résultats suivants. Plus les Québécois s’informent sur les réseaux sociaux,

- plus le niveau d’acceptabilité sociale augmente pour l’utilisation des engrais et pesticides, l’exploration pour du pétrole, l’exploration pour du gaz de schiste, l’utilisation des objets connectés et l’utilisation des cryptomonnaies.
- plus le niveau d’acceptabilité sociale diminue pour l’exploitation des mines, la vaccination, l’exploitation des forêts, l’utilisation de produits chimiques.
- plus les Québécois sont préoccupés par les risques naturels sur un plan personnel et par les risques liés à la santé publique et les risques économiques et financiers sur un plan collectif.
- moins les Québécois sont préoccupés par les risques liés aux innovations technologiques sur un plan personnel et par les risques liés à la sécurité sur un plan collectif.

Lorsqu’il y a des différences significatives dans les tests de corrélation entre le niveau de risque perçu et la fréquence d’utilisation des sources d’information (c’est-à-dire pour 20 enjeux sur 54), les résultats montrent que **plus les Québécois s’informent sur les réseaux sociaux, plus le niveau de risque perçu augmente pour ces 20 projets/enjeux.**

▪ **S’informer auprès d’experts indépendants**

Plus les Québécois s’informent auprès d’experts indépendants, plus ils sont favorables aux innovations technologiques comme l’utilisation de la génétique/génomique, l’utilisation des nanotechnologies ou encore la production individuelle d’électricité. Il n’y a pas de lien de corrélation entre les préoccupations et l’utilisation des experts comme sources d’information.

▪ **S’informer auprès de groupes environnementaux**

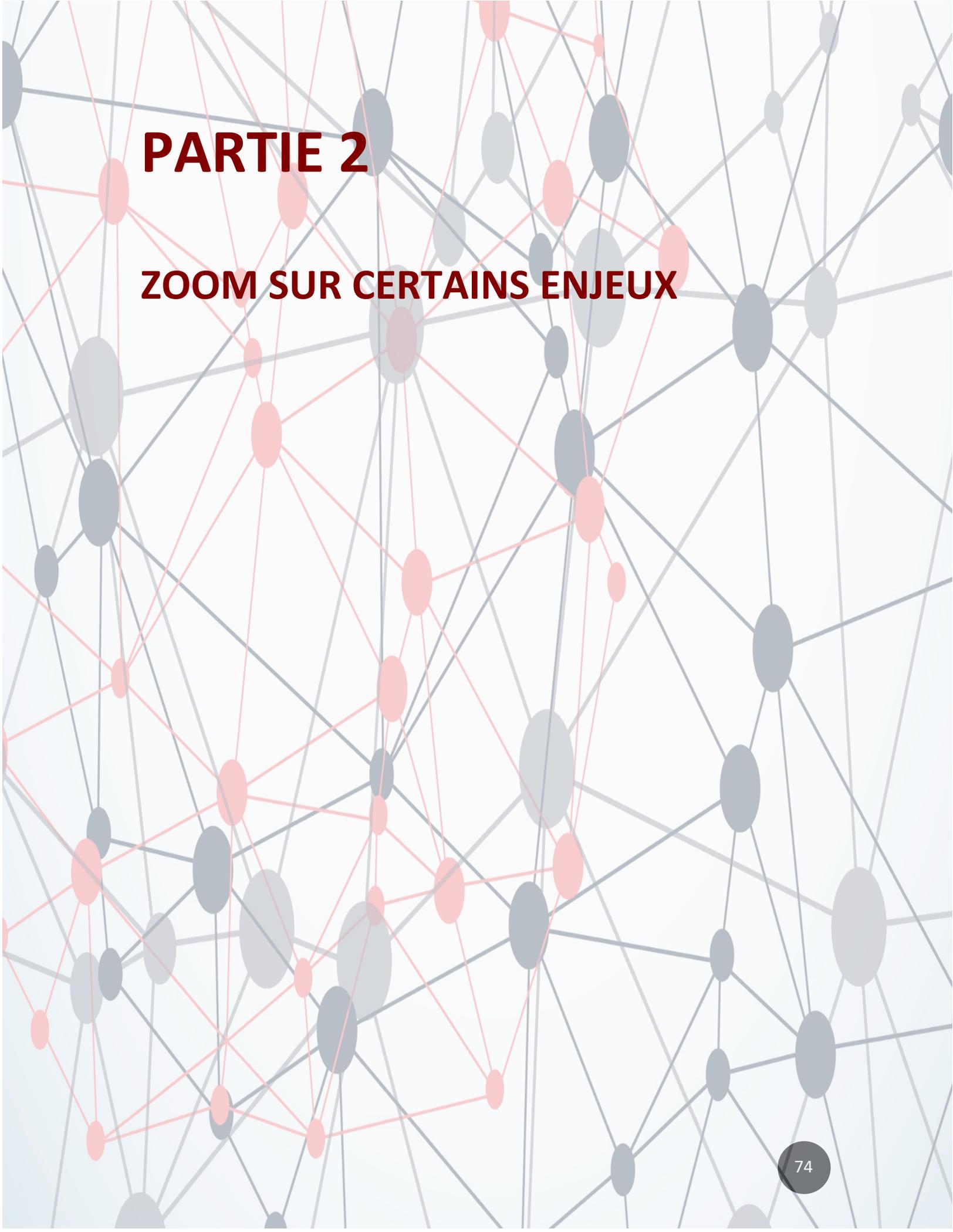
Plus les Québécois s’informent auprès de groupes environnementaux, plus ils sont opposés aux projets énergétiques avec le pétrole et le gaz et plus ils sont favorables aux projets énergétiques qui considèrent l’éolien et le solaire.

Quelles sont les sources d'information qui augmentent les chances d'être préoccupés?

Nous venons de présenter certains résultats statistiques issus de tests de Mann-Whitney ou de tests de corrélation de Pearson afin de faire émerger des tendances dans les déterminants en termes de sources d'information soit du niveau de risque perçu, du niveau d'acceptabilité sociale ou encore du niveau de préoccupation. Afin d'aller plus loin, nous allons présenter les résultats de modèles logit car cela permet de connaître l'influence d'une variable en contrôlant pour les autres.

Le tableau disponible en annexe 4 présente l'influence des sources d'information sur les préoccupations des Québécois.

Il apparaît que le fait de beaucoup utiliser les groupes environnementaux (OR = 6,046) comme sources d'information, en gardant toutes les autres variables constantes, est associé à de plus grandes chances d'être préoccupé par les risques environnementaux et, ce beaucoup plus que les autres sources d'information. À propos des risques reliés au système de santé, le fait de beaucoup écouter la télévision et la radio (OR = 2,086) est associé à de plus grandes chances d'être préoccupé par ces enjeux. À l'inverse, le fait de beaucoup s'informer auprès de la presse gratuite ou des associations industrielles est associé à de plus faibles chances d'être préoccupé par des risques environnementaux.



PARTIE 2

ZOOM SUR CERTAINS ENJEUX

Nous avons étudié en détail les préoccupations et les perceptions des Québécois envers trois des enjeux de société actuels. Une étude de cas spécifique sur les changements climatiques a déjà été publiée à l'occasion de la COP26 et d'autres seront publiées courant 2022.

ENJEUX ÉTUDIÉS DANS CE RAPPORT



ENJEUX DE SANTÉ avec un zoom sur

- La vaccination
- L'engorgement des urgences et l'accès aux services de santé



ENJEUX DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES avec un zoom sur

- Les données et l'utilisation des objets connectés



ENJEUX INDUSTRIELS avec un zoom sur

- Les projets énergétiques
- Les matières dangereuses

ÉTUDE DE CAS DÉJÀ PUBLIÉE



ENJEUX DE L'ENVIRONNEMENT avec un zoom sur

- Les changements climatiques

[Lire l'article dans la série Perspectives](#)

SURVEILLEZ LES ANALYSES D'ENJEUX À PARAÎTRE...



FORMATION ET ORGANISATION DU TRAVAIL PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

Chapitre à lire dans le Québec économique 10 (à paraître en 2022)

Autres à venir...

Structure de présentation des études de cas

Chaque étude de cas sera présentée globalement de la même façon. Ainsi, sur la **première page**, le lecteur trouvera une introduction au thème ainsi qu'un rappel des catégories de risques et des enjeux qui le concernent. Finalement, trois bulles présentent les statistiques moyennes clés à savoir la proportion des Québécois qui classent la catégorie de risque à l'étude parmi leurs deux principales préoccupations, la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour l'ensemble des enjeux du thème de l'étude de cas et la proportion des Québécois ayant plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer l'ensemble des enjeux inclus dans l'étude de cas.

La **deuxième page** présente un graphique synthétisant les moyennes des niveaux de risque, de confiance et de bénéfiques (lorsque possible) pour l'ensemble des enjeux inclus dans l'étude de cas.

La **troisième page** présente deux graphiques de synthèse :

- le premier traite du niveau de risque perçu pour les enjeux inclus dans l'étude de cas en montrant la répartition en pourcentages des choix de réponses du questionnaire regroupés en trois grandes catégories, à savoir la catégorie « niveau de risque grand et très grand », la catégorie « niveau de risque moyen » et finalement la catégorie « niveau de risque faible et négligeable ».
- le second traite du niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer les enjeux inclus dans l'étude de cas en montrant la répartition en pourcentages des choix de réponses du questionnaire regroupés en trois grandes catégories, à savoir la catégorie « pas du tout ou plutôt pas confiance », « moyennement confiance » et finalement la catégorie « plutôt ou tout à fait confiance ».

Tous les graphiques présentés ne sont pas nécessairement commentés mais permettent de rappeler certaines statistiques au lecteur sans qu'il soit obligé de se référer à la première partie du rapport.

Le **contenu des pages subséquentes** est propre à chaque étude de cas et aborde en plus en profondeur un ou deux enjeux particuliers.

LA SANTÉ

Selon les résultats des enquêtes du *Baromètre CIRANO*, depuis 2011, les risques reliés au système de santé ressortent comme la 1^{re} préoccupation des Québécois (tant sur le plan personnel que collectif). 28 % des Québécois affirment que les risques reliés à la santé publique font partie de leurs deux principales préoccupations (en hausse de 7 points depuis 2018).

Globalement, les enjeux liés au système de santé sont caractérisés par un niveau de risque perçu plus élevé et un niveau de confiance dans le gouvernement plus faible que les enjeux liés à la santé publique. Naturellement avec la pandémie de la COVID-19, les risques perçus pour les épidémies ont augmenté en 2021 : 54 % des répondants perçoivent un risque grand ou très grand, contre 27 % d'entre eux en 2018. La COVID-19 n'a néanmoins pas totalement occulté les autres enjeux de santé publique au Québec. En effet, les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité ou encore les maladies mentales et cognitives, sont perçus comme très à risque par les Québécois (niveaux semblables à 2018). Finalement, la vaccination semble inquiéter davantage les Québécois en 2021 que dans les précédentes éditions du Baromètre, mais la confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu est extrêmement élevée (la plus élevée parmi les 54 enjeux à l'étude et en hausse depuis 2018). En outre, comme la population semble avoir mesuré l'ampleur des bénéfices collectifs des vaccins (78 % les trouvent bénéfiques contre 58 % en 2018), on note ainsi une acceptabilité sociale à leur égard très élevée (hausse de 12 points depuis 2018).

2 catégories de risques

Risques reliés au système de santé

Risques reliés à la santé publique

8 enjeux

Vaccination

Contamination des aliments

Infections dans les hôpitaux

Maladies mentales & cognitives

Épidémies

Tabac & obésité

Difficultés d'accès aux services de santé

Engorgement des urgences

Proportion des Québécois qui classent les risques reliés au système de santé parmi leurs deux principales préoccupations sur le plan personnel

41%

28%

...les risques reliés à la santé publique

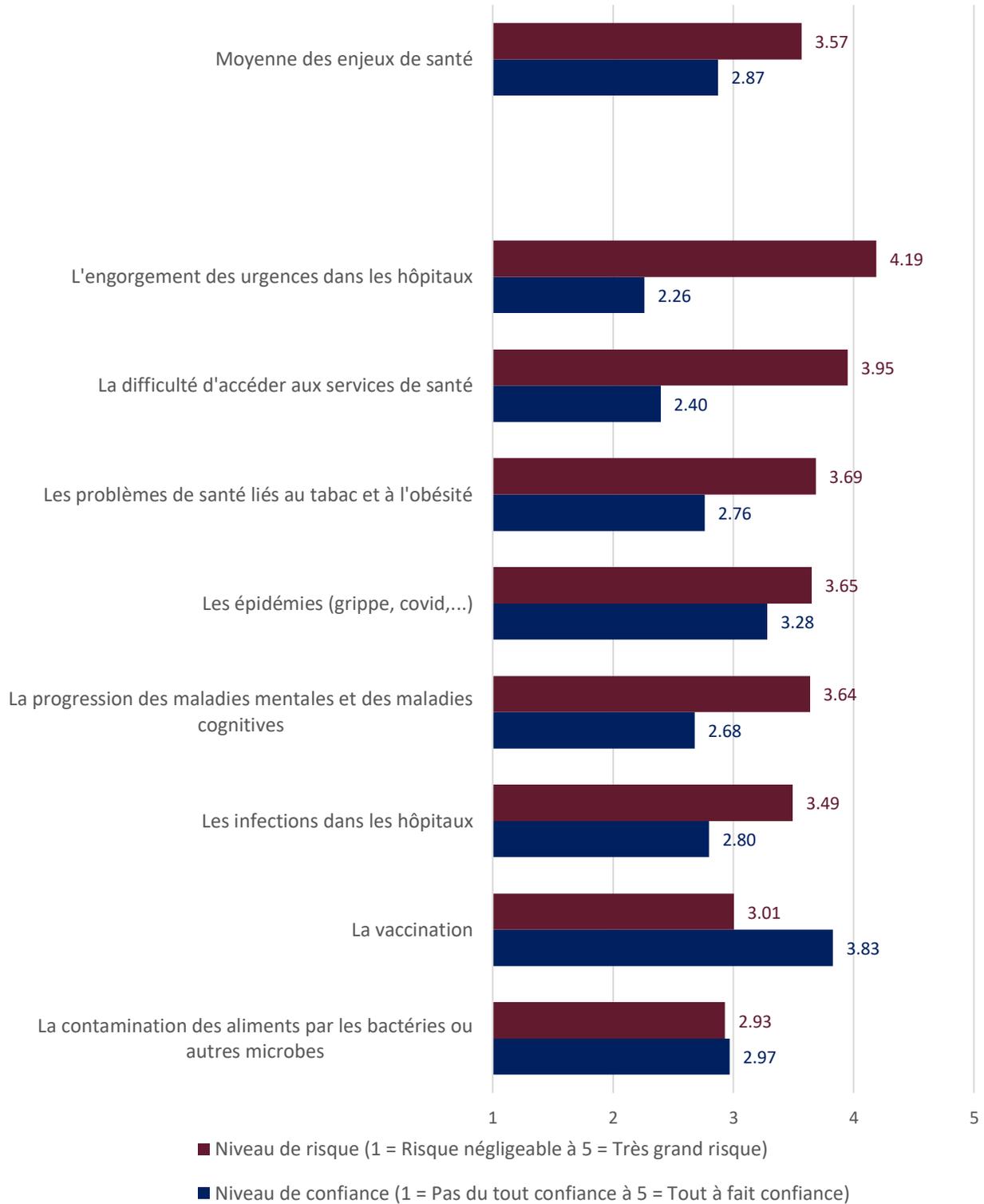
52%

Proportion des Québécois percevant un risque « grand ou très grand » pour l'ensemble des enjeux de santé

29%

Proportion des Québécois ayant « plutôt ou tout à fait confiance » dans le gouvernement pour la gestion de l'ensemble des enjeux de santé

Figure 22 : Moyennes des niveaux de risque et confiance pour les enjeux de santé (Baromètre CIRANO 2021)



Niveau de **risque** pour les enjeux de santé

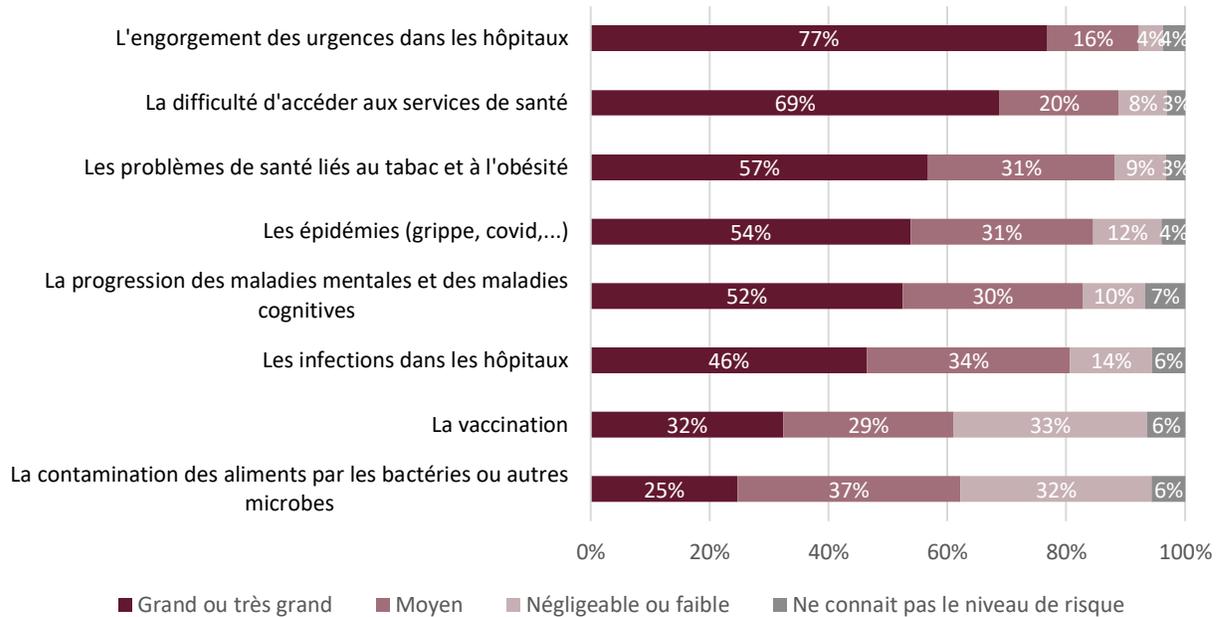


Figure 23 : Niveau de risque perçu pour le Québec pour les enjeux de santé (Baromètre CIRANO 2021)

Niveau de **confiance** pour les enjeux de santé

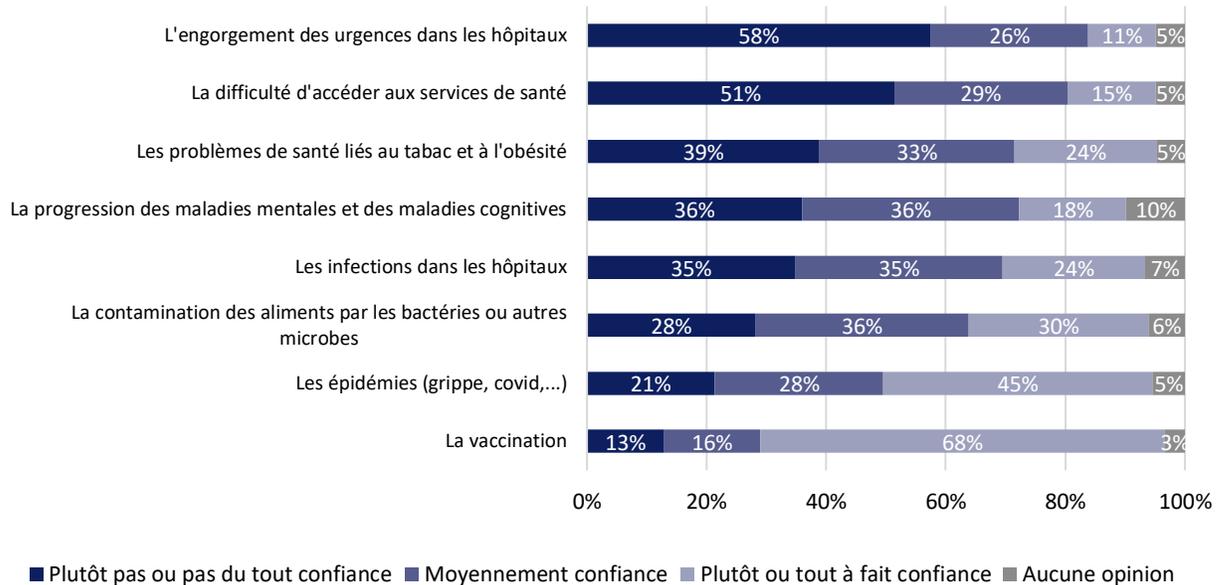


Figure 24 : Niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer les enjeux de santé (Baromètre CIRANO 2021)

41 % des Québécois sont préoccupés par les risques reliés au système de santé, ce qui classe cette catégorie comme la 1^{re} préoccupation des Québécois sur le plan personnel. 28 % des Québécois sont préoccupés par les risques reliés à la santé publique, en augmentation de 8 points par rapport à 2018. Quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être préoccupés par ces deux catégories de risques ? Une régression de type logit (1 = la catégorie des risques reliés au système de santé fait partie des deux plus préoccupantes pour vous ; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) offre un éclairage complémentaire pour expliquer la préoccupation des répondants relativement aux risques reliés au système de santé (R^2 de 0,192).

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes, les jeunes ayant entre 18 et 34 ans (OR=0,371), ceux qui utilisent beaucoup le gouvernement pour s'informer (OR=0,693), et ceux avec un revenu total familial de moins de 40 000 \$ ont des chances plus grandes de ne pas être préoccupés par les risques reliés au système de santé.

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Être une femme (OR=1,496)
- Avoir une langue maternelle autre que le français et l'anglais (OR= 3,595)⁹,
- S'informer beaucoup avec la télévision et la radio (OR= 1,475) ou avec les réseaux sociaux (OR=1,453) ou avec les journaux gratuits (OR = 1,665)

est associé à une plus grande chance d'être préoccupé par les risques reliés au système de santé.

Un autre élément nous éclaire également. Parmi nos 54 projets ou enjeux à l'étude, l'engorgement dans les urgences et la difficulté d'accès au système de santé sont les deux qui peuvent potentiellement influencer les préoccupations relatives au système de santé. L'analyse logit réalisée permet de conclure que, toutes les autres variables étant gardées constantes, les répondants percevant un niveau de risque fort ou très fort pour l'engorgement dans les urgences (OR= 4,065) ont plus de chance d'être préoccupés par les risques reliés au système de santé, ce qui n'est pas le cas pour l'enjeu de l'accès au système de santé.

⁹ Nous voulons rappeler ici la mise en garde sur le fait que le regroupement en fonction de la langue maternelle fait en sorte que le nombre de répondants est très faible pour la catégorie « Allophone » (voir échantillon en début de rapport)

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation pour les risques reliés au système de santé

		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,496	1,125	1,99	0,006	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,012	0,602	1,702	0,963	
	18-34 ans	0,371 (-)	0,205	0,672	0,001	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,985 (-)	0,607	1,598	0,95	
	Allophone	3,595	1,384	9,333	0,009	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,758(-)	0,52	1,104	0,149	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,994 (-)	0,706	1,399	0,972	
	Formation universitaire	1,024	0,682	1,539	0,909	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	1,492	0,817	2,725	0,193	
	Étudiant	1,208	0,48	3,044	0,688	
	Retraité	1,824	0,927	3,589	0,082	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	1,608	1,109	2,331	0,012	
	Plus de 80 000 \$	1,489	0,987	2,247	0,057	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,159	0,705	1,904	0,561	
	Montréal RMR	1,088	0,803	1,473	0,587	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,475	1,085	2,007	0,013
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,83 (-)	0,583	1,183	0,304
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,665	0,97	2,856	0,064
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,945 (-)	0,679	1,316	0,737
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,453	1,01	2,09	0,044
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,901 (-)	0,609	1,332	0,6
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,693 (-)	0,45	1,067	0,096
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,03	0,718	1,479	0,872
Niveau de risque perçu pour l'accès aux services de santé (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,999 (-)	0,514	1,941	0,998	
	Grand/Très grand	1,271	0,665	2,432	0,468	
	Ne sait pas	0,905 (-)	0,188	4,348	0,9	
Niveau de risque perçu pour l'engorgement des urgences (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,944	0,692	5,463	0,207	
	Grand/Très grand	4,065	1,492	11,077	0,006	
	Ne sait pas	4,401	0,899	21,545	0,067	
Niveau de confiance pour l'accès aux services de santé (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,507	1,011	2,247	0,044	
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,872 (-)	0,455	1,67	0,679	
	Aucune opinion	0,954 (-)	0,284	3,208	0,94	
Niveau de confiance pour l'engorgement des urgences (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,742 (-)	0,489	1,127	0,162	
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,066	0,541	2,103	0,853	
	Aucune opinion	3,005	0,891	10,138	0,076	
Constante		0,058 (-)			<,001	
	p<0,05					
	p<0,1					

Tableau 6 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques reliés au système de santé sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes ; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2021)

La régression de type logit sur la variable « La catégorie des risques reliés à la santé publique fait partie des deux plus préoccupantes pour vous » donne également des résultats intéressants, bien que peu de variables ressortent significatives (R^2 de 0,087).

Ainsi, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- Percevoir des risques importants pour la vaccination (OR = 1,946),
- Ne pas savoir évaluer le niveau de risque pour les épidémies (OR = 3,18)

est associé à une plus grande chance d'être préoccupé par les risques reliés à la santé publique.

À l'inverse, toutes les autres variables étant gardées constantes,

- S'informer beaucoup auprès des experts indépendants (OR = 0,673),
- Ne pas savoir évaluer le niveau de risque pour la vaccination (OR = 0,354),

est associé à une plus grande chance de ne pas être préoccupé par les risques reliés à la santé publique.

Le résultat le plus pertinent ici est de voir que bien que peu de variables semblent exercer une influence pour expliquer le fait d'être préoccupé par les risques reliés à la santé publique ; la variable qui a le plus de poids explicatif est la méconnaissance des risques de l'enjeu de l'épidémie. Nous sommes conscients que des efforts importants ont été mis depuis le début de la pandémie de COVID-19 pour informer et éduquer la population mais il semble que des efforts supplémentaires ou peut-être plus ciblés seraient avantageux afin de diminuer le niveau de préoccupation de la population. Dans un contexte pandémique tel que nous le vivons, un certain niveau de préoccupation est toutefois souhaitable et nécessaire afin de rester vigilant et de respecter les mesures sanitaires.

À titre informatif, seulement 4 % de la population ne connaît pas le niveau de risque pour les épidémies et il existe certaines différences sociodémographiques importantes à relever. Plus particulièrement, les habitants de Montréal sont plus nombreux à ne pas connaître le niveau de risque que les habitants de Québec (5 % contre 1,5 %), les anglophones sont aussi beaucoup plus nombreux que les autres (15 % contre 3 % des francophones et 5 % des allophones) et finalement ceux qui gagnent moins de 40 000 \$ (7 % contre 3 % de ceux qui gagnent plus de 40 000 \$). À l'inverse, les retraités sont les moins nombreux (2 %) à ne pas connaître le niveau de risque pour les épidémies (contre 4 % des personnes actives, 8 % des personnes inactives et 7 % des étudiants). Des tests de corrélations montrent aussi que plus l'âge augmente ou encore plus le niveau de scolarité augmente, moins les répondants sont nombreux à ne pas connaître le niveau de risque pour les épidémies

Modèle LOGIT - Déterminants de la préoccupation pour les risques reliés à la santé publique

		OR	CI (OR)	p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,281	0,936 1,753	0,122	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	1,427	0,803 2,535	0,226	
	18-34 ans	1,162	0,62 2,176	0,64	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	1,158	0,675 1,987	0,595	
	Allophone	1,303	0,511 3,324	0,579	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,249	0,859 1,817	0,244	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,94 (-)	0,656 1,348	0,737	
	Formation universitaire	0,94 (-)	0,613 1,441	0,776	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,903 (-)	0,494 1,647	0,738	
	Étudiant	0,746 (-)	0,313 1,78	0,509	
	Retraité	1,005	0,486 2,078	0,99	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,814 (-)	0,554 1,197	0,296	
	Plus de 80 000 \$	0,743 (-)	0,479 1,152	0,185	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,153	0,684 1,943	0,593	
	Montréal RMR	1,18	0,858 1,622	0,31	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,771 (-)	0,554 1,074	0,124
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,019	0,7 1,484	0,921
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,609 (-)	0,329 1,127	0,114
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,976 (-)	0,689 1,382	0,891
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,842 (-)	0,578 1,226	0,37
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,984 (-)	0,65 1,489	0,939
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,411	0,906 2,197	0,128
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,673 (-)	0,451 1,004	0,053
Niveau de risque perçu pour la vaccination (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,008	0,676 1,504	0,969	
	Grand/Très grand	1,946	1,306 2,9	0,001	
	Ne sait pas	0,354 (-)	0,132 0,949	0,039	
Niveau de risque perçu pour les épidémies (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,097	0,62 1,941	0,752	
	Grand/Très grand	1,192	0,668 2,125	0,553	
	Ne sait pas	3,18	0,946 10,689	0,061	
Niveau de risque perçu pour les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	1,082	0,68 1,721	0,74	
	Grand/Très grand	0,954 (-)	0,605 1,505	0,84	
	Ne sait pas	1,144	0,658 1,991	0,634	
Niveau de confiance pour la vaccination (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,823 (-)	0,411 1,645	0,581	
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,827 (-)	0,429 1,593	0,569	
	Aucune opinion	1,033	0,32 3,329	0,957	
Niveau de confiance pour les épidémies (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,366	0,832 2,245	0,218	
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,092	0,655 1,82	0,736	
	Aucune opinion	1,55	0,583 4,116	0,379	
Niveau de confiance pour les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,165	0,767 1,771	0,474	
	Tout à fait/Plutôt confiance	1,185	0,705 1,993	0,522	
	Aucune opinion	1,14	0,694 1,874	0,605	
Niveau de bénéfices perçu pour la vaccination (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,181	0,528 2,643	0,685	
	Très/Plutôt bénéfique	1,733	0,861 3,487	0,123	
	Ne sait pas	0,92 (-)	0,303 2,79	0,883	
Constante		0,155 (-)		0,001	
	p<0,05				
	p<0,1				

Tableau 7 : Modèle logit pour expliquer la préoccupation pour les risques reliés à la santé publique sur le plan personnel (1 = fait partie des deux catégories les plus préoccupantes ; 0 = ne fait pas partie des deux catégories les plus préoccupantes) (Baromètre CIRANO 2021)

LA VACCINATION

Les Québécois ont pris conscience des risques, mais ont gagné en confiance

La vaccination est devenue un enjeu de premier plan à l'heure de la pandémie de COVID-19. Nous souhaitons d'ailleurs apporter une mise en garde importante ici au fait que la vaccination ne concerne pas exclusivement la COVID-19, mais il s'agit d'un enjeu bien plus large qui couvre par exemple la vaccination des nourrissons et enfants contre diverses maladies infantiles et également des adultes contre la grippe saisonnière ou encore les pneumocoques. Or il se peut que dans le contexte actuel, cet enjeu ait été évalué par les répondants uniquement ou très fortement en lien avec la COVID-19.

Cela étant dit, alors que les répondants ont pris conscience de certains risques liés à la vaccination depuis 2018 (32 % la considèrent comme risquée, contre 14 % en 2018), 68 % ont confiance en la manière dont le gouvernement gère cet enjeu. Cette confiance en hausse depuis 2018, accompagnée du fait que la population semble mesurer l'ampleur des bénéfices collectifs des vaccins (78 % les trouvent bénéfiques contre 58 % en 2018) entraînent une acceptabilité sociale à leur égard très élevée : 87 % des Québécois sont favorables à la vaccination, soit une hausse de 12 points depuis 2018.

Selon les données des enquêtes du Baromètre CIRANO, depuis 2011, la vaccination a toujours fait partie des deux enjeux les plus socialement acceptés.

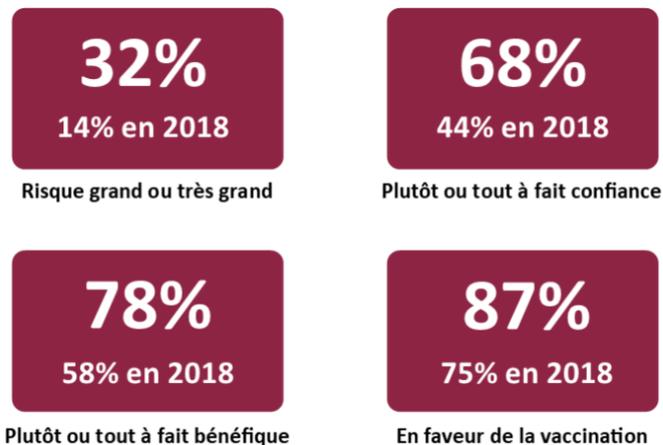


Figure 25 : Perceptions des Québécois quant à la vaccination (Baromètre CIRANO 2021)

Profil des Québécois qui ne voient pas de bénéfice à la vaccination

En moyenne, 8 % des Québécois considèrent que la vaccination n'est pas du tout ou plutôt pas bénéfique, ce qui est en terme absolu très peu. Il nous apparaît toutefois important de mieux connaître le profil des Québécois qui ne considèrent pas la vaccination comme bénéfique. Les bénéfices perçus varient en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques. Les répondants qui considèrent que la vaccination n'est pas du tout ou plutôt pas bénéfique se retrouvent davantage chez les

habitants de milieu rural (12 % vs 7 % des habitants de milieu urbain), chez les Québécois avec un diplôme du secondaire (15 % contre 6 % qui ont un diplôme collégial, 3 % une formation universitaire de 1^{er} cycle et 5 % une formation universitaire de 2^e et 3^e cycle), chez les personnes qui n'ont pas d'occupation (16 % contre 8 % des personnes actives, 5 % des étudiants et 7 % des retraités) et finalement chez ceux qui ont un revenu de moins de 40 000 \$ (12 % contre 5 % pour ceux qui ont un revenu supérieur à 80 000 \$). Aucun effet d'âge n'est ressorti des analyses statistiques.

La source d'information utilisée pour s'informer en général semble exercer une influence importante sur les perceptions des bénéfices pour la vaccination. Ainsi, les répondants qui considèrent que la vaccination n'est pas du tout ou plutôt pas bénéfique se retrouvent davantage chez ceux qui font un faible usage de la radio et de la télévision (5 % chez ceux qui utilisent beaucoup la télévision et la radio comme source d'information contre 12 % de ceux qui ne l'utilisent pas beaucoup), un faible usage des journaux hebdomadaires ou quotidiens (4 % contre 10 %).

Les Québécois non vaccinés contre la COVID-19 globalement moins préoccupés par les enjeux de santé

Au moment de la collecte de données du Baromètre, c'est presque 75 % des adultes québécois qui avaient reçu deux doses de vaccin contre la COVID-19 (Agence de la Santé Publique du Canada, 2021). Notre échantillon en comptait 82 %, ce qui correspond à une légère surreprésentation des doublements vaccinés. Il est intéressant d'examiner les différences de perceptions pour les enjeux de santé entre les répondants selon qu'ils sont ou non vaccinés. Nous avons créé une nouvelle variable qui regroupe l'ensemble des personnes ayant reçu leur 2^e dose ou ayant rendez-vous pour celle-ci. De manière générale, les risques reliés au système de santé préoccupent moins sur le plan personnel les personnes non vaccinées (25 % des non-vaccinés sont préoccupés par ces risques contre 43 % des doublements vaccinés). Plus particulièrement, lorsque l'on analyse les données sur la perception des risques, on constate que le niveau de risque perçu est plus faible chez les non-vaccinés que chez les vaccinés. Ainsi, la difficulté d'accès aux services de santé est perçue comme un risque grand ou très grand par 58 % des non-vaccinés, contre 70 % des vaccinés. L'engorgement des urgences lui est considéré risqué par 61 % des non-vaccinés, et 78 % des vaccinés et finalement les épidémies par 30 % des non-vaccinés contre 50 % des vaccinés. Élément intéressant à noter toutefois, bien qu'il y ait une différence dans le niveau de risque perçu pour la vaccination entre les deux derniers groupes, la différence n'est pas significative.

Bien évidemment, les répondants non vaccinés ont plus de difficultés à constater les bénéfices de la vaccination : ils sont 18 % à la trouver bénéfique, contre 83 % des vaccinés. Ils ne sont également que 9 % à avoir confiance dans la manière dont le gouvernement gère la vaccination au Québec, contre 73 % des vaccinés. Dans le même ordre d'idée, 24 % des non-vaccinés sont favorables à la vaccination contre 93 % des vaccinés. La confiance dans le gouvernement présente également des différences entre les deux groupes lorsque l'on s'intéresse à l'engorgement des urgences (4 % contre 32 % des vaccinés) et les épidémies (12 % contre 48 %).

Il ne faut toutefois pas oublier que la vaccination ne concerne pas exclusivement la COVID-19, mais il s'agit d'un enjeu bien plus large qui couvre par exemple la vaccination des nourrissons et enfants contre diverses maladies infantiles et également des adultes contre la grippe saisonnière ou encore les pneumocoques. Dans ce contexte, bien que les couvertures vaccinales soient relativement élevées au Québec, elles n'atteignent pas les objectifs du Programme National de Santé Publique (ministère de la Santé et des Services Sociaux, 2019). Il est donc important de continuer à sensibiliser la population aux risques reliés à certaines maladies. Dans le cas de la rougeole par exemple, des données du ministère de la Santé et des services sociaux du Québec montrent que « le seuil de couverture vaccinale nécessaire pour garantir l'immunité collective de la population québécoise [pour la rougeole], établi à 95 %, n'étant pas atteint, l'apparition de cas secondaires, au-delà d'une génération de transmission, et des situations semblables à celles des régions des Laurentides, de Laval et de Montréal sont de plus en plus prévisibles et aucune région n'est à l'abri. La vaccination demeure le moyen le plus efficace et le moins coûteux de contrer la propagation de la maladie au sein de la population. » (Markowski et al, 2019).

Quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être favorable à la vaccination ?

La réponse à cette question est très importante pour mieux cibler les messages de sensibilisation ou pour mieux identifier sur quel levier travailler et ainsi augmenter le succès de programmes d'immunisation.

Au Québec, 87 % des adultes sont favorables à la vaccination. Un modèle de régression logit (1=favorable, 0=opposé) a été estimé afin d'identifier les déterminants de l'acceptabilité sociale de la vaccination (R^2 de 0,618).

En gardant toutes les autres variables constantes, on constate que :

- Beaucoup utiliser la télévision et la radio comme source d'information (OR = 2,303),
- Avoir comme langue maternelle l'anglais,
- Avoir tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement pour gérer la vaccination (OR = 17,623), et
- Percevoir la vaccination comme très bénéfique sur le plan collectif (OR = 25,316)

est associé à une plus grande chance d'être favorable à la vaccination.

À l'inverse et toujours en gardant toutes les autres variables constantes :

- Avoir entre 35 et 54 ans (OR = 0,286)
- Beaucoup utiliser les journaux gratuits pour s'informer (OR = 0,17)

est associé à une plus grande chance d'être opposé à la vaccination.



Ont de plus grandes chances
d'être **favorable**
à la
vaccination



- Ceux qui utilisent beaucoup la radio et la télévision comme source d'information
- Les répondants anglophones
- Ceux qui ont une grande confiance dans le gouvernement pour gérer la vaccination
- Ceux qui considèrent beaucoup de bénéfices pour le Québec à la vaccination

- Ceux qui utilisent beaucoup les journaux gratuits pour s'informer
- Ceux qui ont entre 35 et 54 ans



Ont de plus grandes chances
d'être **opposé**
à la
vaccination

Modèle LOGIT - Déterminants de l'acceptabilité sociale pour la vaccination

		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,112	0,587	2,110	0,744	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,286 (-)	0,072	1,132	0,075	
	18-34 ans	0,391 (-)	0,098	1,562	0,184	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,08 (-)	0,015	0,426	0,003	
	Allophone	0,134 (-)	0,018	0,988	0,049	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,126	0,540	2,348	0,752	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,539 (-)	0,253	1,149	0,109	
	Formation universitaire	0,511 (-)	0,209	1,248	0,140	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,672 (-)	0,232	1,944	0,463	
	Étudiant	3,229	0,595	17,515	0,174	
	Retraité	0,26 (-)	0,048	1,402	0,117	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,735 (-)	0,329	1,643	0,454	
	Plus de 80 000 \$	1,236	0,477	3,202	0,663	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,962 (-)	0,329	2,811	0,943	
	Montréal RMR	1,255	0,635	2,482	0,513	
	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	2,303	1,111	4,776	0,025
Sources d'information	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	2,295	0,826	6,379	0,111
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,17 (-)	0,057	0,509	0,002
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,141	0,528	2,466	0,737
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,56 (-)	0,260	1,203	0,137
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,669 (-)	0,287	1,560	0,352
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,92 (-)	0,319	2,648	0,877
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,765 (-)	0,324	1,804	0,540
Niveau de préoccupation pour les risques reliés à la santé publique (sur le plan personnel) (ref.: pas préoccupé)	Préoccupé	0,737 (-)	0,363	1,496	0,398	
Niveau de préoccupation pour les risques reliés à la santé publique (sur le plan collectif) (ref.: pas préoccupé)	Préoccupé	0,779 (-)	0,381	1,595	0,495	
Niveau de risque perçu pour la vaccination (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,648 (-)	0,275	1,525	0,320	
	Grand/Très grand	0,677 (-)	0,299	1,537	0,351	
	Ne sait pas	1,205	0,302	4,802	0,791	
Niveau de confiance pour la vaccination (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	6,696	2,753	16,287	<,001	
	Tout à fait/Plutôt confiance	17,623	7,584	40,954	<,001	
	Aucune opinion	13,888	2,131	90,518	<,001	
Niveau de bénéfices pour la vaccination (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	2,198	0,866	5,580	0,098	
	Très/Plutôt bénéfique	25,316	10,532	60,851	<,001	
	Ne sait pas	1,027	0,230	4,588	0,972	
Constante		15,890			0,023	

p<0,05

p<0,1

Tableau 8 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale de la vaccination (Baromètre CIRANO 2021)

L'ACCÈS AUX URGENCES ET AUX SERVICES DE SANTÉ

L'engorgement des urgences et l'accès aux services de santé toujours perçus comme très risqués, mais la confiance dans le gouvernement pour gérer ces deux enjeux est en nette augmentation

ENGORGEMENT DES URGENCES

L'engorgement des urgences dans les hôpitaux et la difficulté d'accéder aux services de santé font partie des enjeux perçus comme les plus risqués par les Québécois en 2021 en se classant respectivement au 1^{er} et 4^e rang des 54 enjeux à l'étude en termes de risque perçu. L'engorgement des urgences est même le seul en 2021 à avoir un niveau de risque perçu moyen supérieur à 4, c'est-à-dire supérieur à un niveau de risque « grand ». Ce dernier fait en outre partie du Top 3 des projets/enjeux perçus comme les plus à risque par les Québécois depuis 2011. Le risque lié à la difficulté d'accéder aux services de santé se différencie de l'engorgement des urgences et correspond davantage à la difficulté d'obtenir un médecin de famille, aux délais pour voir un spécialiste, aux délais pour une chirurgie, etc.

Le contexte pandémique a bien sûr mis en lumière encore plus nettement et rendu concret la problématique de l'engorgement des urgences alors que des statistiques étaient présentées presque tous les jours au plus fort de la crise sur le nombre de lits disponibles dans les hôpitaux et que l'actualité faisait état d'interruption de services dans certaines urgences (pensons à la fermeture de l'urgence de l'hôpital de Gatineau, à la fin juin, qui a suscité beaucoup d'inquiétude au sein de la population ou encore les heures d'ouverture réduites de l'urgence de l'hôpital de Coaticook entre le 14 juillet et le 16 août 2021¹⁰)

Bien qu'il existe des disparités régionales relativement à l'accès aux urgences (lorsque l'on regarde les données publiques du taux d'occupation des urgences hebdomadaires (ministère de la Santé et des Services Sociaux, 2021)), nos résultats n'évoquent aucune différence dans le niveau de risque perçu selon les différentes régions du Québec. Accéder aux services de santé est toutefois perçue comme plus risquée par les répondants de la grande région de Montréal en comparaison des autres régions (72 % pour les habitants de Montréal contre 65 % pour les autres régions (hors Québec RMR)). Plus globalement, les résidents de milieu urbain sont 70 % à percevoir un risque élevé pour l'accès aux services de santé contre 62 % pour les habitants de milieu rural.

Plus précisément, l'engorgement des urgences est considéré comme « risqué ou très risqué » par 77 % des répondants, alors que la difficulté d'accès aux services de santé l'est par 69 % d'entre eux. Ces niveaux de risques étaient similaires en 2018, à 79 % et 70 % respectivement. Ainsi, malgré l'impact de la pandémie de COVID-19, le risque pour ces

¹⁰ Source : Archambault Héloïse et Duchaine Hugo, (2021). « Hopitaux : fermé pour l'été, faute de personnel », article Journal de Montréal, 23 juillet. <https://www.journaldemontreal.com/2021/07/23/hopitaux-ferme-pour-lete-faute-de-personnel>

enjeux n'a pas augmenté. En parallèle de ce constat, la confiance de la population dans la capacité du gouvernement à gérer ces enjeux est basse : 58 % des répondants n'ont plutôt pas ou pas du tout confiance en ce qui concerne la gestion de l'engorgement des urgences et 51 % pour les difficultés d'accès aux services de santé. En revanche, il est intéressant de noter que la proportion des Québécois accordant une grande confiance envers le gouvernement dans la gestion de ces deux enjeux a doublé entre 2018 et 2021 : 7 % avaient tout à fait ou plutôt confiance envers le gouvernement pour gérer l'enjeu de l'accès aux services de santé alors qu'ils sont maintenant 15 % ; pour l'engorgement des urgences, la proportion de ceux qui ont tout à fait ou plutôt confiance est passée de 6 % en 2018 à 11 % en 2021. Une explication sur cette hausse du niveau de confiance pourrait venir de la transparence dont le gouvernement fait preuve dans ce dossier. En effet, le ministère de la Santé et des Services sociaux met à la disposition du public les temps d'attente estimés dans les urgences du Québec avec une mise à jour chaque heure (IndexSanté, 2021) (ainsi que le nombre de patients sur civière, le taux d'occupation de celles-ci et le nombre de patients sur civière pour plus de 24 et 48 heures pour chaque établissement dans l'ensemble des régions du Québec).

ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ

L'accès aux services de santé est un enjeu important pour le Québec. Selon des données de l'OCDE pour 2017 (qui est l'année la plus récente disponible pour des comparaisons) l'accès à un médecin régulier ou le temps d'attente pour voir un spécialiste se situe pour le Québec en dessous non seulement de la moyenne internationale des pays de l'OCDE (par exemple, 84,6 % ont un médecin régulier ou un endroit régulier de soins au Québec alors que cette proportion est de 94,6 % pour la moyenne de l'OCDE), mais également en dessous de la moyenne canadienne (92,1 %) (Institut Canadien d'Information sur la Santé, 2019).

La proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour l'accès aux services de santé a constamment diminué (bien que légèrement) en passant de 77 % en 2011 à 69 % en 2021, et c'est surtout l'augmentation du niveau de confiance qui est à noter (la proportion des Québécois qui ne faisaient pas du tout ou plutôt pas confiance au gouvernement pour gérer cet enjeu oscillait entre 64 et 70 % entre 2011 et 2018, et elle se situe à 51 % en 2021). Ces variations peuvent peut-être s'expliquer en regardant les statistiques de la Régie de l'assurance qui montrent que, bien que la population québécoise admissible inscrite auprès d'un médecin de famille ait reculé de 0,6 point de pourcentage pour atteindre 81,4 % en 2020, elle a grandement augmenté depuis 2011, passant de 56 % en 2011 à 81,4 % en 2021.

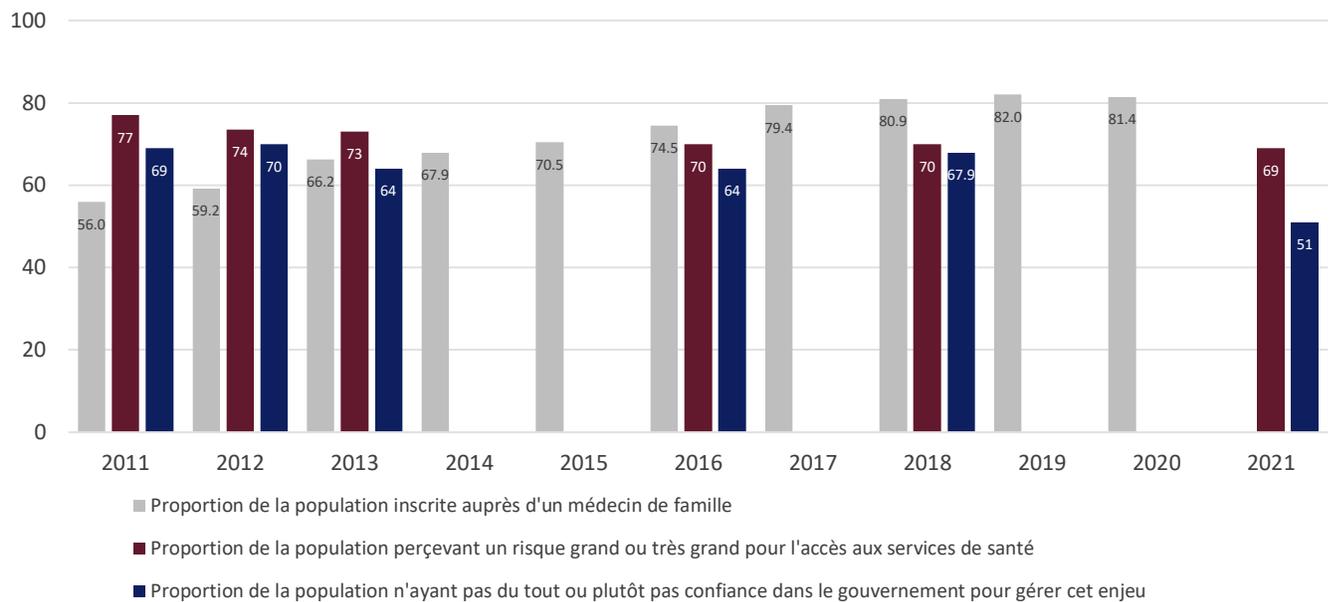


Figure 26 : Comparaison des perceptions et de la réalité concernant l'accès à un médecin de famille au Québec (Source : Institut de la Statistique du Québec, 2021 et Baromètre CIRANO 2021)

Quel est le profil des personnes qui perçoivent un risque élevé pour les enjeux d'accès aux services et aux urgences ?

Finalement, des différences de perceptions existent en fonction d'autres variables sociodémographiques. Le tableau qui suit donne un bref portrait pour celles qui sont significatives (les cases laissées blanches indiquent que les différences n'étaient pas significatives). Plus particulièrement, certains répondants sont plus nombreux à percevoir de grands risques pour ces deux enjeux : les femmes, les plus de 55 ans, ceux qui n'ont pas d'enfant, les retraités (uniquement pour les urgences).

		Proportion percevant un risque grand ou très grand		Proportion n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer	
		Engorgement des urgences	Difficulté d'accéder aux services de santé	Engorgement des urgences	Difficulté d'accéder aux services de santé
Milieu de vie	Urbain		70 %	60 %	54 %
	Rural		62 %	48 %	43 %
Sexe	Homme	73 %	65 %		
	Femme	80 %	72 %		
Âge	18-34 ans	66 %	60 %		
	35-54 ans	74 %	65 %		
	55-74 ans	86 %	79 %		
Scolarité	Primaire/secondaire				45 %
	Collégial – préuniv.				53 %
	Universitaire 1 ^{er} cycle				57 %
	Univ. 2 ^e et 3 ^e cycle				57 %
Enfants	Absence d'enfant	79 %	71 %		
	Présence d'enfants	69 %	61 %		
Occupation	Personne active	73 %	65 %		
	Personne inactive	76 %	72 %		
	Étudiant	61 %	57 %		
	Retraité	86 %	76 %		

Tableau 9 : Différences de perceptions sur les enjeux de santé en fonction de variables sociodémographiques (Baromètre CIRANO 2021)

LES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

Le Québec est une terre d'innovation et un berceau pour de nombreuses nouvelles technologies. Investissement Québec subventionne de nombreux projets et pousse les entreprises à innover toujours davantage. Les enjeux liés aux nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle ou les objets connectés ou bien ceux liés à la génétique ou aux nanotechnologies sont au cœur de l'activité de nombreuses entreprises québécoises. Ainsi, il est important de considérer le ressenti des populations sur ces sujets. Globalement, les préoccupations des Québécois liées aux innovations technologiques sont plutôt faibles, aussi bien sur le plan personnel que collectif. Les innovations technologiques sont perçues dans leur ensemble comme présentant peu de risque, avec un niveau de bénéfices perçu supérieur au risque et le niveau de confiance dans le gouvernement pour les gérer est relativement très fort.

L'utilisation des objets connectés n'est pas considérée comme un enjeu très risqué et représente l'enjeu qui recueille le plus de confiance parmi les enjeux liés à des innovations technologiques. Il existe toutefois des inquiétudes en lien avec la confidentialité des données. D'ailleurs, 58 % des Québécois évaluent la confidentialité des données comme étant un enjeu avec un risque grand ou très grand (enjeu perçu le plus risqué parmi les enjeux d'innovations) et 48 % de la population ne fait pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu (le plus bas taux de confiance dans le gouvernement parmi les enjeux d'innovations).

Une catégorie de risques

Risques liés aux innovations technologiques

6 enjeux

Nanotechnologies

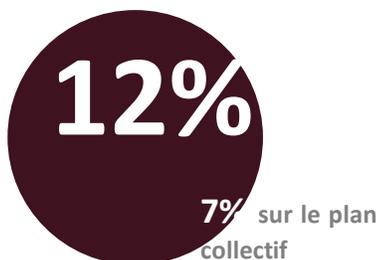
Génétique et Génomique dans la santé

Ondes électromagnétiques

Objets connectés à Internet

Aliments à OGM

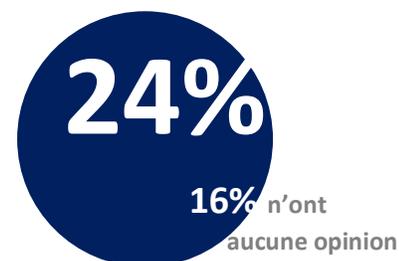
Confidentialité des données sur Internet



Proportion des Québécois qui classent les risques liés aux innovations technologiques parmi leurs deux principales préoccupations sur le plan personnel



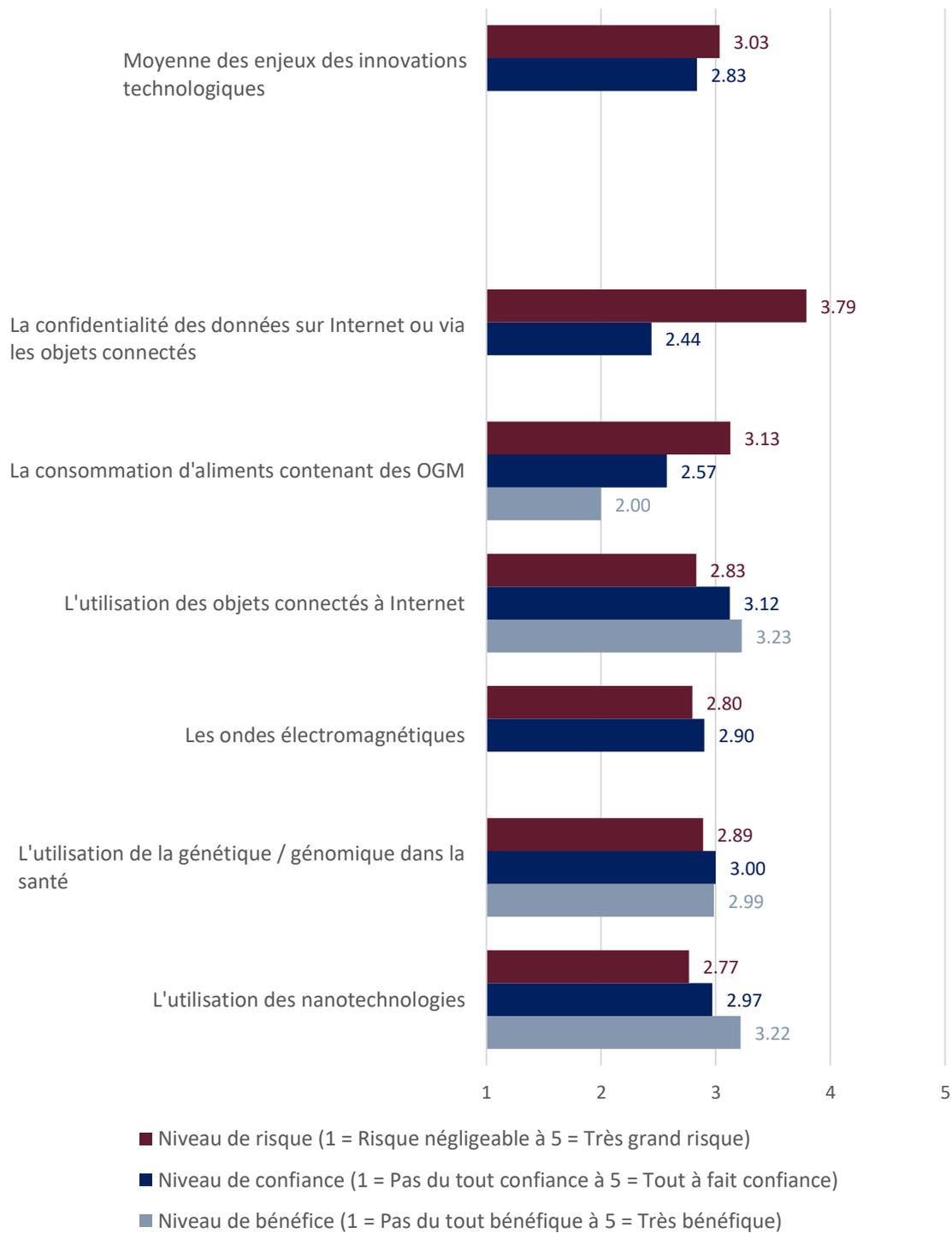
Proportion des Québécois percevant un risque « grand ou très grand » pour l'ensemble des enjeux d'innovations technologiques



Proportion des Québécois ayant « plutôt ou tout à fait confiance » dans le gouvernement pour la gestion de l'ensemble des enjeux d'innovations technologiques



Figure 27 : Moyennes des niveaux de risque, confiance et bénéfiques (4 enjeux seulement) pour les enjeux liés aux innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)





Niveau de **risque** pour les enjeux des innovations technologiques

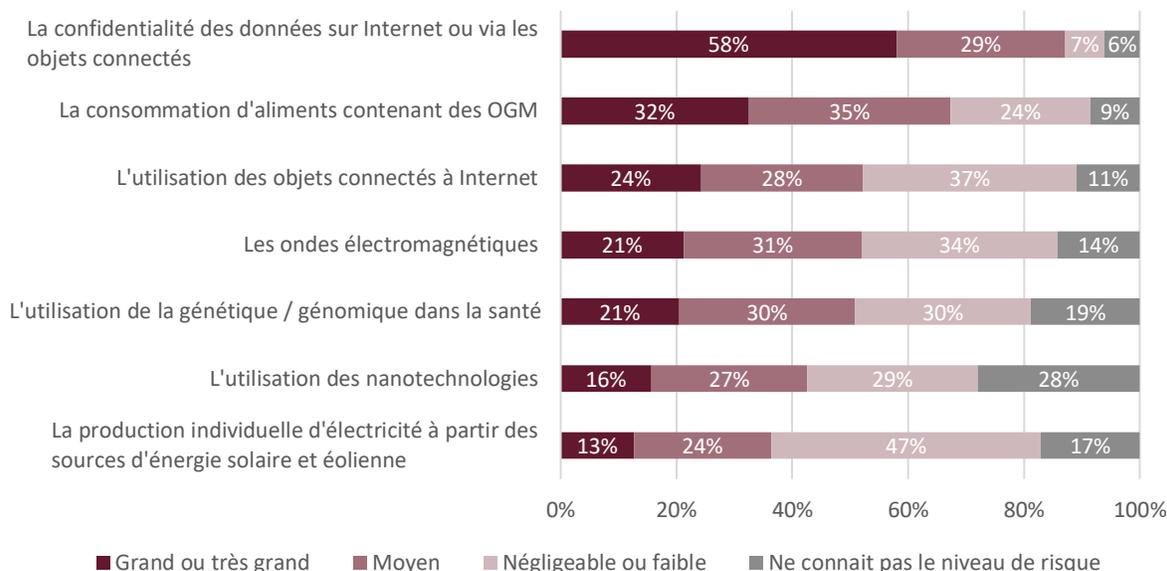


Figure 29 : Niveau de risque perçu pour le Québec pour les enjeux des innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)

Niveau de **confiance** pour les enjeux des innovations technologiques

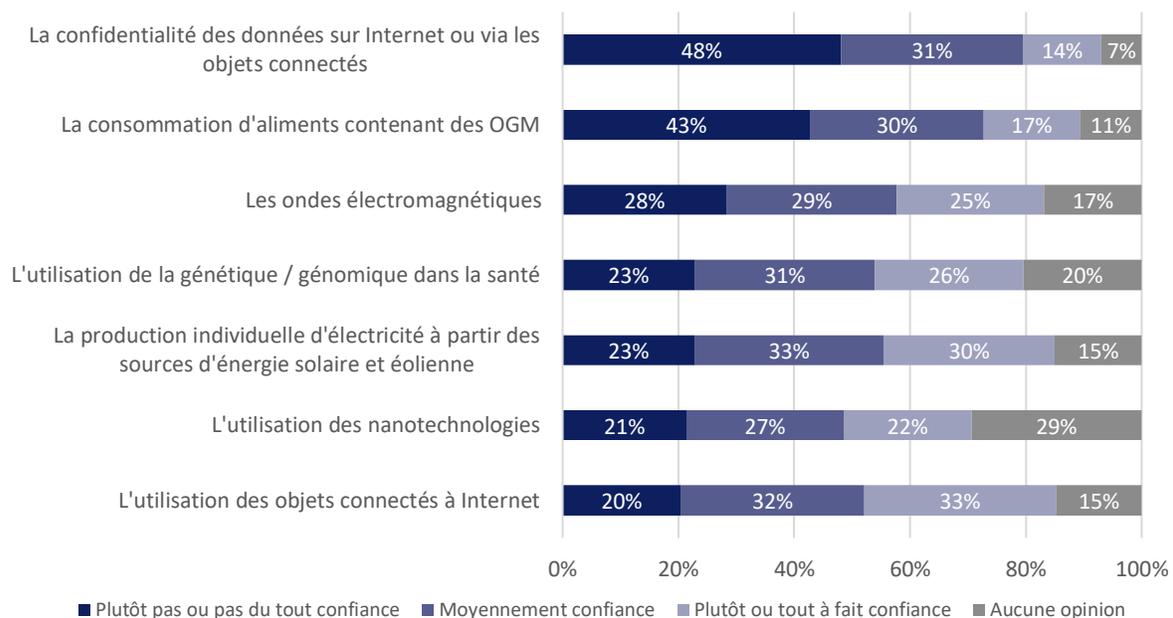


Figure 28 : Niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer les enjeux des innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)



Les innovations technologiques : des enjeux perçus comme peu risqués, mais surtout méconnus

Globalement, les préoccupations des Québécois liées aux innovations technologiques sont plutôt faibles par rapport aux autres catégories à l'étude, aussi bien sur le plan personnel que collectif. Ainsi, 12 % des Québécois placent les innovations technologiques dans leurs deux principales préoccupations sur un plan personnel (en baisse par rapport à 2018 (15 %)), et seulement 7 % sur un plan collectif (la proportion était identique en 2018). Cette catégorie est d'ailleurs en dernière place du classement des préoccupations pour le Québec parmi les 10 catégories à l'étude (à l'instar des précédentes éditions du Baromètre CIRANO de 2016 et 2018).

Les hommes et les francophones sont plus nombreux respectivement que les femmes et ceux qui ont une langue maternelle autre que le français à être préoccupés sur le plan personnel par les risques liés aux innovations technologiques.

Sur un plan collectif, il existe de fortes disparités du point de vue des occupations. Les inactifs vont en effet être beaucoup plus nombreux à être préoccupés que les autres sur le sujet des innovations technologiques (15 % contre 7 % des actifs, 7 % des retraités et 2 % des étudiants). Enfin, les personnes avec enfants sont plus nombreuses à être préoccupées à propos des innovations technologiques, ainsi que les personnes vivant en milieu rural.

Pour plusieurs enjeux liés aux innovations technologiques, la proportion des Québécois exprimant une méconnaissance des niveaux de risque ou une incapacité à évaluer le niveau de confiance envers le gouvernement est relativement importante. Ainsi, 28 % des Québécois ne savent pas évaluer le niveau de risque de l'utilisation des nanotechnologies et près de 20 % pour l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé. 29 % des Québécois n'ont aucune opinion sur le niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer les nanotechnologies et 20 % pour la génétique dans la santé. Ces parts importantes conditionnent nécessairement l'évaluation objective des niveaux de risque et de confiance. D'ailleurs et de façon cohérente, 27 % des Québécois affirment ne pas savoir évaluer l'ampleur des bénéfices pour les nanotechnologies et cette proportion est de 24 % pour la génétique/génomique. 30 % ne savent pas s'ils sont favorables ou opposés à l'utilisation des nanotechnologies et 23 % à l'utilisation de la génétique et la génomique.

Les OGM massivement rejetés

La consommation des aliments contenant des OGM suscite de l'inquiétude auprès des Québécois. Ils sont en effet une forte majorité à considérer que ce n'est plutôt pas ou pas du tout bénéfique pour le Québec (64 %). De plus, ils sont 73 % à y être opposés personnellement. Cela s'explique par le risque perçu comme grand ou très grand, à hauteur de 32 %. La confiance dans le gouvernement pour gérer ce sujet est très faible, 43 % des Québécois n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance.



LES DONNÉES SUR INTERNET

Les objets connectés inspirent confiance...

La multiplication des objets connectés, comme les montres intelligentes ou les assistants personnels intelligents, ne semble pas inquiéter outre mesure les Québécois à propos de leur sécurité. En effet, seulement une personne sur quatre considère que cela pourrait représenter un risque grand ou très grand (proportion semblable à celle de l'édition 2018 du *Baromètre CIRANO*). Plus précisément, les anglophones vont être moins nombreux à considérer les objets connectés comme pouvant présenter un risque grand ou très grand (9 % pour les anglophones contre 22 % pour les allophones et 26 % pour les francophones). De plus, ceux qui touchent moins de 40 000 \$ vont être plus nombreux que ceux qui touchent plus de 80 000 \$ à considérer que les objets connectés présentent un risque grand ou très grand (respectivement 29 % contre 20 %).

Ce faible niveau de risque perçu peut s'expliquer par une confiance assez forte dans le gouvernement pour gérer cet enjeu : 33 % des Québécois affirment avoir plutôt ou tout à fait confiance, ce qui en fait l'enjeu qui recueille le plus de confiance parmi les enjeux liés à des innovations technologiques. Cette confiance est également considérablement plus élevée qu'en 2018 où seulement 18 % de la population affirmait avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu. Les anglophones sont moins nombreux que les autres à avoir confiance dans le gouvernement pour traiter cet enjeu (20 % pour les anglophones contre 35 % pour les allophones et 35 % pour les francophones). Enfin, les étudiants sont plus nombreux que les autres à avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement (52 % pour les étudiants, 33 % des actifs, 31 % des retraités et 29 % des inactifs).

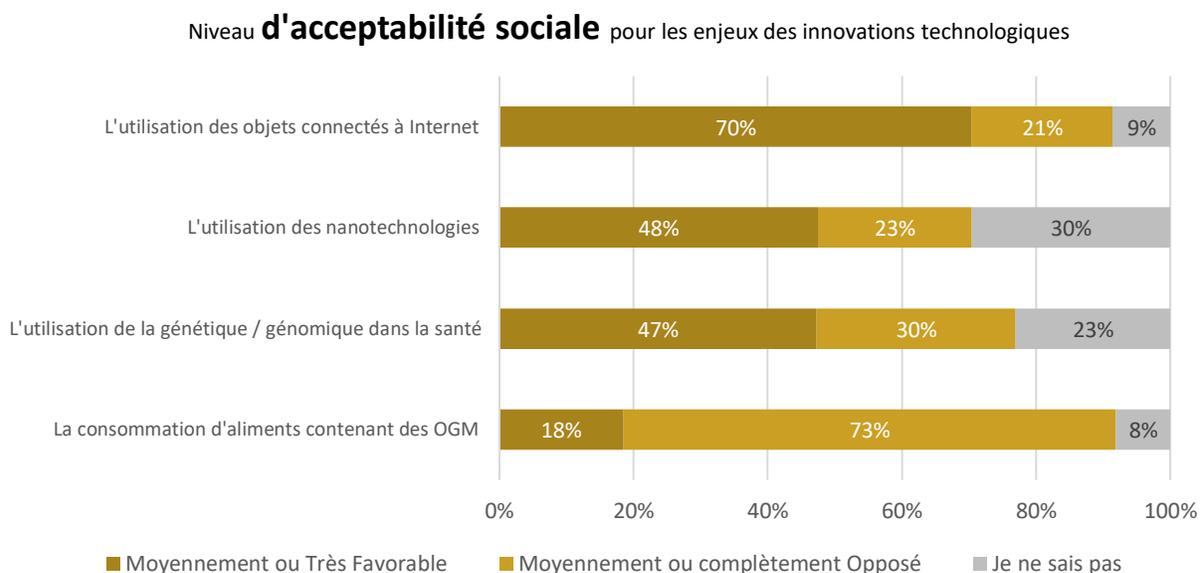


Figure 30 : Niveau d'acceptabilité sociale pour les enjeux des innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)



L'utilisation des objets connectés à Internet est considérée comme étant plutôt ou très bénéfique pour 38 % des Québécois (en hausse par rapport à 31 % en 2018). Les profils sociodémographiques sont très structurants pour l'évaluation des bénéfices des objets connectés. Ainsi, les femmes vont être moins nombreuses à percevoir un bénéfice grand ou très grand que les hommes (35 % contre 42 %). De plus, les 18-34 ans (41 %) et les 35-54 ans (43 %) sont plus nombreux à percevoir un bénéfice grand ou très grand, comparativement aux 55-74 ans (34 %) et les plus de 75 ans (30 %). Les étudiants et les actifs vont également être plus nombreux que les inactifs et les retraités à percevoir de grands bénéfices (respectivement 48 % et 42 % contre 26 % et 33 %). Enfin, ceux qui touchent plus de 80 000 \$ sont aussi plus nombreux que les autres à trouver un bénéfice plutôt grand ou très grand aux objets connectés, tout comme les personnes en couple et ceux avec enfants.

L'ensemble de ces éléments fait en sorte que les Québécois se déclarent favorables à l'utilisation des objets connectés à Internet, dans une très forte majorité (70 %, en hausse par rapport à 65 % en 2018). Au sein des enjeux des innovations technologiques, l'utilisation des objets connectés à Internet est une technologie pour laquelle les Québécois sont les plus favorables. Les habitants de la région de Québec, les francophones, les personnes en couple ainsi que ceux qui touchent plus de 80 000 \$ sont plus nombreux à être favorables aux objets connectés. À l'inverse, ceux qui touchent moins de 40 000 \$ sont moins nombreux que les autres à être favorables à cet enjeu.

Bénéfices pour le Québec pour les enjeux des innovations technologiques

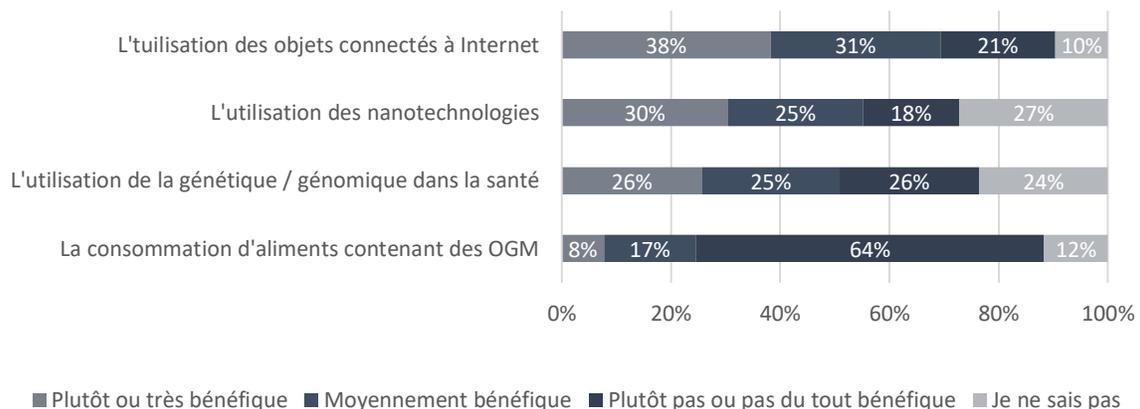


Figure 31 : Niveau de bénéfices perçus pour le Québec pour les enjeux des innovations technologiques (Baromètre CIRANO 2021)



... Mais la confidentialité des données est au cœur des préoccupations.

L'utilisation des objets connectés à Internet soulève nécessairement des inquiétudes en termes de confidentialité des données. D'ailleurs, 58 % des Québécois évaluent la confidentialité des données comme étant un enjeu avec un risque grand ou très grand, ce qui le place comme enjeu perçu le plus risqué parmi les enjeux d'innovations technologiques (proportion semblable à 2018). Les récentes révélations de fuite de données par des institutions financières comme Desjardins (Joncas, 2021) ou encore plus récemment par la Banque Laurentienne (Dufour, 2021) renforcent le sentiment de faible protection pour les données des Québécois. D'ailleurs le risque perçu pour les cyberattaques a augmenté en 2021 : 60 % des Québécois perçoivent en 2021 un risque grand ou très grand pour les cyberattaques contre 48 % en 2018.

Le partage des données est pourtant un enjeu très important et primordial afin de pouvoir utiliser l'ensemble des données recueillies par les objets connectés à leur plein potentiel et en faciliter la valorisation. Bien entendu, certains verront à ce partage un moyen pour des entreprises privées de mieux connaître les comportements des consommateurs par exemple (cela va d'ailleurs prendre de l'ampleur avec les maisons qui sont de plus en plus connectées), mais le partage des données est un concept plus large qui peut faciliter entre autres l'avancement des connaissances. Dans ce contexte, un partage avec la communauté de chercheurs est important. Le gouvernement du Québec vient d'ailleurs de déposer à l'Assemblée nationale le projet de loi 19¹¹ qui vise à « faciliter et sécuriser le transfert de renseignements personnels à l'intérieur du réseau de la santé et des services sociaux. Cela inclut les chercheurs, pour les aider à faire des découvertes plus vite, afin d'améliorer les soins » (Malboeuf, 2021). À ce titre, bien que les Québécois semblent être préoccupés par la confidentialité des données, un sondage de Léger à la suite de l'annonce du projet de loi sur le partage des données de santé a montré que « près de 80 % des sondés ont répondu qu'ils accepteraient que les chercheurs aient accès à leurs données de santé, pourvu qu'elles ne permettent pas de les reconnaître. » (Malboeuf, 2021).

Du point de vue des profils sociodémographiques, l'âge semble être déterminant. Ainsi, les répondants plus âgés sont plus nombreux à percevoir un risque élevé que les plus jeunes (65 % de risque grand ou très grand pour les plus de 55 ans, contre 51 % pour les 18-34 ans et 55 % des 35-54 ans). De manière cohérente avec la pyramide des âges, les retraités sont plus nombreux que les actifs à percevoir un niveau de risque élevé pour la confidentialité des données. Les personnes sans enfant sont plus inquiètes que celles avec enfants par la confidentialité des données. Notons que les personnes sans enfant incluent également les plus âgés, ce qui peut expliquer une partie de cette différence. Enfin, les personnes habitant en zone rurale et les femmes sont plus nombreuses à évaluer un

¹¹ Source : Projet de loi n°19 - Loi sur les renseignements de santé et de services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives. <http://m.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-19-42-2.html>



risque élevé pour cette catégorie (respectivement que les personnes habitant en zone urbaine et les hommes).

Finalement, il est intéressant de constater qu'il n'y a pas de différences significatives dans les proportions de Québécois qui considèrent que la confidentialité des données représente un risque grand ou très grand selon que les répondants utilisent ou non beaucoup les réseaux sociaux comme source d'information. En revanche, lorsque l'on s'attarde au niveau de confiance, dans ce cas, 17 % de ceux qui utilisent beaucoup ou énormément les réseaux sociaux pour s'informer ont confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu de la confidentialité des données contre seulement 12 % de ceux qui n'utilisent pas beaucoup les réseaux sociaux.

Finalement, la confidentialité des données est l'enjeu qui recueille le plus bas taux de confiance dans le gouvernement avec près d'une personne sur deux n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance (48 %). En revanche, cette confiance a augmenté depuis 2018 puisque qu'il s'agissait de 53 % des Québécois qui affirmaient ne pas avoir du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu.

Dans ce contexte, on peut se demander quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être favorables à l'utilisation des objets connectés.

Quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être favorable à l'utilisation des objets connectés?

La réponse à cette question est très importante, vu l'augmentation des objets connectés et il va être important que les Québécois se sentent en sécurité (et le soient). Les résultats pourraient être utiles pour mieux identifier les sources de craintes et ainsi mieux cibler les politiques publiques à mettre en place pour augmenter l'adhérence de plus de Québécois encore aux nouvelles technologies.

Au Québec, 70 % des adultes sont favorables à l'utilisation d'objets connectés. Un modèle de régression logit (1=favorable, 0=opposé) a été estimé afin d'identifier les déterminants de l'acceptabilité sociale de l'utilisation des objets connectés (R^2 de 0,479).

En gardant les autres variables constantes, on constate que :

- percevoir l'utilisation des objets connectés comme moyennement ou très bénéfique sur le plan collectif (très bénéfique : OR = 23,719),
- avoir une grande confiance pour la gestion de l'utilisation des objets connectés par le gouvernement (OR = 8,814)

est associé à une plus grande acceptabilité pour l'utilisation des objets connectés.



À l'inverse, en gardant toujours les autres variables constantes,

- Avoir moins de 35 ans (OR=0,478),
- Être francophone (OR = 0,401),
- Beaucoup utiliser les amis et la famille comme source d'information (OR = 0,612)
- Percevoir un niveau de risque élevé pour l'utilisation des objets connectés (OR = 0,584) et un niveau de risque élevé pour la confidentialité des données (OR = 0,188)

est associé à une plus grande opposition pour l'utilisation des objets connectés.



Modèle LOGIT - Déterminants de l'acceptabilité sociale pour les objets connectés

		OR	CI (OR)	p
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,158	0,758 1,770	0,497
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,519 (-)	0,232 1,158	0,109
	18-34 ans	0,478 (-)	0,203 1,124	0,091
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,401 (-)	0,179 0,896	0,026
	Allophone	0,351 (-)	0,099 1,248	0,106
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,781 (-)	0,461 1,324	0,359
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,974 (-)	0,586 1,618	0,918
	Formation universitaire	0,997 (-)	0,558 1,779	0,991
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,742 (-)	0,321 1,713	0,484
	Étudiant	1,265	0,347 4,609	0,722
	Retraité	0,547 (-)	0,209 1,427	0,217
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	1,151	0,668 1,982	0,613
	Plus de 80 000 \$	1,355	0,730 2,516	0,336
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,713	0,783 3,747	0,178
	Montréal RMR	0,743 (-)	0,475 1,161	0,192
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,383 0,873 2,193	0,167
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,784 (-) 0,468 1,313	0,355
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,658 (-) 0,318 1,363	0,260
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,224 0,752 1,992	0,415
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,441 0,846 2,454	0,179
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,612 (-) 0,346 1,084	0,092
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,78 (-) 0,396 1,534	0,471
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,023 0,592 1,766	0,935
Niveau de préoccupation pour les risques reliés aux innovations technologiques (sur le plan personnel) (ref : pas préoccupé)	Préoccupé	1,285	0,707 2,338	0,411
Niveau de préoccupation pour les risques reliés aux innovations technologiques (sur le plan collectif) (ref : pas préoccupé)	Préoccupé	1,040	0,508 2,128	0,915
Niveau de risque perçu pour l'utilisation des objets connectés (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,717 (-)	0,422 1,220	0,220
	Grand/Très grand	0,584 (-)	0,325 1,048	0,072
	Ne sait pas	0,593 (-)	0,226 1,555	0,288
Niveau de risque perçu pour la confidentialité des données (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,269 (-)	0,082 0,877	0,030
	Grand/Très grand	0,188 (-)	0,058 0,605	0,005
	Ne sait pas	0,468 (-)	0,061 3,613	0,467
Niveau de confiance pour l'utilisation des objets connectés (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	2,782	1,643 4,713	<,001
	Tout à fait/Plutôt confiance	8,814	4,415 17,593	<,001
	Aucune opinion	2,032	0,926 4,460	0,077
Niveau de confiance pour la confidentialité des données (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	0,995 (-)	0,606 1,636	0,986
	Tout à fait/Plutôt confiance	0,571 (-)	0,273 1,194	0,137
	Aucune opinion	0,617 (-)	0,163 2,334	0,477
Bénéfices pour l'utilisation des objets connectés (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	8,470	5,188 13,829	<,001
	Très/Plutôt bénéfique	23,719	13,063 43,066	<,001
	Ne sait pas	22,898	6,377 82,214	<,001
Constante		5,368		0,023

p<0,05

p<0,1

Tableau 10 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale des objets connectés (Baromètre CIRANO 2021)

LES ENJEUX INDUSTRIELS

Il est très difficile aujourd’hui de connaître les perspectives du secteur manufacturier pour la prochaine année compte tenu des conséquences négatives de la COVID-19 sur l’économie et le secteur en particulier. Selon le STIQ (2020), « il s’avère hautement spéculatif d’avancer des prévisions ». Toutefois, une certitude est présente : l’environnement et les changements climatiques doivent faire partie intégrante des critères pour prendre des décisions sur des projets industriels. La réduction des émissions des gaz à effet de serre prévue par l’Accord de Paris en 2015 et entérinée par les accords de la COP26 devrait permettre une limitation du réchauffement climatique. Les données de l’agence internationale de l’énergie montrent que les secteurs de l’énergie et du transport jouent un rôle prépondérant dans l’augmentation du taux de pollution ainsi que dans l’épuisement des ressources naturelles (IEA, 2020). Il va être important d’économiser l’énergie, de la produire plus proprement et d’éviter de dégrader l’environnement. Dans ce contexte, qu’en est-il des perceptions des Québécois relativement aux projets industriels et plus précisément aux projets énergétiques ?

2 catégories de risques

Risques industriels

Risques environnementaux et
reliés aux ressources
énergétiques

8 enjeux

Engrais et pesticides

Produits chimiques

Matières dangereuses

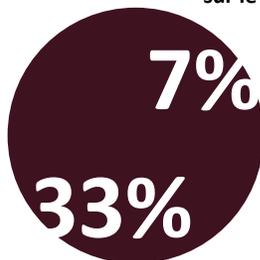
Forêts

Déchets

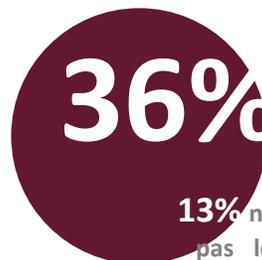
Pétrole

Mines

Proportion des Québécois
qui classent les risques
industriels parmi leurs deux
principales préoccupations
sur le plan personnel

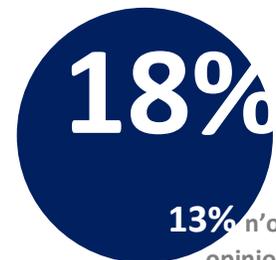


...les risques
environnementaux et les
risques reliés aux ressources
énergétiques



Proportion des Québécois
percevant un risque « grand
ou très grand » pour les
enjeux industriels

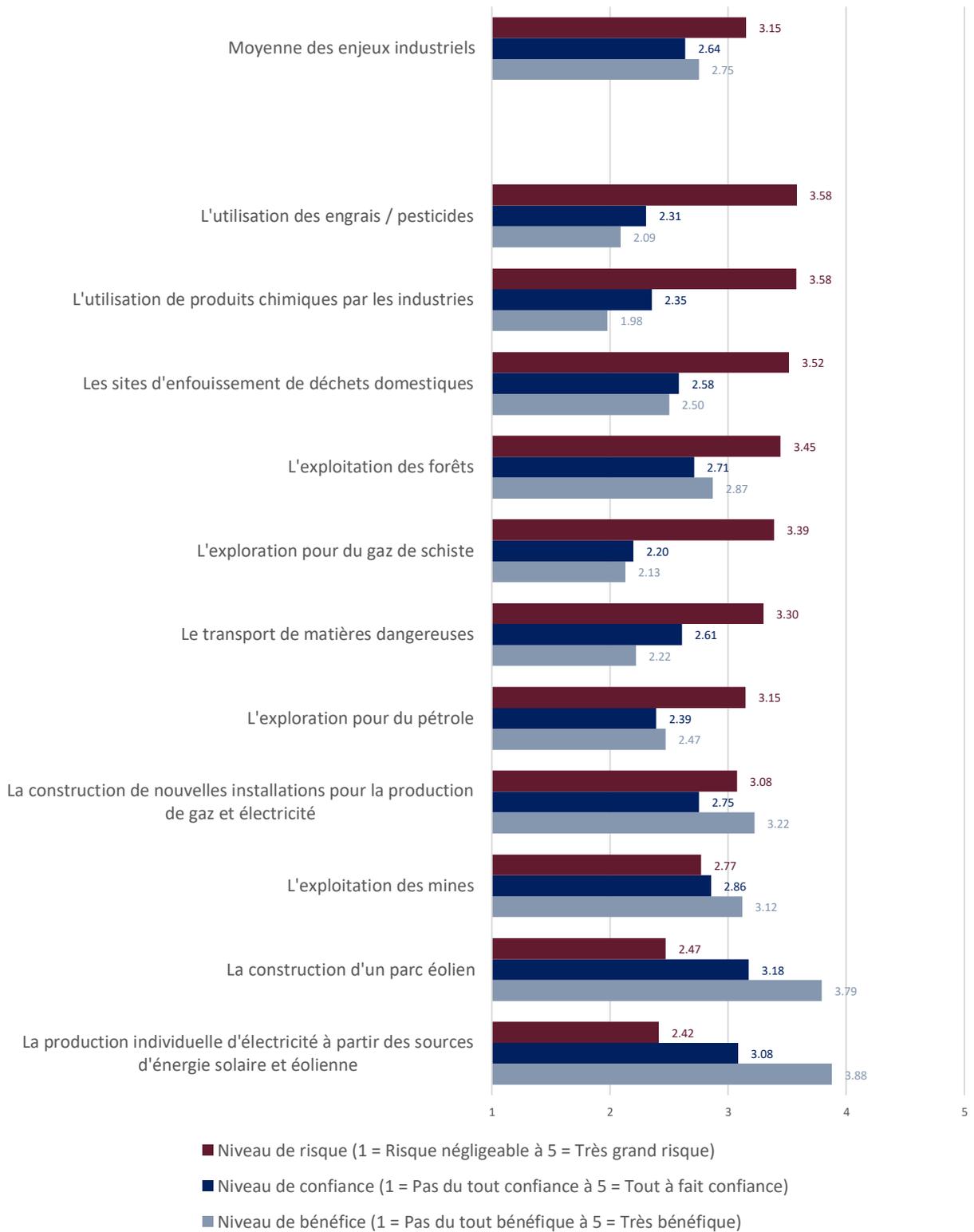
13% ne connaissent
pas le niveau de
risque



Proportion des Québécois
ayant une confiance « grande
ou très grande » pour
l’ensemble des enjeux
industriels

13% n’ont aucune
opinion

Figure 32 : Moyennes des niveaux de risque, confiance et bénéfices pour les enjeux industriels (Baromètre CIRANO 2021)



Niveau de **risque** pour les enjeux industriels

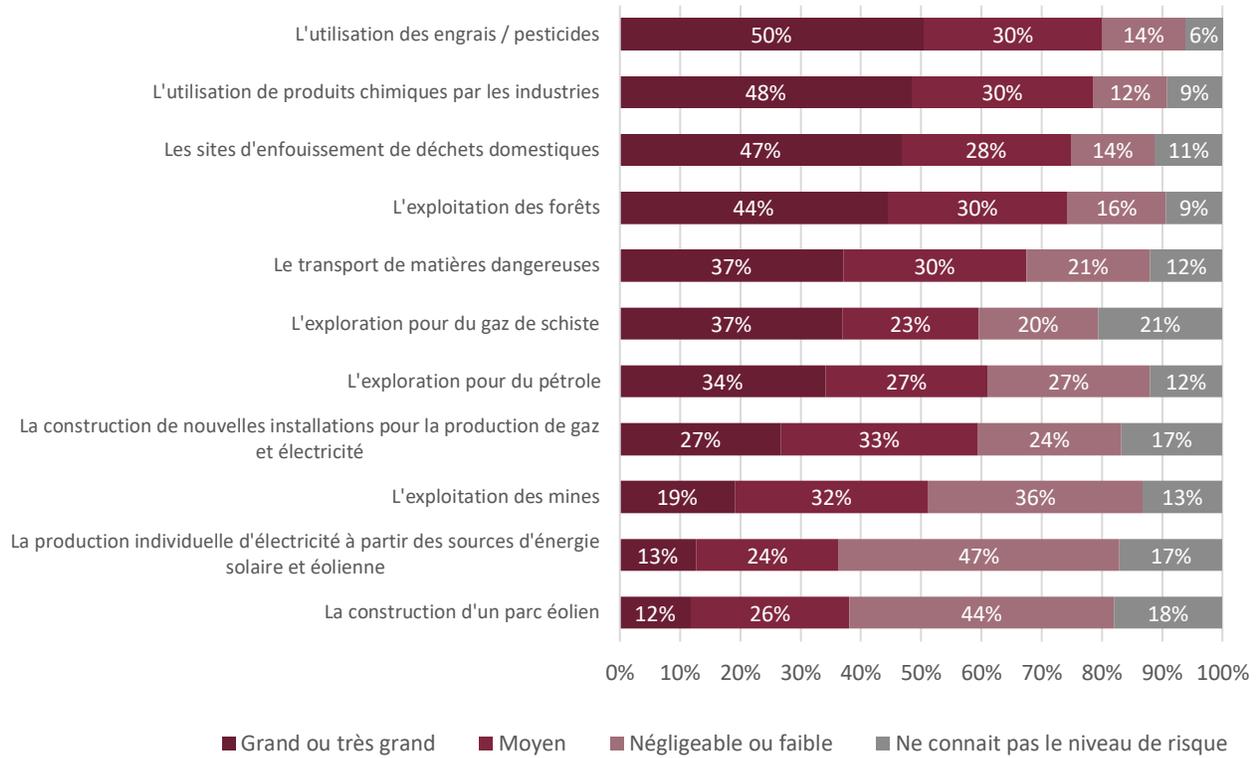


Figure 34 : Niveau de risque perçu pour le Québec pour les enjeux industriels (Baromètre CIRANO 2021)

Niveau de **confiance** pour les enjeux industriels

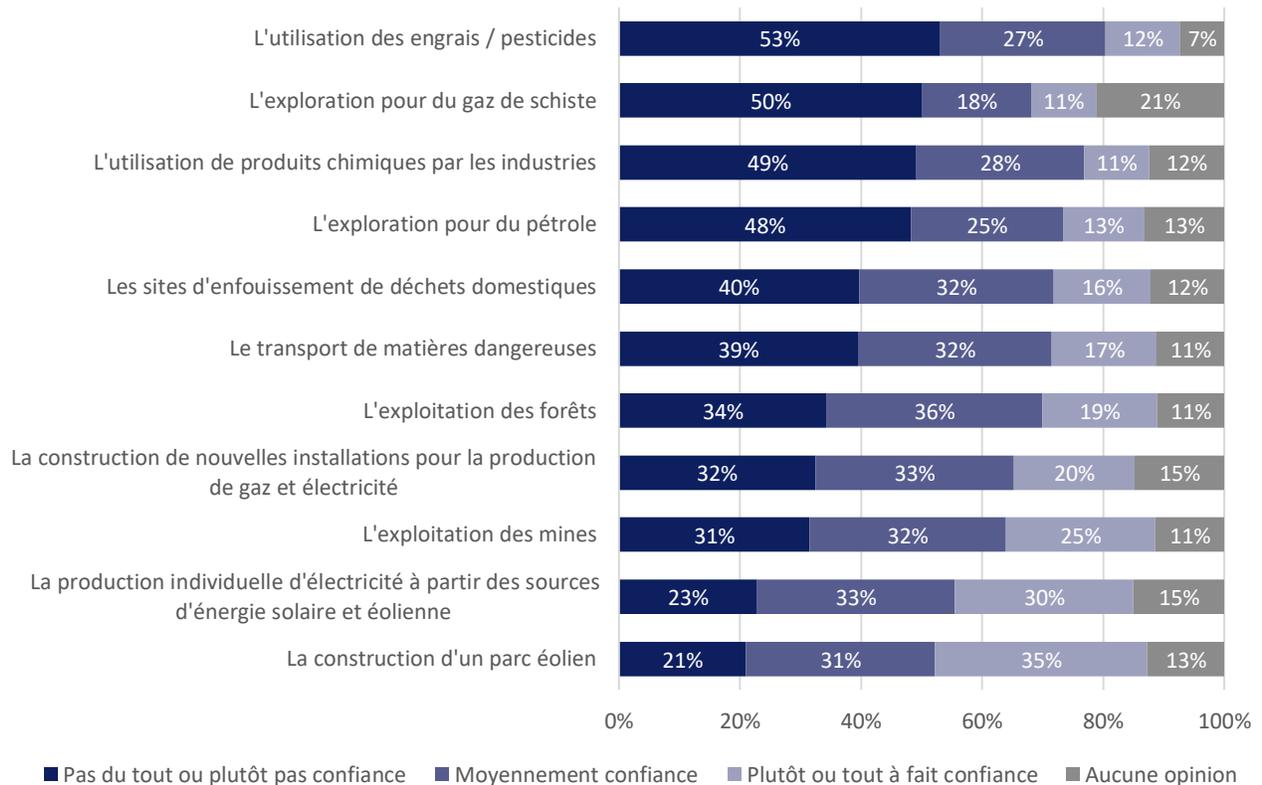


Figure 33 : Niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer les enjeux industriels (Baromètre CIRANO 2021)

Des niveaux de risque perçu et des niveaux de confiance très hétérogènes pour les enjeux industriels

7 % des Québécois sont personnellement préoccupés par les risques industriels (ex. : usine chimique, transport de matières dangereuses, enfouissement des déchets, lignes à haute tension...), ce qui constitue une baisse de 3 points de pourcentage par rapport à 2018. Cette catégorie de risques figure parmi les trois moins préoccupantes (sur 10 à l'étude) depuis 2011.

À l'inverse, 33 % des Québécois ont classé les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (incluant pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière) parmi les deux catégories qui les préoccupent le plus sur le plan personnel (une augmentation de 7 points par rapport à 2018). Cette catégorie de risques fait partie du Top 3 des catégories de risques jugées les plus préoccupantes depuis 2011.

Il existe toutefois des différences significatives en fonction de certaines données sociodémographiques et les différences ne sont pas les mêmes que l'on parle de risques technologiques ou de risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques. Par exemple, les répondants vivant en milieu urbain tout comme les étudiants sont les moins préoccupés par les risques technologiques, mais les plus préoccupés par les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques.

	Québécois les moins préoccupés sur le plan personnel par les risques technologiques	Québécois les moins préoccupés sur le plan personnel par les risques environnementaux et les risques liés aux ressources énergétiques
<i>Région</i>	Les habitants de la grande région de Québec (2 % contre 6 % pour les habitants de Montréal RMR et 9 % pour les autres régions)	
	Les répondants vivant en milieu urbain (6 % contre 10 % des répondants vivant en milieu rural)	Les répondants vivant en milieu rural (29 % contre 34 % des répondants vivant en milieu urbain)
<i>Sexe</i>	Les femmes (5 % contre 9 % des hommes)	
<i>Âge</i>		Les plus de 35 ans (27 % des 35-54 ans, 29 % des 55-74 ans et 36 % des plus de 75 ans contre 45 % des moins de 35 ans)
<i>Occupation</i>	Les étudiants (2 % contre 6 % des personnes actives, 14 % des personnes inactives et 7 % des retraités)	Les personnes inactives (19 % contre 32 % des personnes actives et 69 % des étudiants et 31 % des retraités)

Tableau 11 : Caractéristiques sociodémographiques des Québécois préoccupés par les enjeux technologiques, environnementaux et énergétiques (Baromètre CIRANO 2021)

Cette dichotomie se reflète également lorsque l'on étudie plus en détail les niveaux de risque perçu et les niveaux de confiance pour les enjeux faisant partie de ces deux catégories, regroupés ici sous le vocable enjeux industriels. En effet, autant les enjeux qui touchent les projets impliquant le pétrole et le gaz sont considérés comme risqués, autant les autres enjeux industriels sont globalement considérés comme plutôt peu risqués (la proportion de Québécois percevant des risques grands ou très grands pour ces enjeux étant faible par rapport aux autres enjeux à l'étude). Les mêmes constats peuvent être faits suite à l'analyse des niveaux de confiance dans le gouvernement pour gérer ces enjeux.

Pour la majorité (sept sur onze) des enjeux industriels (mis à part l'exploitation des mines, la construction d'un parc éolien, la production individuelle d'électricité éolienne et solaire et la construction de nouvelles installations pour la production de gaz et d'électricité), les risques sont perçus comme largement supérieurs aux bénéfices.

Perceptions des **risques** et des **bénéfices** des enjeux industriels

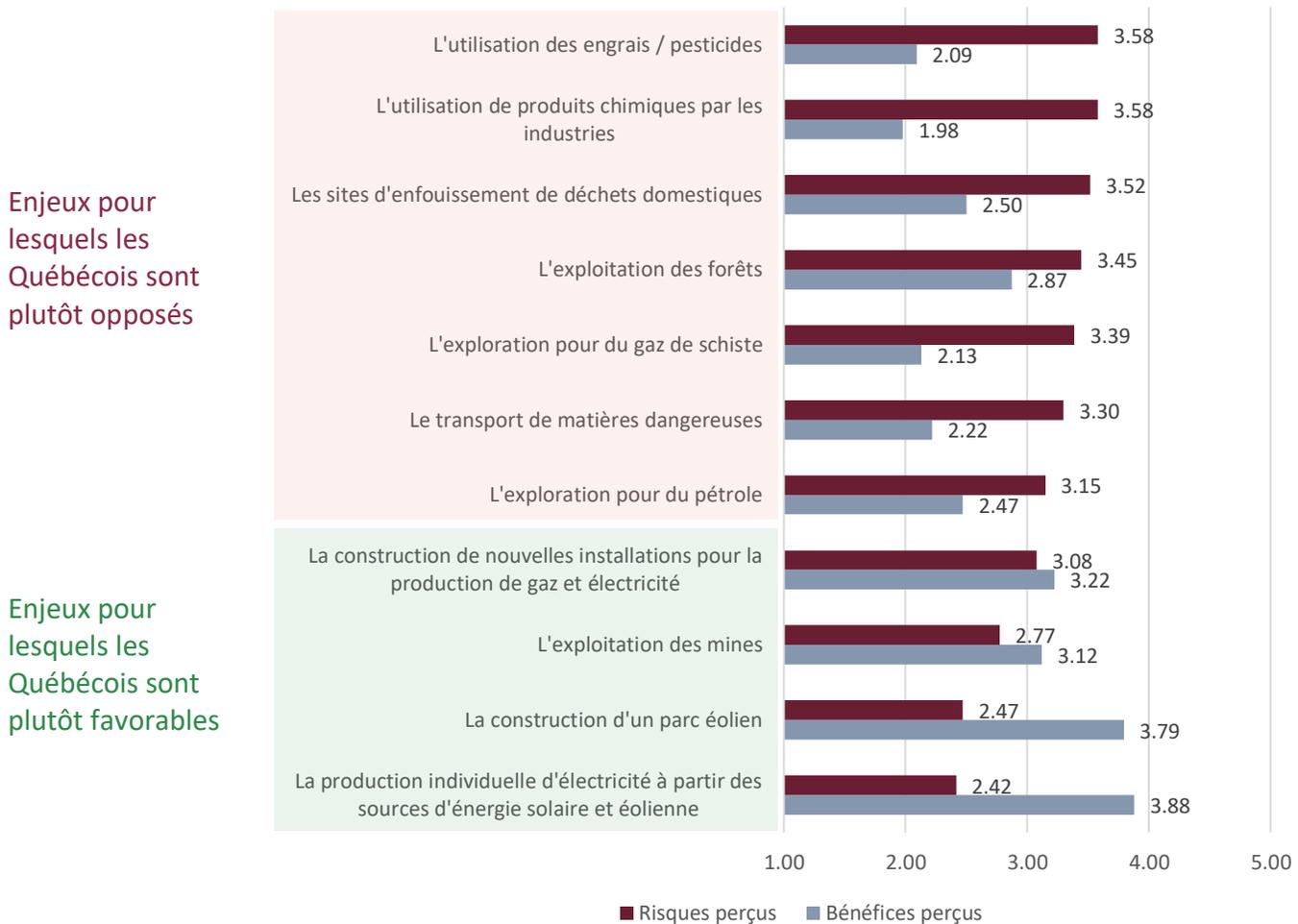


Figure 35 : Niveaux moyens de perceptions des risques et des bénéfices pour les enjeux industriels

LES PROJETS ÉNERGÉTIQUES

Les Québécois plutôt favorables à la construction de nouvelles installations pour la production d'électricité et de gaz (56 % sont favorables), mais opposés à l'exploration pour du pétrole (58 %) ou l'exploration pour du gaz de schiste (63 %)

En ce qui concerne les projets énergétiques, des distinctions sont à faire selon que l'on parle d'exploration pour des sources d'énergie ou de construction de nouvelles installations pour produire de l'électricité ou du gaz. En ce qui a trait aux projets énergétiques, le *Baromètre CIRANO 2021* nous apprend que 63 % des Québécois sont opposés à l'exploration du gaz de schiste et que seulement 12 % d'entre eux perçoivent ce type de projets comme « plutôt ou très bénéfiques » pour l'économie québécoise (les différences avec 2018 ne sont pas significatives). En parallèle, bien que l'exploration pour du pétrole semble toujours plus diviser les Québécois, l'opposition s'est accentuée par rapport à 2018 : 58 % y sont opposés (contre 48 % en 2018) et 19 % y voient des bénéfices (25 % en 2018). Les niveaux de risque perçu pour ces deux enjeux sont sensiblement stables depuis 2018 : 37 % de la population croit que l'exploration du gaz de schiste représente un risque « grand ou très grand » (39 % en 2018) alors que cette proportion atteint 34 % lorsqu'on les questionne sur l'exploration du pétrole (33 % en 2018).

Il existe certaines disparités dans les perceptions des projets énergétiques en fonction de variables sociodémographiques.

	Proportion percevant un risque élevé		Proportion ayant une confiance élevée dans le gouvernement		Proportion étant plutôt favorable	
	Pétrole	Gaz de schiste	Pétrole	Gaz de schiste	Pétrole	Gaz de schiste
TOTAL	34 %	37 %	13 %	11 %	32 %	18 %
<i>Sexe</i>	-	-	Plus les hommes (17 % vs 10 % des femmes)	Plus les hommes (15 % vs 6 % des femmes)	Plus les hommes (37 % vs 27 % des femmes)	Plus les hommes (24 % vs 13 % des femmes)
<i>Âge</i>	Plus les personnes plus âgées (34 % des moins de 35 ans vs 49 % des plus de 75 ans)	Plus les personnes plus âgées (29 % des moins de 35 ans vs 56 % des plus de 75 ans)	Plus les 18-34 ans (18 % vs 10 % 35-54 ans)	Plus les 18-34 ans (14 % contre 8 % des 35-54 ans)	Moins les 18-34 ans (26 % vs 33 % des 35-54 ans, 35 % des 55-74 ans et 37 % des plus de 75 ans)	
<i>Langue</i>	Moins les anglophones (17 % vs 36 % francophones)	Moins les anglophones (12 % vs 40 % francophones)				Moins les francophones (17 % contre 26 % anglophones et 25 %)

						des allophones)
<i>Enfants</i>	Moins ceux qui ont des enfants (28 % contre 36 % avec enfants)	Moins ceux qui ont des enfants (29 % contre 40 % avec enfants)			Plus ceux qui ont des enfants (37 % vs 30 % pour ceux sans enfant)	Plus ceux qui ont des enfants (25 % vs 16 % pour ceux sans enfant)
<i>Occupation</i>		Plus les retraités (48 % contre 31 % des actifs, 36 % des inactifs et 30 % des étudiants)				
<i>Revenu</i>	Moins ceux avec un revenu > 80 000 \$ (29 % vs 40 % des répondants avec un revenu de moins de 40K et 36 % de ceux avec un revenu compris entre 40 et 80 K)	Moins ceux avec un revenu > 80 000 \$ (27 % vs 45 % des répondants avec un revenu de moins de 40K et 41 % de ceux avec un revenu compris entre 40 et 80 K)				

Tableau 12 : Caractéristiques sociodémographiques des Québécois au regard des projets énergétiques (Baromètre CIRANO 2021)

La confiance dans le gouvernement est plus forte chez les hommes, ils y voient plus de bénéfices et sont de la même façon plus favorable. Les moins de 35 ans sont moins nombreux que les plus de 75 ans à considérer que l'exploration pour du pétrole et pour du gaz de schiste présente un risque grand ou très grand et sont plus nombreux que les 35-54 ans à avoir tout à fait ou plutôt confiance dans le gouvernement pour gérer l'enjeu de l'exploration pour du pétrole. Pourtant ils sont moins nombreux que les 35-54 ans à être favorables à l'exploration pour du pétrole. Toutefois, ce résultat, qui pourrait paraître contradictoire, s'explique lorsque l'on examine le niveau de bénéfices perçu. En effet, les moins de 35 ans sont moins nombreux à percevoir des bénéfices élevés or on se souviendra que des modèles multivariés pour expliquer le niveau d'acceptabilité sociale pour l'exploration pour du pétrole (voir chapitre 5) montrait clairement que, en gardant les autres variables constantes, percevoir des bénéfices élevés augmente plus les chances d'être favorable à l'exploration pour du pétrole que d'avoir une grande confiance dans le

gouvernement ou encore de percevoir des risques faibles. De surcroît, pour cet enjeu en particulier, l'évaluation du niveau de bénéfices a beaucoup plus de poids que le niveau de confiance, avec un rapport de plus de 1 pour 13.

Les anglophones sont moins nombreux à considérer que l'exploration pour du gaz de schiste présente un risque grand ou très grand et sont plus nombreux que les francophones à être favorables à l'exploration pour du gaz des schiste.

Globalement, l'exploration pour des énergies fossiles est considérée comme risquée et la confiance dans le gouvernement pour gérer ces projets est très faible. En revanche, les Québécois sont plutôt favorables à la construction de nouvelles installations pour la production d'électricité et de gaz (56 % sont favorables) et 35 % de la population considère ces projets comme « plutôt ou très bénéfiques ».

79 % des Québécois favorables à la construction d'un parc éolien

Au Québec, il faut savoir qu'en 2018 (dernière année disponible), près de 56 % de l'énergie consommée provenait des hydrocarbures (pétrole, gaz naturel, charbon, liquides de gaz naturel), tandis que 44 % étaient d'origine renouvelable (Whitmore et Pineau, 2021). Il est donc important de noter des distinctions à faire en termes de sources d'énergie. Ainsi, lorsque l'on parle de production d'énergie à partir d'éoliennes ou de panneaux solaires (énergies renouvelables), les perceptions sont totalement différentes. Les niveaux de risques perçus sont plutôt faibles et la confiance dans le gouvernement pour gérer ces enjeux, plutôt élevée. 79 % de la population est favorable à la construction de parcs éoliens (en hausse de 5 points par rapport à 2018) ; et c'est seulement 10 % de la population qui ne voit pas ou plutôt pas de bénéfice à cet enjeu (15 % en 2018). 12 % de la population seulement perçoit un risque grand ou très grand.

Le niveau d'acceptabilité sociale pour la construction d'un parc éolien varie en fonction de certaines variables sociodémographiques. Ainsi, les plus jeunes, bien que largement favorables, le sont moins que leurs aînés (74 % des 18-34 ans contre 83 % des 55-74 ans et 87 % des plus de 75 ans). Ceux qui n'ont pas d'enfant (80 % contre 74 % de ceux qui ont des enfants) sont plus nombreux à être en faveur. À l'inverse les personnes inactives sont les moins nombreuses à être en faveur de la construction de parc éolien (64 % d'entre eux contre 77 % des personnes actives, 79 % des étudiants et 85 % des retraités). Finalement, plus le revenu augmente, plus le niveau d'acceptabilité sociale augmente. Bien que les différences ne soient pas nécessairement significatives, il est intéressant de relever les différences entre les régions administratives : les régions les plus favorables étant les Laurentides (83 %), la Mauricie (83 % de Québécois favorables), la Gaspésie/Îles de la Madeleine (92 %) l'Abitibi-Témiscamingue (95 %). Les régions de l'Estrie et l'Outaouais sont les régions pour lesquelles la proportion de Québécois opposés à de tels projets est la plus élevée. L'analyse de la carte des parcs éoliens au Québec montre que de nombreux parcs éoliens sur les 47 en activité se situent en Gaspésie (Farley, 2021).

La production individuelle d'électricité à partir de sources solaires ou éoliennes est également un enjeu très accepté socialement au Québec : 82 % de la population y est favorable. 47 % des répondants considèrent qu'elle représente un risque négligeable ou faible, et 30 % d'entre eux ont plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour la gérer.

Quels sont les facteurs qui augmentent les chances d'être favorable à la construction d'un parc éolien ?

Les projets de construction de parcs éoliens jouissent généralement d'un bon niveau d'acceptabilité sociale, mais il reste que 12 % de la population s'y oppose et bien souvent on voit naître des contestations en lien avec le syndrome « pas dans ma cour ». Dans ce contexte, il est important de mieux identifier les facteurs qui augmentent les chances d'être favorable à la construction d'un parc éolien.

Un modèle de régression logit (1=favorable, 0=opposé) a été estimé afin d'identifier les déterminants de l'acceptabilité sociale de la construction d'un parc éolien (R^2 de 0,467). Les sources d'information ne semblent pas exercer d'influence sur le fait d'être ou non favorable à la construction d'un parc éolien.

En gardant les autres variables constantes, on constate que :

- être une femme (OR = 1,852),
- être anglophone
- avoir confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu (OR=5,736) et surtout percevoir l'éolien comme très bénéfique sur le plan collectif (OR = 28,517)

est associé à une plus grande acceptabilité pour la construction de parc éolien.

À l'inverse, en gardant les autres variables constantes, le fait de percevoir un risque élevé pour la construction de parc éolien est associé à une plus grande opposition pour ces projets.

Modèle LOGIT - Déterminants de l'acceptabilité sociale pour la construction de parc éolien

		OR	CI (OR)	p
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1,852	1,084 3,163	0,024
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,699 (-)	0,262 1,864	0,475
	18-34 ans	0,483 (-)	0,166 1,404	0,181
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,361 (-)	0,119 1,096	0,072
	Allophone	0,202 (-)	0,049 0,833	0,027
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	0,813 (-)	0,434 1,524	0,519
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	1,028	0,555 1,903	0,930
	Formation universitaire	1,209	0,595 2,456	0,599
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,982 (-)	0,337 2,867	0,974
	Étudiant	1,091	0,210 5,673	0,917
	Retraité	1,574	0,432 5,738	0,492
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,648 (-)	0,321 1,306	0,225
	Plus de 80 000 \$	0,843 (-)	0,375 1,895	0,680
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,686	0,684 4,159	0,257
	Montréal RMR	1,250	0,717 2,179	0,432
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,043 0,592 1,839	0,884
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,748 0,854 3,578	0,127
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,671 (-) 0,262 1,716	0,405
	Internet-site web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,767 (-) 0,419 1,404	0,390
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,278 0,670 2,438	0,457
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,741 (-) 0,379 1,450	0,382
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,354 0,596 3,077	0,469
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,557 (-) 0,298 1,040	0,066
Niveau de préoccupation pour les risques environnementaux et les ressources énergétiques (sur le plan personnel) (ref.: pas préoccupé)	Préoccupé	1,424	0,772 2,625	0,257
Niveau de préoccupation pour les risques environnementaux et les ressources énergétiques (sur le plan collectif) (ref.: pas préoccupé)	Préoccupé	1,273	0,739 2,194	0,384
Niveau de risque perçu pour la construction d'un parc éolien (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,78 (-)	0,420 1,447	0,430
	Grand/Très grand	0,325 (-)	0,167 0,632	0,001
	Ne sait pas	1,083	0,402 2,921	0,874
Niveau de confiance pour la construction d'un parc éolien (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	1,323	0,722 2,426	0,365
	Tout à fait/Plutôt confiance	5,736	2,582 12,745	<,001
	Aucune opinion	1,610	0,536 4,839	0,396
Niveau de bénéfices pour la construction d'un parc éolien (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	4,740	2,418 9,293	<,001
	Très/Plutôt bénéfique	28,517	13,529 60,108	<,001
	Ne sait pas	5,068	1,364 18,831	0,015
Constante		1,601		0,617
	p<0,05			
	p<0,1			

Tableau 13 : Modèle logit pour expliquer l'acceptabilité sociale de la construction d'un parc éolien (Baromètre CIRANO 2021)

Quels sont les facteurs qui augmentent les chances d’être opposé à l’exploration pour du pétrole ?

Dans le secteur des transports au Québec, plus de 97 % de l’énergie consommée provient de produits pétroliers (Whitmore et Pineau, 2021). Cette énergie représente une grande source d’accroissement des émissions de GES produites. Bien que nos comportements en matière de transport soient en pleine mutation, de nouvelles alternatives voyant le jour, il reste que le pétrole est encore la principale source d’énergie associée au transport et que le nombre de véhicules à essence personnels neufs vendus est en augmentation. Il y a donc un besoin de mieux comprendre les facteurs qui pourraient expliquer les déterminants de l’opposition à l’exploration pour du pétrole afin d’identifier des leviers ou des politiques de réduction de l’énergie pétrolière qui soient plus ciblées.

Un modèle de régression logit (1=favorable, 0=opposé) a été estimé afin d’identifier les déterminants de l’opposition à l’exploration pour du pétrole (R^2 de 0,527).

Seuls les réseaux sociaux sont une source d’information qui exerce une influence sur le fait d’être ou non favorable à l’exploration pour du pétrole. Ainsi, utiliser les réseaux sociaux (OR = 1,513) est associé à une plus grande acceptabilité pour l’exploration pour du pétrole, et ce facteur a tout de même un poids important comparativement aux autres variables explicatives. En gardant les autres variables constantes, on constate également que :

- utiliser beaucoup les réseaux sociaux comme source d’information (OR = 1,513),
- avoir confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu (OR=2,134) et surtout
- percevoir l’exploration pour du pétrole comme très bénéfique pour le Québec (OR = 28,676) (moyennement bénéfique (OR=11,962),

est associé à une plus grande acceptabilité pour l’exploration pour du pétrole.

À l’inverse, en gardant les autres variables constantes, on peut dire que :

- être une femme (OR = 0,650)
- être âgé de 18 à 34 ans (OR = 0,462),
- être de langue maternelle francophone (OR = 0,268) ou allophone (OR = 0,365),
- ne pas avoir d’enfant au sein du foyer (OR = 1,784),
- avoir un diplôme universitaire (OR = 0,552),
- être préoccupé par les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques sur le plan collectif (OR = 0,588),
- percevoir des risques importants à l’exploration pour du pétrole (OR = 0,406),

est associé à une plus grande opposition pour l’exploration pour du pétrole.

**Modèle LOGIT - Déterminants de l'opposition à l'exploration pour du pétrole
(1=favorable, 0=opposé)**

		OR	CI (OR)		p	
Sexe (ref.: Homme)	Femme	0,650 (-)	0,438	0,964	0,032	
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,603 (-)	0,293	1,238	0,168	
	18-34 ans	0,462 (-)	0,212	1,007	0,052	
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	0,268 (-)	0,135	0,531	<,001	
	Allophone	0,365 (-)	0,115	1,161	0,088	
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,784	1 100	2,893	0,019	
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial DEC de formation préuniversitaire	0,931 (-)	0,597	1,452	0,752	
	Formation universitaire	0,552 (-)	0,320	0,952	0,033	
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,699 (-)	0,301	1,624	0,405	
	Étudiant	0,503 (-)	0,151	1,678	0,263	
	Retraité	0,864 (-)	0,340	2,193	0,758	
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,949 (-)	0,578	1,558	0,835	
	Plus de 80 000 \$	0,907 (-)	0,518	1,588	0,733	
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	1,649	0,867	3,138	0,127	
	Montréal RMR	0,917 (-)	0,609	1,381	0,678	
Sources d'information	Télé-radio (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,121	0,740	1,698	0,591
	Journaux hebdo ou quotidien (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,072	0,660	1,744	0,778
	Presse gratuite (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,629 (-)	0,312	1,267	0,195
	Internet-site Web (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,831 (-)	0,537	1,286	0,407
	Internet-réseaux sociaux (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,513	0,936	2,446	0,091
	Amis et famille (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,032	0,602	1,768	0,908
	Gouvernement (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	1,046	0,597	1,833	0,876
	Experts indépendants (ref.: N'utilise pas beaucoup)	Utilise beaucoup	0,731 (-)	0,446	1,197	0,213
Niveau de préoccupation pour les risques environnementaux et les ressources énergétiques (sur le plan personnel) (ref : pas préoccupé)	Préoccupé	0,849 (-)	0,547	1,316	0,464	
Niveau de préoccupation pour les risques environnementaux et les ressources énergétiques (sur le plan collectif) (ref : pas préoccupé)	Préoccupé	0,588 (-)	0,396	0,871	0,008	
Niveau de risque perçu pour l'exploration pour du pétrole (ref.: Faible/Négligeable)	Moyen	0,666 (-)	0,416	1,067	0,091	
	Grand/Très grand	0,406 (-)	0,248	0,665	<,001	
	Ne sait pas	0,497 (-)	0,229	1,082	0,078	
Niveau de confiance pour l'exploration pour du pétrole (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	2,535	1,618	3,972	<,001	
	Tout à fait/Plutôt confiance	2,134	1,218	3,739	0,008	
	Aucune opinion	1,495	0,698	3,204	0,301	
Niveau de bénéfices pour l'exploration pour du pétrole (ref.: Pas du tout/Plutôt pas)	Moyen	11,962	7,464	19,171	<,001	
	Très/Plutôt bénéfique	28,676	16,846	48,811	<,001	
	Ne sait pas	4,755	2,107	10,732	<,001	
Constante		1,174			0,798	
	p<0,05					
	p<0,1					

Tableau 14 : Modèle logit pour expliquer l'opposition à l'exploration pour du pétrole (Baromètre CIRANO 2021)

Ont de plus grandes chances
d'être **favorable** à
l'exploration pour du pétrole

- Les femmes
- Ceux qui ont moins de 35 ans
- Ceux qui sont francophones ou allophones
- Ceux qui détiennent un diplôme universitaire
- Ceux qui n'ont pas d'enfant au sein du foyer
- Ceux qui sont préoccupés par les risques environnementaux et reliés aux ressources énergétiques sur le plan collectif
- Ceux qui perçoivent des risques importants à l'exploration pour du pétrole



- Ceux qui s'informent beaucoup sur les réseaux sociaux
- Ceux qui ont confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu
- Ceux qui perçoivent des bénéfices à l'exploration pour du pétrole



Ont de plus grandes chances
d'être **opposé** à
l'exploration pour du pétrole

LES MATIÈRES DANGEREUSES ET RÉSIDUELLES

De manière générale, les Québécois se montrent préoccupés par les problématiques liées aux matières dangereuses et toxiques, notamment les enjeux liés aux engrais, à l'utilisation des produits chimiques et à l'enfouissement des déchets.

Les niveaux de risque perçus sont différents selon que l'on considère l'utilisation ou le transport des matières dangereuses, le transport étant considéré comme moins risqué en comparaison du stockage ou de l'utilisation. En soit, le risque est difficilement comparable entre les phases de stockage et de transport puisque les statistiques sur le nombre d'accidents impliquant des matières dangereuses montrent que ce nombre est plus élevé au moment des phases de chargement/déchargement, donc à la jonction entre le transport à proprement parler et le stockage. Plusieurs études ont été réalisées au CIRANO sur la thématique des risques liés aux matières dangereuses (De Marcellis-Warin et al., 2013 ; Peignier et al., 2016) et ont conduit à certains changements réglementaires au Québec et au Canada afin de diminuer les risques ou encore à la mise en place de formations spécifiques aux travailleurs qui font du transbordement de produits pétroliers par navire par plusieurs parties prenantes publiques et parapubliques (en cours d'implantation).

L'utilisation des engrais et pesticides est l'enjeu qui inquiète le plus : le risque est considéré comme grand ou très grand à 50 % (hausse de 5 points par rapport à 2018), alors que plus de la moitié des Québécois (53 %) n'ont pas confiance dans le gouvernement pour encadrer leur utilisation. Ces constats sont cohérents avec les résultats du Baromètre de la confiance des consommateurs québécois à l'égard des aliments (De Marcellis-Warin et Peignier, 2021) qui montrent que les intrants (présence ou utilisation de produits ou de résidus considérés comme « nocifs » principalement les pesticides, les antibiotiques et les hormones) préoccupent beaucoup les Québécois en 2021. La pandémie a modifié certains comportements des Québécois en lien avec l'alimentation en stimulant par exemple la cuisine de repas à la maison ou encore en favorisant une prise de conscience envers la saine alimentation (c'est d'ailleurs près du quart des Québécois qui affirmaient vouloir augmenter leur consommation d'aliments biologiques en 2022 selon les résultats du Baromètre de la confiance dans les aliments).

Il est intéressant d'observer que plusieurs variables sociodémographiques sont très structurantes pour anticiper l'approche de l'évaluation des risques, de la confiance et des bénéfices par les Québécois pour les enjeux liés aux matières dangereuses ou résiduelles (transport de matières dangereuses, utilisation de produits chimiques par les industries, utilisation des engrais/pesticides et enfouissement des déchets).

- Ainsi, les femmes évaluent toujours fortement le risque pour les quatre enjeux cités précédemment. De plus, leur confiance dans le gouvernement est toujours plus faible. De façon cohérente, elles sont, pour chacun des enjeux, plus opposées que les hommes.

- Les répondants anglophones évaluent tous les risques plus faiblement et sont également plus favorables à l'utilisation des engrais et des produits chimiques dans l'industrie.
- Enfin, du point de vue de l'occupation, les retraités évaluent toujours les risques plus hauts que les autres catégories. À l'inverse, les étudiants voient un risque plus faible que les autres pour l'utilisation de produits chimiques. Enfin, d'un point de vue de l'acceptabilité sociale, les retraités acceptent plus les sites d'enfouissement de matières dangereuses ainsi que l'utilisation de produits chimiques.

Le transport de matières dangereuses

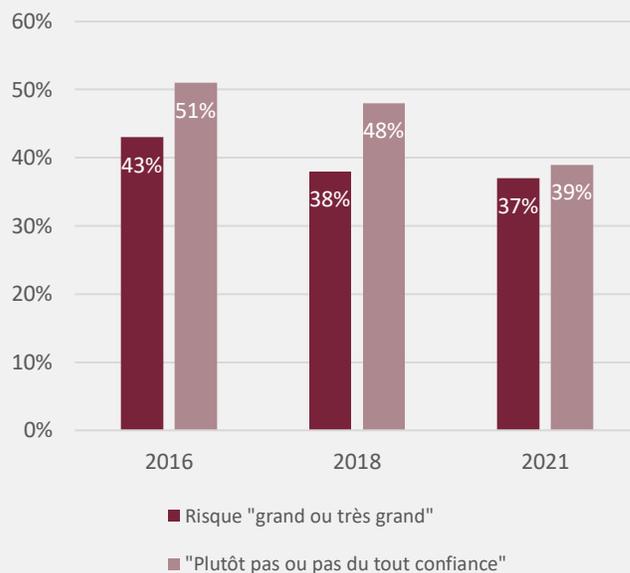


Figure 36 : Transport des matières dangereuses - parts de risque élevé et de confiance faible depuis 2016

Concernant le transport des matières dangereuses, cet enjeu tend à moins inquiéter les Québécois que leur utilisation. Par exemple, ils sont 37 % à le considérer comme très risqué, contre 50 % pour l'utilisation des engrais ou pesticides. L'accident de train de Mégantic qui a coûté la vie à 47 personnes en 2013, après que les conteneurs de pétrole ont provoqué des incendies, avait inquiété les Québécois à l'époque. Ils étaient 43 % à déclarer percevoir un risque grand ou très grand en 2016, contre 37 % en 2021. La confiance dans la gestion de l'enjeu a également augmenté, avec la part de « plutôt pas ou pas du tout confiance » passée de 51 % en 2016 à 39 % en 2021.

CONCLUSION ET SYNTHÈSE

Le *Baromètre CIRANO 2021 sur la perception des risques* fait le point sur les préoccupations et les perceptions des Québécois 54 enjeux de société, tels que l'accès aux services de santé et à l'éducation, les changements climatiques, la vaccination, le partage des données, la dette publique, la hausse du coût de la vie, l'immobilier ou bien encore les grands projets énergétiques.

À l'instar de 2020, l'année 2021 a bien évidemment été marquée par la pandémie de COVID-19 et c'est dans ce contexte que s'est déroulée en août 2021 la collecte des données de cette édition du *Baromètre CIRANO*. Nous ne sommes alors plus au début de la pandémie et les connaissances au sujet du virus ont avancé tout comme le taux de vaccination, mais la population vivait encore au moment de l'enquête au rythme de la pandémie, marquée par des règles sanitaires strictes, des limitations dans les déplacements ou encore des recommandations en faveur du télétravail. Bien que le *Baromètre CIRANO* couvre des enjeux plus larges que ceux liés directement à la pandémie de COVID-19, nous avons gardé en trame de fond, et ce, tout au long de nos analyses, les conséquences humaines et économiques qui se dégagent de cette situation pandémique et qui bien entendu teintent les perceptions des Québécois. La COVID-19 n'étant malheureusement pas la dernière pandémie que l'humanité aura à affronter, il est donc essentiel de mieux comprendre les perceptions dans un tel contexte afin d'y être mieux préparé. Le précédent Baromètre ayant été publié en 2018, il apparaît comme particulièrement pertinent d'étudier les changements éventuels de préoccupations entre ces deux années.

Extrêmement dense en informations de tout ordre, le *Baromètre CIRANO 2021* trace un portrait assez évocateur des priorités des Québécois ; en voici ici les faits les plus marquants.

Un top trois des préoccupations personnelles toujours identique depuis 2011 mais une hausse des préoccupations pour les risques environnementaux et les risques reliés aux ressources énergétiques par rapport à 2018

Les trois catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel suivent le même classement depuis 2011 :

1. Risques reliés au système de santé (41 % des Québécois ont choisi cette catégorie dans leurs deux catégories les plus préoccupantes, proportion inchangée par rapport à 2018)
2. Risques économiques et financiers (39 % des Québécois ont choisi cette catégorie dans leurs deux catégories les plus préoccupantes, 41 % en 2018 mais la différence n'est pas significative)

3. Risques environnementaux et risques liés aux ressources énergétiques (33 % des Québécois ont choisi cette catégorie dans leurs deux catégories les plus préoccupantes contre seulement 26 % en 2018, une augmentation significative).

En 2021, les Québécois se montrent ainsi encore plus préoccupés par les questions environnementales. D'autres résultats du Baromètre confirment cela : 69 % d'entre eux considèrent que les changements climatiques représentent « un grand ou très grand risque » pour notre société contre 52% en 2018 (hausse significative de 17 points). En ce qui a trait aux projets énergétiques, 63 % des Québécois sont opposés à l'exploration du gaz de schiste et seulement 12 % d'entre eux perçoivent ce type de projets comme « plutôt ou très bénéfiques » pour l'économie québécoise (proportions semblables à 2018). En parallèle, l'opposition s'est accentuée pour l'exploration du pétrole par rapport à 2018 : 58 % y sont opposés (contre 48 % en 2018) et 19 % y voient des bénéfices (25% en 2018). Le niveau de risque perçu pour ces deux enjeux est assez stable depuis 2018.

Alors que l'exploration pour des énergies fossiles est considérée comme risquée et la confiance dans le gouvernement pour gérer ces projets est très faible, les Québécois sont globalement plus favorables aux projets impliquant des énergies renouvelables. Ainsi, 79 % de la population est favorable ou plutôt favorable à la construction de parcs éoliens (74 % en 2018) et 82 % est favorable à la production individuelle d'électricité à partir de sources solaires ou éoliennes (78 % en 2018). Lorsque l'on parle de production d'énergie à partir d'éoliennes ou de panneaux solaires, les niveaux de risques perçus sont plutôt faibles et la confiance dans le gouvernement pour gérer ces enjeux, plutôt élevée.

On constate que les Québécois sont très cohérents dans leurs réponses : pour tous les enjeux pour lesquels ils ont répondu qu'ils y sont opposés, le niveau de risque perçu était supérieur au niveau de bénéfices perçus et inversement, pour tous les enjeux pour lesquels ils sont favorables, le niveau de bénéfices perçus est supérieur au niveau de risque. On voit aussi clairement que bien que ce soit le niveau de risque perçu, le niveau de bénéfices perçu et la confiance dans la gestion qui expliquent l'acceptabilité sociale, c'est le niveau de bénéfices perçus qui a le plus grand poids explicatif.

Une prise de conscience des risques liés à la santé publique

À l'instar des deux dernières éditions du *Baromètre CIRANO*, lorsque l'on demande aux Québécois d'indiquer les deux catégories de risques les plus préoccupantes pour le Québec parmi dix à l'étude, deux se partagent le peloton de tête : les risques liés au système de santé (41 % et 35% en 2018) et les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (41 %, contre 29% en 2018). Les risques liés à la santé publique se hissent en 3^e position des préoccupations des Québécois (27 % contre 17 % en 2018) et rétrogradent, à la 6^e place, les risques liés aux infrastructures de transport qui faisaient partie du Top 3 depuis 2011 (13 % en 2021 contre 26 % en 2018). Ce changement est tout à fait cohérent avec le contexte pandémique dans lequel l'enquête a été menée. Dans une situation de crise, il est raisonnable de penser que l'on se concentre sur le risque

principal et que l'on occulte les autres enjeux, considérés comme moins pressants et accessoires en comparaison.

Somme toute, la pandémie semble avoir éveillée une prise de conscience pour les risques liés à la santé publique : si l'on regarde spécifiquement les enjeux qui y sont rattachés, les risques perçus pour les épidémies ont augmenté en 2021 (54 % des répondants perçoivent un risque grand ou très grand, contre 27 % d'entre eux en 2018) tout comme les risques perçus pour la vaccination (32 %, en hausse par rapport à 14% en 2018). La COVID-19 n'a néanmoins pas occulté les autres enjeux de santé publique au Québec. En effet, les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité ou encore les maladies mentales et cognitives, sont toujours perçus comme très à risque par les Québécois (niveaux semblables à 2018).

Toutefois, cette prise de conscience des risques de santé publique s'accompagne d'une confiance élevée envers le gouvernement pour gérer ces enjeux et en forte augmentation depuis 2018. En effet, 68 % des Québécois ont plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer la vaccination, proportion la plus élevée parmi les 54 enjeux à l'étude et en hausse par rapport à 2018 (44 %). La gestion de l'enjeu des épidémies profite aussi d'une confiance élevée et en forte croissance (45 % des Québécois ont plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu contre 20 % en 2018). Pour ce qui est de la vaccination plus spécifiquement, les Québécois ont pris conscience des risques mais également des bénéfices collectifs qu'elle peut apporter. Ainsi, 78 % des Québécois considèrent comme plutôt ou tout à fait bénéfique la vaccination, alors que cette proportion s'élevait à 58 % en 2018 et 87 % de la population y est très ou moyennement favorable (en hausse par rapport à 75% en 2018).

Les objets connectés inspirent confiance mais la confidentialité des données et les cyberattaques sont au cœur des préoccupations.

L'utilisation des objets connectés à Internet, comme les montres intelligentes ou les assistants personnels intelligents, ne semble pas inquiéter outre mesure les Québécois et ceux-ci les considèrent même plus bénéfiques qu'en 2018. En effet, 24 % des Québécois considèrent l'utilisation des objets connectés à Internet comme un risque grand ou très grand (proportion semblable à 2018), 33 % affirment avoir plutôt ou tout à fait confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu (en hausse importante par rapport à 18 % en 2018) et finalement 38 % considèrent cet enjeu comme plutôt ou très bénéfique (en hausse par rapport à 31 % en 2018). L'ensemble de ces éléments fait en sorte que les Québécois se déclarent favorables à leur utilisation dans une très forte majorité (70 %, en hausse par rapport à 65 % en 2018).

Mais l'utilisation des objets connectés à Internet soulève nécessairement des inquiétudes en termes de confidentialité des données. D'ailleurs, 58 % des Québécois évaluent la confidentialité des données comme étant un enjeu avec un risque grand ou très grand (proportion semblable à 2018) et cette proportion est de 60 % pour les cyberattaques (en

augmentation par rapport à 48 % en 2018). Malgré tout, bien que la confidentialité des données soit l'enjeu qui recueille le plus bas taux de confiance dans le gouvernement pour sa gestion (48 % n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance), cette confiance s'est améliorée depuis 2018 (53 % n'avaient pas confiance). Le partage des données est pourtant un enjeu très important et primordial afin de pouvoir utiliser l'ensemble des données recueillies par les objets connectés à leur plein potentiel et en faciliter la valorisation.

Bien que l'engorgement des urgences demeure encore l'enjeu perçu avec le plus haut niveau de risque en 2021, le top 3 des enjeux perçus comme les plus risqués diffère des précédentes éditions avec la présence des changements climatiques et de l'accès à un logement abordable.

Bien qu'en légère baisse par rapport à 2018, la proportion des Québécois qui perçoivent l'engorgement des urgences dans les hôpitaux comme un risque grand ou très grand est la plus élevée parmi les 54 enjeux à l'étude (77 % en 2021 contre 79 % en 2018 – en outre, l'engorgement des urgences et l'accès aux services de santé bénéficient d'une confiance dans le gouvernement en nette augmentation également (58 % des Québécois ne font pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour gérer l'engorgement dans les urgences contre 72 % en 2018 et 51 % ne font pas du tout ou plutôt pas confiance pour gérer l'accès aux services de santé contre 68 % en 2018). Le Top 3 des enjeux perçus comme les plus risqués est complété par l'enjeu des changements climatiques en deuxième place (69 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand, en hausse substantielle par rapport à 52% en 2018) et par l'accès à un logement abordable en troisième place (69 %, nouvel enjeu ajouté à cette édition 2021).

Outre l'accès à un logement abordable, on constate que, tout comme dans les précédentes éditions du Baromètre, de nombreux enjeux socioéconomiques sont perçus par les Québécois comme ayant un niveau de risque relativement élevé : un autre nouvel enjeu en lien avec le logement, la montée des prix de l'immobilier (67 % des Québécois considèrent cet enjeu comme un grand ou très grand risque [5^e position sur 54]), la hausse du coût de la vie et des taux d'intérêt (65 %, en 8^e position), les déficits budgétaires et la dette publique (62 %, en 7^e position) et les répercussions de la pandémie sur l'économie (62 %, en 9^e position).

Le niveau de confiance dans le gouvernement en hausse pour la gestion de tous les enjeux

Les proportions de Québécois ayant tout à fait ou plutôt confiance dans la gestion des enjeux par le gouvernement sont toutes plus grandes en 2021 que les proportions de 2018 pour les 47 enjeux communs aux deux enquêtes. On constate donc que malgré la pandémie et les impacts que celle-ci a pu et a encore sur la société, les Québécois ont aujourd'hui une plus grande confiance dans le gouvernement pour gérer l'ensemble des

enjeux et plus particulièrement les enjeux en lien direct avec la pandémie et la santé publique.

Des Québécois qui s'informent de plus en plus auprès de sources d'informations fiables

Finale­ment, une des conclusions de l'édition 2018 du *Baromètre CIRANO* faisait état que certaines perceptions étaient le reflet de la réalité alors que d'autres s'en éloignaient et que cette dissonance entre perception et réalité pouvait parfois engendrer de graves conséquences. Ce constat s'accompagnait d'une recommandation à toutes les parties prenantes des projets ou enjeux à l'étude, sur l'importance de communiquer les bons messages à la population toujours basés sur des données probantes. Certains résultats nous laissent penser qu'un pas dans la bonne direction a été fait dans ce sens. En effet, il est encourageant de constater que la population s'informe davantage en 2021 qu'en 2018 auprès de sources d'information fiables : experts indépendants et gouvernements provincial et fédéral. 15 % des Québécois utilisent beaucoup ou énormément les gouvernements pour s'informer en 2021 contre 7 % en 2018.

BIBLIOGRAPHIE

- Agence de la santé publique du Canada. (2021). Rapport hebdomadaire sur la couverture vaccinale contre la COVID-19 au Canada. Ottawa : Agence de la santé publique du Canada, le 22 janvier. <https://sante-infobase.canada.ca/covid-19/couverture-vaccinale/>
- Breysse, D. (2009). *Cyber Ingénierie des Risques en Génie Civil : historique, vocabulaire, perception*.
- Commission européenne (2021). Public Opinion in the European Union. <https://europa.eu/eurobarometer/screen/home>
- De Marcellis-Warin, N. et I. Peignier. (2021). Baromètre de la confiance des consommateurs québécois à l'égard des aliments, Rapport de projet CIRANO, 2021RP-08, <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2021RP-08>
- De Marcellis-Warin, N. et I. Peignier. (2018). Perception des risques au Québec – Baromètre CIRANO 2018, Monographie CIRANO, 2018MO-02, <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2018MO-02>
- De Marcellis-Warin, N., & Peignier, I. (2011, 2012, 2013 et 2016). Bases de données du Baromètre CIRANO. Site Internet <https://mondo.international/barometre/>
- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Bui, M. H., Anjos, M. F., Gabriel, S. A., & Guerra, C. (2015). *L'énergie et les changements climatiques - Perceptions québécoises*. Rapport de projet CIRANO 2015RP-08. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2015RP-08>
- De Marcellis-Warin, N., Trépanier, M., Peignier, I. (2013). Stratégies logistiques et matières dangereuses. Presses internationales Polytechnique. Septembre. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2013MO-02>
- Dufour, R. (2021, novembre 10). *Cybersécurité | Vol de mots de passe à la Laurentienne | La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/2021-11-10/cybersecurite/vol-de-mots-de-passe-a-la-laurentienne.php>
- Farley, C. (2021). Une nouvelle ère à l'horizon pour l'industrie éolienne québécoise. Ressources Mines et Industrie Vol 1, Numéro 2. <https://www.magazinermi.ca/une-nouvelle-ere-a-l-horizon-pour-lindustrie-eolienne-quebecoise/>
- Forum économique mondial. (2021). *The Global Risks Report 2021, 16th edition*. <https://fr.weforum.org/reports/the-global-risks-report-2021>
- Fournier, M.-E. (2021, novembre 25). Minibudget Girard : Le vaccin anti-inflation d'Eric Girard. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/chroniques/2021-11-25/minibudget-girard/le-vaccin-anti-inflation-d-eric-girard.php>

- GIEC. (2021). Changement climatique généralisé et rapide, d'intensité croissante, communiqué de presse https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf
- Girard-Bossé, A. (2021, novembre 22). Les hauts et les bas d'une couverture vaccinale. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/covid-19/2021-11-22/les-hauts-et-les-bas-d-une-couverture-vaccinale.php>
- Gomez, M. (2021). June heat wave was the deadliest weather event in Canadian history, experts say. CBC. 2 octobre. <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/ubcm-heat-dome-panel-1.6189061>
- Haziza, D. (2005). Inférence en présence d'imputation simple dans les enquêtes : Un survol. *Journal de la Société Française de Statistique*, 146, 69-118.
- Haziza, D., & Beaumont, J.-F. (2007). On the construction of imputation classes in surveys. *International Statistical Review*, 75(1), 25-43.
- Haziza, D., & Kuromi, G. (2008). *Traitement de la non-réponse à une question dans les enquêtes*. <https://ssc.ca/fr/etude-de-cas/traitement-non-reponse-a-une-question-dans-enquetes>
- IEA (2020). *CO2 Emissions from Fuel Combustion: Overview*, IEA, Paris <https://www.iea.org/reports/co2-emissions-from-fuel-combustion-overview>
- Index Santé. (2021, novembre 29). *Taux d'occupation dans les urgences du Québec*. <https://www.indexsante.ca/urgences/>
- Institut Canadien d'Information sur la Santé. (2019). *Outil interactif de l'OCDE : comparaisons internationales—Accès aux soins*. Cih.ca. <https://www.cih.ca/fr/outil-interactif-de-ocde-comparaisons-internationales-acces-aux-soins>
- Institut de la Statistique du Québec. (2021). *Proportion de la population inscrite auprès d'un médecin de famille*. https://statistique.quebec.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/services_proximite_03.pdf
- IRSN (2021). Baromètre IRSN 2021 sur la perception des risques et de la sécurité. https://www.irsn.fr/FR/IRSN/Publications/barometre/Documents/IRSN-Barometre_2021-Analyse.pdf
- Joncas, H. (2021, octobre 18). Vol de données chez Desjardins : Le suspect principal a pu effacer de la preuve. *La Presse*. <https://www.lapresse.ca/affaires/entreprises/2021-10-18/vol-de-donnees-chez-desjardins/le-suspect-principal-a-pu-effacer-de-la-preuve.php>
- Kouabenan, D. R., Cadet, B., Hermand, D., & Munoz-Sastre, M. T. . (2006). *Psychologie du risque* :

identifier, évaluer, prévenir (De Boeck). Retrieved from <http://www.deboecksuperieur.com/ouvrage/9782804152178-psychologie-du-risque>

Krewski, D., Lemyre, L., Turner, M. C., Lee, J. E. C., Dallaire, C., Bouchard, L., ... Mercier, P. (2006). Public Perception of Population Health Risks in Canada: Health Hazards and Sources of Information. *Human and Ecological Risk Assessment: An International Journal*, 12(4), 626–644. <https://doi.org/10.1080/10807030600561832>

Leveillé, J.-T. (s. d.). *Nouveau rapport du GIEC | Il est minuit moins une*. Consulté 27 novembre 2021, à l'adresse <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2021-08-09/nouveau-rapport-du-giec/il-est-minuit-moins-une.php>

Malboeuf, M.C. (2021). Les Québécois prêts à partager leurs données de santé. Article dans La Presse. 5 décembre. <https://www.lapresse.ca/actualites/sante/2021-12-05/sondage-mene-par-la-firme-leger/les-quebecois-prets-a-partager-leurs-donnees-de-sante.php>

Markowski, F., Gaulin, C., Fiset, M., Toth, E., Mercier, M., Direction de la vigie sanitaire, DGAPSP, & MSSS. (2019). *Bulletin québécois de vigie, de surveillance et d'intervention en protection de la santé publique* (N° 9). Santé et Services Sociaux Québec. https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/flashvigie/FlashVigie_vol14_no9.pdf

Ministère de la Santé et des Services Sociaux. (2021, novembre 29). *Urgences—Professionnels de la santé*. <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/statistiques-donnees-services-sante-services-sociaux/donnees-urgences/>

Ministère de la Santé et des Services Sociaux. (2019, mai 3). *Données de couverture vaccinale au Québec*. Impacts des programmes de vaccination - Professionnels de la santé. <https://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/vaccination/piq-impacts-des-programmes-de-vaccination/donnees-de-couverture-vaccinale-au-quebec/>

Peignier I., et N. de Marcellis-Warin, (2021) « Perceptions des risques liés aux changements climatiques et comportements des Québécois : un portrait à l'heure de la COP26 », Perspectives CIRANO 2021PE-04. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2021PE-04>

Peignier I., Bui M. H., Trépanier. M. (2016). Étude sur les enjeux propres aux plateformes multimodales et aux opérations de transbordement des hydrocarbures au Québec. Rapport de projet CIRANO 2016RP-03. <https://cirano.qc.ca/fr/sommaires/2016RP-03>

Plante, C. (2021, août 5). *François Legault instaure le passeport vaccinal pour le Québec*. Le Soleil. <https://www.lesoleil.com/2021/08/05/francois-legault-instaure-le-passeport-vaccinal-pour-le-quebec-ab94806148180307b4c53a59a5d860df>

Reynolds, C. (s. d.). *Le rapport du GIEC concerne directement le Canada, souligne le ministre Wilkinson*. Consulté 27 novembre 2021, à l'adresse

<https://www.lesoleil.com/2021/08/09/le-rapport-du-giec-concerne-directement-le-canada-souligne-le-ministre-wilkinson-11d5b5c5fb79f34cf2bfa708f9ac5135>

STIQ (2020). *Baromètre industriel québécois* (N° 11). <https://www.stiq.com/wp-content/uploads/2016/03/STIQ-Barom%C3%A8tre-11e-%C3%A9dition-web.pdf>

Whitmore, J. et Pineau, P.-O., (2021). *État de l'énergie au Québec 2021*, Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal, préparé pour le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Tableaux récapitulatifs des préoccupations en fonction des variables différences sociodémographiques

Les cases oranges ont une signification asymptotique inférieure à 0,1.

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8	Q9	Q10
	RISQUES NATURELS MW ou KW	RISQUES ENVIRONNEMENTAUX MW ou KW	RISQUES TECHNOLOGIQUES MW ou KW	RISQUES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES MW ou KW	RISQUES SANTÉ PUBLIQUE MW ou KW	RISQUES SYSTÈMES DE SANTÉ MW ou KW	RISQUES SÉCURITÉ MW ou KW	RISQUES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS MW ou KW	RISQUES INFRASTRUCTURES TRANSPORT MW ou KW	RISQUES GESTION PROJETS PUBLICS MW ou KW
Pour le Québec										
Tous	0,01	0,989	0,481	0,803	0,019	0,688	0,112	0,003	0,825	0,253
Grandes régions	20%	41%	9%	7%	6%	41%	11%	19%	13%	13%
Montréal RMR	vs aut.0,015	40%	9%	6%	vs aut.0,005	vs aut.0,058	13%	vs OC 0,056 ; vs aut.0,020	20%	12%
Québec RMR	13%	41%	8%	9%	25%	38%	8%	vs aut.0,001	13%	17%
Autres régions	24%	41%	11%	8%	32%	37%	8%	14%	13%	12%
Urbain vs rural	0,652	0,091	0,92	0,054	0,772	0,183	0,856	0,082	0,085	0,801
Milieu urbain	19%	40%	9%	6%	28%	42%	11%	19%	14%	13%
Milieu rural	24%	42%	13%	11%	28%	36%	11%	16%	8%	12%
Sexe	0,564	0,175	0,111	0,727	0,004	0,044	0,88	0,262	0,619	0,205
Homme	19%	38%	9%	7%	32%	38%	11%	20%	14%	14%
Femme	20%	43%	10%	7%	23%	43%	11%	17%	12%	11%
Age	0,085	0,536	0,786	0,247	0,261	0,073	0,464	0,002	0,236	0,379
18-34 ans	vs 35,0,080 ; 21%	44%	8%	6%	31%	vs 55,0,016 ; vs +75,0,051	11%	8%	vs 55 -<0,001	25%
35-54 ans	vs 55,0,077 ; vs +75,0,017	40%	9%	8%	30%	42%	11%	vs 55 -<0,007	20%	11%
55-74 ans	40%	40%	10%	7%	23%	42%	13%	13%	15%	15%
plus de 75 ans	25%	37%	12%	5%	23%	46%	10%	15%	19%	8%
Langue	0,004	0,479	0,38	0,211	0,577	0,766	0,632	0,263	0,21	0,254
Francophone	20%	41%	9%	7%	27%	41%	11%	18%	19%	12%
Anglophone	vs EN 0,001	21%	8%	8%	27%	44%	11%	24%	12%	12%
Allophone	8%	34%	13%	7%	30%	44%	9%	24%	18%	13%
Scolarité	0,647	0,015	0,653	0,855	0,204	0,586	0,447	0,059	0,111	0,676
SECONDAIRE	23%	vs bac 0,001	35%	8%	31%	38%	12%	vs coll 0,023 ; vs bac 0,082	19%	15%
COLLEGIAL	18%	vs bac 0,028	41%	11%	28%	41%	11%	23%	16%	12%
BACCALAUREAT	18%	50%	8%	6%	23%	44%	9%	16%	13%	13%
MSC DOC	17%	41%	8%	5%	27%	46%	9%	20%	11%	16%
Présence d'enfants	0,623	0,894	0,843	0,003	0,072	0,051	0,603	0,42	0,052	0,713
Pas d'enfant	19%	40%	10%	6%	28%	42%	11%	19%	14%	13%
Présence d'enfants	21%	42%	9%	11%	31%	37%	9%	17%	9%	12%
Statut marital	0,691	0,974	0,846	0,151	0,787	0,052	0,996	0,001	0,822	0,187
Célibataire	19%	41%	9%	8%	28%	38%	11%	23%	13%	12%
En couple	20%	40%	10%	8%	27%	43%	10%	15%	13%	13%
Occupation	0,256	0,525	0,227	0,025	0,019	0,62	0,382	<0,001	0,005	0,064
Personne active	18%	42%	8%	vs inactif 0,082 ; vs étudiant 0,048	vs retraite 0,044	40%	10%	vs inactif 0,076 ; vs retraite 0,002	vs inactif 0,023 ; vs retraite 0,054	14%
Personne inactive	25%	32%	12%	vs étudiant 0,004 ; vs retraite 0,025	vs retraite 0,024	40%	6%	vs retraite 0,003	vs retraite 0,003	4%
Étudiant	18%	44%	7%	vs retraite 0,091	vs retraite 0,009	42%	7%	vs retraite <0,001	vs retraite 0,039	7%
Retraité	21%	40%	13%	7%	21%	43%	13%	12%	17%	13%
Revenu	0,041	0,009	0,888	0,831	0,921	0,407	0,984	0,029	0,244	0,741
Moins de 40 000 \$	vs 4080,0,023 ; vs +80,0,001	24%	vs +800,002	34%	28%	38%	11%	vs 4080,0,010 ; vs +80,0,052	25%	11%
Entre 40 et 80 000 \$	18%	vs +80,0,070	39%	8%	27%	41%	11%	16%	18%	13%
Plus de 80 000 \$	18%	47%	8%	7%	27%	43%	10%	17%	12%	12%

Figure 37 : Profil sociodémographique pour les préoccupations COLLECTIVES des Québécois.

	Q1	Q2	Q3	Q4	Q5	Q6	Q7	Q8	Q9	Q10										
POUR VOUS	RISQUES NATURELS		RISQUES ENVIRONNEMENTAUX		RISQUES TECHNOLOGIQUES		RISQUES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES		RISQUES SANTÉ PUBLIQUE		RISQUES SYSTÈME DE SANTÉ		RISQUES SÉCURITÉ		RISQUES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS		RISQUES INFRASTRUCTURES TRANSPORT		RISQUES GESTION PROJETS PUBLICS	
	MW ou KW	%	MW ou KW	%	MW ou KW	%	MW ou KW	%	MW ou KW	%	MW ou KW	%	MW ou KW	%	MW ou KW	%	MW ou KW	%	MW ou KW	%
Tous	0.90	17%	0.65	33%	0.004	7%	0.287	12%	0.341	28%	0.776	41%	0.82	14%	0.311	33%	0.156	5%	0.068	4%
Grandes régions					vs OC 0.032 ; vs aut 0.047														vs OC 0.019	
Montréal RMR		16%		34%		6%		11%		29%		43%		15%		37%		5%		2%
Québec RMR		16%		33%		2%		14%		28%		41%		16%		36%		5%		6%
Autres régions		18%		32%		9%		14%		26%		39%		13%		41%		4%		5%
Urban vs rural	0.87	17%	0.82	33%	0.044	7%	0.275	12%	0.691	28%	0.454	41%	0.284	14%	0.237	39%	0.507	5%	0.652	4%
Milieu urbain		17%		34%		6%		12%		28%		42%		15%		38%		4%		4%
Milieu rural		18%		29%		10%		15%		26%		39%		12%		43%		5%		3%
Sexe	0.679	17%	0.435	33%	0.016	7%	0.004	12%	0.654	28%	0.001	41%	0.587	14%	0.154	39%	0.109	5%	0.145	4%
Homme		16%		33%		9%		16%		25%		38%		15%		41%		6%		5%
Femme		18%		34%		5%		9%		31%		47%		13%		37%		4%		3%
Âge	0.27	17%	<0.001	33%	0.19	7%	0.997	12%	0.302	28%	<0.001	41%	0.344	14%	0.044	39%	0.606	5%	0.873	4%
18-34 ans		21%	vs 35-<0.001 ; vs 55-<0.001 ; vs 75+ ; vs 0.087	45%		9%		12%		28%	vs 35-<0.001 ; vs 55-<0.001 ; vs 75+ ; vs 0.087	23%		16%		40%		5%		3%
35-54 ans		15%	vs + 75.045	27%		5%		13%		32%	vs 55.057 ; vs +75.039	44%		15%		42%		4%		5%
55-74 ans		17%		29%		7%		12%		26%		51%		13%		37%		5%		4%
plus de 75 ans		15%		36%		6%		13%		27%		51%		12%		30%		6%		3%
Langue	0.104	17%	0.116	33%	0.645	7%	0.024	12%	0.804	28%	0.003	41%	0.198	14%	0.005	39%	0.33	5%	0.424	4%
Françophone		18%		34%		7%		13%		28%		40%		14%		37%		5%		4%
Anglophone		10%		28%		4%		4%		28%	vs aut 0.002 ; vs +75.039	48%		15%		55%		6%		2%
Allophone		11%		22%		7%		11%		33%		68%		9%		37%		0%		2%
Scolarité	0.68	17%	0.118	33%	0.632	7%	0.712	12%	0.615	28%	0.657	41%	0.27	14%	0.589	39%	0.537	5%	0.068	4%
SECONDAIRE		20%		31%		8%		11%		31%		41%		15%		38%		4%		2%
COLLEGIAL		16%		31%		6%		13%		27%		42%		15%		41%		5%		4%
BACCALAUREAT		13%		42%		7%		13%		27%		39%		10%		36%		4%		7%
MSC DOC		14%		37%		7%		14%		27%		47%		14%		34%		6%		3%
Présence d'enfants	0.31	17%	0.007	33%	0.375	7%	0.221	12%	0.03	28%	0.004	41%	0.181	14%	0.304	39%	0.501	5%	0.193	4%
Pas d'enfant		16%		35%		6%		12%		27%		44%		14%		38%		5%		3%
Présence d'enfants		19%		29%		8%		14%		32%		33%		15%		40%		3%		5%
Statut marital	0.782	17%	0.253	33%	0.986	7%	0.239	12%	0.28	28%	0.019	41%	0.825	14%	0.616	39%	0.683	5%	0.748	4%
Célibataire		17%		34%		7%		11%		30%		38%		14%		39%		5%		4%
En couple		17%		32%		7%		14%		26%		44%		14%		36%		4%		4%
Occupation	0.018	17%	<0.001	33%	0.006	7%	0.228	12%	0.168	28%	<0.001	41%	0.17	14%	0.008	39%	0.263	5%	0.586	4%
Personne active		vs inactif 0.007		vs inactif 0.071 ; vs étudiant <0.001		6%		11%		25%	vs étudiant 0.004 ; vs retraité <0.001	38%		15%		42%		5%		4%
Personne inactive		vs retraite 0.002		vs étudiant <0.001 ; vs retraité 0.046		14%		17%		34%	vs retraité 0.001	33%		9%		38%		0%		5%
Étudiant		21%	vs retraite <0.001	69%		2%		10%		25%	vs retraité <0.001	21%		8%		37%		4%		1%
Retraité		14%		31%		7%		14%		26%		53%		15%		35%		4%		4%
Revenu	0.32	17%	0.095	33%	0.842	7%	0.358	12%	0.384	28%	0.083	41%	0.811	14%	0.408	39%	0.015	5%	0.949	4%
Moins de 40 000 \$		19%		33%		7%		12%		31%	vs 4080.027	37%		12%		39%		7%		3%
Entre 40 et 80 000 \$		16%	vs + 80.030	29%		7%		11%		27%		45%		15%		41%		2%		4%
Plus de 80 000 \$		14%		38%		6%		14%		27%		40%		14%		36%		6%		4%

Figure 38 : Profil sociodémographique pour les préoccupations PERSONNELLES des Québécois

ANNEXE 2 : Test logit sur les préoccupations personnelles des Québécois

Tableau 15 : Test logit sur les préoccupations personnelles des Québécois

		Préoccupations reliées aux...																			
		Risques naturels		Risques environnementaux		Risques technologiques		Risques liés aux innovations technologiques		Risque reliés à la santé publique		Risques reliés au système de santé		Risques reliés à la sécurité		Risques économiques et financiers		Risques reliés aux infrastructures de transport		Risques liés à la gestion des projets publics	
		OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p
Sexe (ref.: Homme)	Femme	1.072	0.689	1.123	0.406	0.485 (-)	0.007	0.533 (-)	0.002	1.320	0.052	1.647	<.001	0.88 (-)	0.487	0.828 (-)	0.156	0.656 (-)	0.179	0.63 (-)	0.179
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0.514 (-)	0.031	0.913 (-)	0.798	0.738 (-)	0.556	1.510	0.330	1.262	0.399	0.963 (-)	0.880	2.775	0.027	0.947 (-)	0.829	0.526 (-)	0.226	1.473	0.566
	18-34 ans	0.772 (-)	0.415	1.472	0.171	1.872	0.220	1.611	0.283	1.008	0.980	0.363 (-)	<.001	3.574	0.007	0.908 (-)	0.718	0.75 (-)	0.598	0.947 (-)	0.941
Langue maternelle (ref.: Francophone)	Francophone	1.892	0.073	1.427	0.159	1.555	0.402	3.560	0.016	1.109	0.678	0.781 (-)	0.282	0.912 (-)	0.768	0.403 (-)	<.001	0.7 (-)	0.472	2.309	0.321
	Allophone	1.186	0.795	0.608 (-)	0.326	1.738	0.533	3.065	0.143	1.259	0.604	2.873	0.020	0.543 (-)	0.366	0.439 (-)	0.053	0 (-)	0.998	1.121	0.941
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1.381	0.144	0.757 (-)	0.136	1.351	0.368	1.323	0.272	1.254	0.216	0.712 (-)	0.064	1.013	0.956	0.952 (-)	0.774	0.615 (-)	0.266	1.402	0.430
	Non	0.893 (-)	0.580	0.861 (-)	0.387	0.989 (-)	0.973	1.403	0.175	0.877 (-)	0.446	0.958 (-)	0.793	0.846 (-)	0.442	1.191	0.283	1.351	0.442	2.342	0.089
Niveau de scolarité (ref.: Collégial/DEC de Primaire ou Secondaire)	Formation postsecondaire	0.763 (-)	0.279	1.389	0.094	1.032	0.933	1.540	0.132	0.878 (-)	0.521	0.874 (-)	0.488	0.613 (-)	0.071	0.928 (-)	0.698	1.096	0.844	3.988	0.009
	Formation universitaire	0.53 (-)	0.040	1.874	0.062	0.329 (-)	0.012	0.404 (-)	0.018	0.943 (-)	0.837	1.362	0.291	1.609	0.298	1.310	0.334	108154445	0.997	0.431 (-)	0.200
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0.67 (-)	0.374	6.794	<.001	0.079 (-)	0.010	0.372 (-)	0.086	0.86 (-)	0.721	1.048	0.917	0.661 (-)	0.524	1.084	0.839	44188206	0.997	0.132 (-)	0.182
	Étudiant	0.302 (-)	0.001	1.962	0.077	0.469 (-)	0.171	0.922 (-)	0.867	0.972 (-)	0.934	1.658	0.127	4.300	0.013	0.699 (-)	0.276	49601130	0.997	0.6 (-)	0.531
	Retraité	1.016	0.945	0.848 (-)	0.382	0.916 (-)	0.797	0.874 (-)	0.616	0.863 (-)	0.430	1.523	0.019	1.164	0.542	1.080	0.664	0.267 (-)	0.002	0.963 (-)	0.938
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0.896 (-)	0.392	1.227	0.312	0.958 (-)	0.911	1.093	0.754	0.817 (-)	0.326	1.439	0.065	1.148	0.615	0.795 (-)	0.237	0.614 (-)	0.212	0.947 (-)	0.914
	Plus de 80 000 \$	0.901 (-)	0.736	0.906 (-)	0.692	0.198 (-)	0.034	1.007	0.982	1.130	0.628	1.232	0.387	1.283	0.434	0.783 (-)	0.303	2.223	0.084	1.227	0.675
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0.991 (-)	0.960	1.130	0.422	0.697 (-)	0.184	0.86 (-)	0.476	1.183	0.280	1.135	0.390	1.328	0.162	0.763 (-)	0.062	1.325	0.428	0.468 (-)	0.048
	Montréal RMR	0.34 (-)	0.030	0.158 (-)	<.001	0.195 (-)	0.028	0.061 (-)	<.001	0.316 (-)	0.006	0.465 (-)	0.056	0.042 (-)	<.001	1.836	0.120	0 (-)	0.997	0.022 (-)	0.001

p<0,05

p<0,1

ANNEXE 3 : Test logit sur les préoccupations sociétales des Québécois

Tableau 16 : Test logit sur les préoccupations sociétales des Québécois

		Préoccupations collectives reliées aux...																			
		Risques naturels		Risques environnementaux		Risques technologiques		Risques liés aux innovations technologiques		Risque liés à la santé publique		Risques liés au système de santé		Risques liés à la sécurité		Risques économiques et financiers		Risques liés aux infrastructures de transport		Risques liés à la gestion des projets publics	
		OR	P	OR	P	OR	P	OR	P	OR	P	OR	P	OR	P	OR	P	OR	P	OR	P
Sexe (ref.:Homme)	Femme	1,102	0,552	1,345	0,024	1,146	0,538	0,953 (-)	0,847	0,001	0,001	1,241	0,098	1,025	0,804	0,842 (-)	0,306	0,893 (-)	0,551	0,832 (-)	0,341
Âge (ref.: Plus de 55 ans)	35-54 ans	0,561 (-)	0,062	1,120	0,658	2,167	0,144	1,664	0,329	0,977 (-)	0,932	0,952 (-)	0,842	0,967 (-)	0,933	1,171	0,612	0,956 (-)	0,906	0,782 (-)	0,504
	18-34 ans	0,894 (-)	0,726	1,307	0,320	1,939	0,237	1,358	0,584	0,916 (-)	0,763	0,686 (-)	0,157	0,661 (-)	0,341	1,492	0,221	0,878 (-)	0,747	0,804 (-)	0,570
Langue maternelle (ref.: Anglophone)	Francophone	3,146	0,003	1,389	0,161	0,592 (-)	0,120	1,101	0,829	0,703 (-)	0,152	0,994 (-)	0,977	1,567	0,240	0,613 (-)	0,070	0,629 (-)	0,116	0,984 (-)	0,962
	Allophone	2,559	0,130	1,268	0,578	1,063	0,920	0 (-)	0,998	0,546 (-)	0,224	0,966 (-)	0,934	1,151	0,841	0,887 (-)	0,826	0,688 (-)	0,529	1,817	0,277
Présence d'enfants (ref.: Non)	Oui	1,605	0,029	1,000 (-)	0,998	1,108	0,728	1,998	0,025	1,128	0,513	0,8 (-)	0,197	0,959 (-)	0,885	0,673 (-)	0,067	0,695 (-)	0,188	0,982 (-)	0,975
Niveau de scolarité (ref.: Primaire ou Secondaire)	Collégial/DÉC de formation universitaire	0,866 (-)	0,462	1,141	0,416	1,473	0,155	1,023	0,939	0,854 (-)	0,369	1,112	0,509	0,937 (-)	0,789	0,71 (-)	0,092	1,312	0,248	0,979 (-)	0,928
	Formation universitaire	0,926 (-)	0,741	1,500	0,030	1,043	0,901	0,857 (-)	0,678	0,774 (-)	0,219	1,235	0,257	0,685 (-)	0,214	0,694 (-)	0,125	1,045	0,876	1,103	0,720
Occupation (ref.: Inactif)	Actif	0,757 (-)	0,385	1,154	0,618	0,487 (-)	0,101	0,408 (-)	0,036	0,823 (-)	0,501	0,951 (-)	0,855	2,322	0,118	0,749 (-)	0,358	3,962	0,042	4,007	0,027
	Étudiant	0,701 (-)	0,451	1,203	0,641	0,465 (-)	0,264	0,117 (-)	0,046	1,356	0,451	1,240	0,581	1,826	0,422	0,87 (-)	0,751	1,973	0,429	1,737	0,500
	Retraité	0,819 (-)	0,597	1,370	0,347	1,657	0,383	0,769 (-)	0,647	0,495 (-)	0,044	0,897 (-)	0,735	2,465	0,129	0,442 (-)	0,037	4,483	0,035	2,966	0,106
Revenu annuel du ménage (ref.: Moins de 40 000 \$)	Entre 40 et 80 000 \$	0,661 (-)	0,050	1,162	0,395	1,331	0,321	1,205	0,574	1,026	0,896	1,163	0,386	0,931 (-)	0,786	0,673 (-)	0,068	1,255	0,368	0,979 (-)	0,935
	Plus de 80 000 \$	0,759 (-)	0,235	1,516	0,030	1,112	0,747	0,966 (-)	0,926	0,927 (-)	0,720	1,290	0,180	0,822 (-)	0,514	0,716 (-)	0,156	0,959 (-)	0,883	0,785 (-)	0,392
Région (ref.: Autres régions)	Québec RMR	0,461 (-)	0,017	0,925 (-)	0,735	0,784 (-)	0,547	1,249	0,579	0,706 (-)	0,187	1,045	0,850	0,996 (-)	0,992	2,312	0,002	1,072	0,837	1,526	0,176
	Montréal RMR	0,737 (-)	0,078	0,967 (-)	0,813	0,73 (-)	0,185	0,862 (-)	0,583	0,649 (-)	0,006	1,326	0,047	1,867	0,007	1,408	0,074	1,060	0,781	0,969 (-)	0,884
Constante		0,191 (-)	0,002	0,228 (-)	0,000	0,101 (-)	0,001	0,092 (-)	0,001	1,300	0,528	0,518 (-)	0,089	0,035 (-)	0,000	0,656 (-)	0,360	0,055 (-)	0,000	0,057 (-)	0,000

p<0,05

p<0,1

ANNEXE 4 : Influence des sources d'informations sur les préoccupations

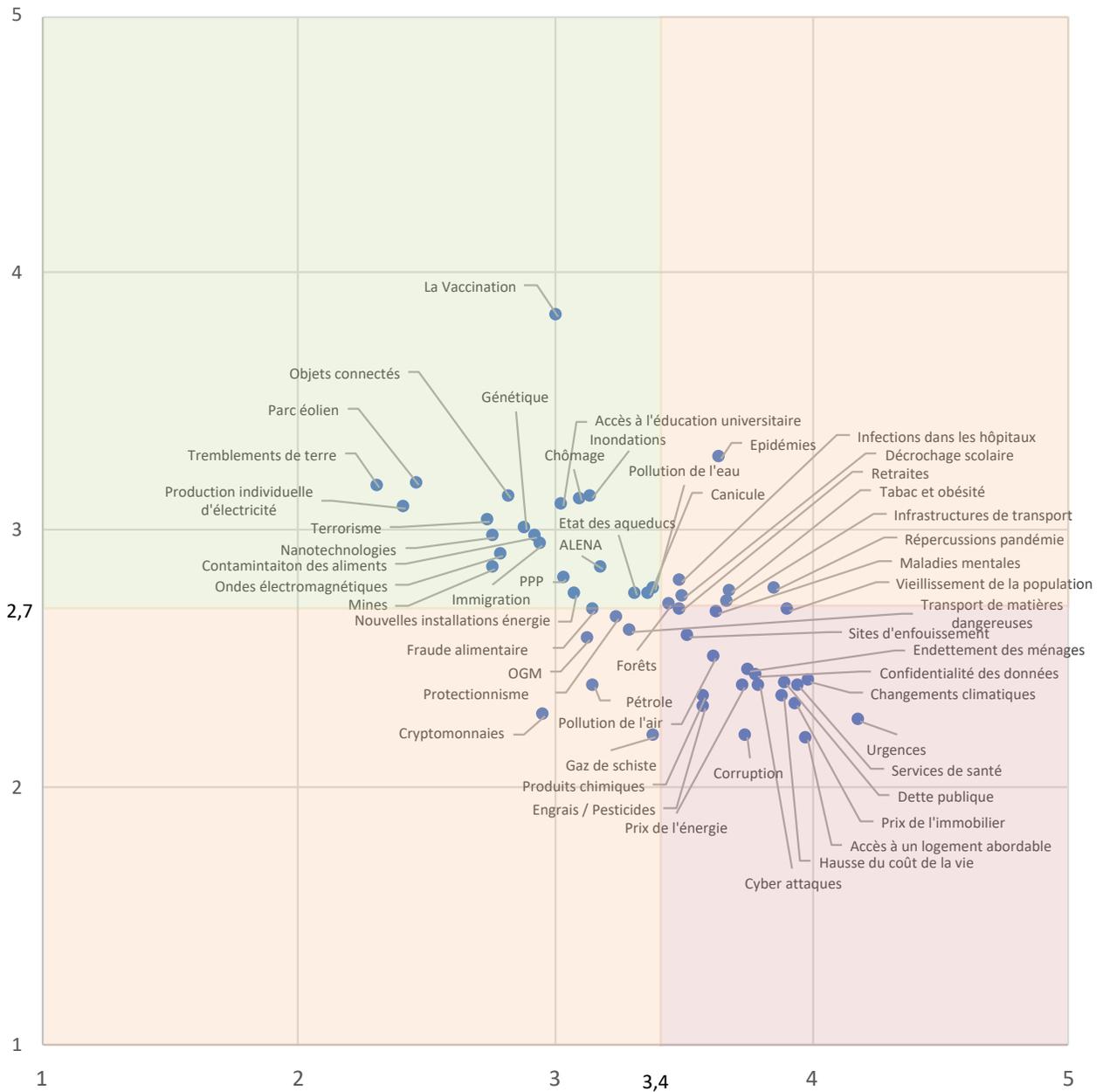
Sources d'information (ref.: N'utilise pas beaucoup vs utilise beaucoup)	Risques naturels		Risques environnementaux		Risques technologiques		Risques reliés aux innovations technologiques		Risques reliés à la santé publique		Risques reliés au système de santé		Risques économiques et financiers	
	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p	OR	p
Télé-radio	1,020	0,912	0,789 (-)	0,102	0,601 (-)	0,065	0,645 (-)	0,035	0,809 (-)	0,155	2,086	<,001	0,867 (-)	0,301
Journaux hebdo ou quotidien	0,721 (-)	0,149	1,465	0,027	1,027	0,936	1,759	0,016	1,010	0,955	0,936 (-)	0,687	0,598 (-)	0,002
Presse gratuite	0,891 (-)	0,732	0,439 (-)	0,006	1,257	0,632	1,328	0,430	0,662 (-)	0,178	1,357	0,234	1,057	0,833
Internet-site Web	0,854 (-)	0,452	1,021	0,900	0,906 (-)	0,751	0,584 (-)	0,028	1,007	0,966	1,006	0,968	1,359	0,053
Internet-réseaux sociaux	1,344	0,167	1,126	0,492	1,149	0,668	0,568 (-)	0,037	0,889 (-)	0,510	1,231	0,208	0,786 (-)	0,147
Experts indépendants	1,372	0,161	0,716 (-)	0,093	0,466 (-)	0,061	0,907 (-)	0,719	0,785 (-)	0,229	1,095	0,616	1,247	0,221
Amis et famille	1,105	0,663	1,184	0,377	0,539 (-)	0,130	0,923 (-)	0,786	1,159	0,456	0,877 (-)	0,478	0,936 (-)	0,722
Élus locaux	2,527	0,093	2,831	0,051	0,331 (-)	0,224	0,794 (-)	0,738	0,907 (-)	0,854	0,305 (-)	0,029	1,330	0,558
Gouvernements	0,748 (-)	0,321	0,648 (-)	0,075	1,649	0,196	1,376	0,312	1 700	0,020	0,802 (-)	0,304	0,909 (-)	0,663
Vérificateur général	0,645 (-)	0,300	0,621 (-)	0,183	1,724	0,318	0,9 (-)	0,814	0,695 (-)	0,319	1 000	0,999	1,520	0,179
Groupes d'intérêt public	1,898	0,068	0,748 (-)	0,400	1,199	0,745	0,76 (-)	0,579	1,011	0,976	1,501	0,188	1,118	0,719
Groupes environnementaux	1,542	0,226	6,046	<,001	2,137	0,145	0,714 (-)	0,513	0,422 (-)	0,036	0,644 (-)	0,171	0,623 (-)	0,147
Associations industrielles ou sectorielles	0,874 (-)	0,822	0,164 (-)	0,005	2,967	0,153	3,246	0,080	1,960	0,253	1,059	0,916	0,577 (-)	0,311
Constante	0,183 (-)	<,001	0,522 (-)	<,001	0,088 (-)	<,001	0,204 (-)	<,001	0,463 (-)	<,001	0,481 (-)	<,001	0,713 (-)	0,003

p<0,05

p<0,1

Tableau 17 : Test logit sur les préoccupations personnelles des Québécois en fonction des sources d'informations consultées

ANNEXE 5 : Matrice présentant le lien entre niveau de risque et confiance dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement avec une division en fonction des niveaux moyens (Baromètre CIRANO 2021)



Annexe 6 : Méthodologie de recodage des variables et imputation des données manquantes

Pour plusieurs des variables utilisées dans ce rapport, nous étions en présence de données manquantes ou en tout cas de valeur traitée comme telle puisqu'il s'agissait de réponse « je ne sais pas » ou « préfère ne pas répondre » aux questions de l'enquête. Il existe un biais pour la non-réponse plus important que le biais d'imputer une valeur plausible aux valeurs manquantes (Haziza, 2005 ; Haziza & Beaumont, 2007). Nous avons utilisé différentes méthodes d'imputation, l'imputation étant un processus qui permet de produire une ou plusieurs valeurs plausibles pour remplacer une valeur manquante (Haziza & Kuromi, 2008).

Pour toutes les variables pour lesquelles la proportion de données manquantes était inférieure à 5 %, nous avons utilisé une méthode d'imputation aléatoire en suivant la distribution de la variable originale. Cette forme d'imputation a été utilisée pour les variables (AGE), (LANGUE), (ENFANT), (OCCUPATION), (SCOLARITÉ) et (ÉTAT MARITAL).

Lorsque la proportion de données manquantes était supérieure à 5 %, nous avons utilisé une méthode d'imputation par prédiction. Nous avons utilisé une régression de type PROBIT, car nous étions en présence de variables ordinales. Cette forme d'imputation a été utilisée pour la variable (REVENU). Nous avons vérifié que le 2-log de vraisemblance était significatif, ce qui signifie que le modèle permet de bien prédire la variable. Nous avons également effectué des tests pour certains modèles en utilisant la variable avec les données imputées et la variable sans les données imputées et comme les prédicteurs étaient les mêmes dans les deux modèles, nous ne voyons pas de problème à utiliser la variable avec les données imputées.